www.lesafriques.com

Le journal de la finance africaine
Hebdomadaire

Les Afriques

Rédaction : Alger, Casablanca, Dakar • Nº 23 : 3 au 9 avril 2008

DP World entame la métamorphose de Djibouti

DP World vient de passer à la troisième place au niveau des activités portuaires mondiales. En Afrique, l'entité a engagé des millions de dollars à Djibouti, à Dakar et à Maputo (Mozambique). Sur le premier pays, le groupe est en train de finir la construction d'un nouveau terminal d'une capacité de 1,5 million de m³ qui fera du port de Djibouti le terminal portuaire le plus perfectionné en Afrique. Pour le directeur exécutif de DP World, Mohamed Sharaf, le groupe est un faiseur de profits et non un preneur de profits : « *En général, ces preneurs font des profits et disparaissent. Ils ne s'intéressent aucunement à ce qui se passe derrière eux et ne développe aucune ressource humaine. A l'opposé, nous, nous misons sur le long terme. Nous faisons des profits et nous les réinvestissons sur place.* »

Lire en page 3



Mohamed Sharaf, DG de DP World.

La BMCE Bank appelle à une monnaie unique maghrébine



Jaloul Ayed, DG de BMCE Bank, Président du directoire de BMCE Capital et Vice-Président de MediCapital Bank.

Courant 2007, la BMCE Bank a conforté sa présence au niveau africain avec l'acquisition de 35% du capital de Bank Of Africa. Ce rachat, qui intervient après une série d'opérations au niveau régional et l'implantation d'une banque d'affaires à Londres, fait de l'institution présidée par Othman Benjelloun un vecteur d'union du Maghreb arabe et d'intégration du continent africain. En dépit des obstacles politiques qui retardent la construction des grands ensembles, les banquiers, et particulièrement ceux qui dirigent cette banque marocaine, pensent que le défi d'un Maghreb financier uni et, au-delà, d'une monnaie unique commune aux Etats de cet ensemble sous-régional, est bel est bien possible. Explications de Jaloul Ayed, administrateur directeur général de la BMCE Bank.

Lire en page 7

L'OMVS lance un programme d'urgence

Confrontés à un déficit énergétique qui bloque leur essor économique, le Sénégal, le Mali, la Mauritanie et la Guinée viennent de lancer deux programmes de grande envergure pour résoudre les nombreux délestages du courant électrique.

Lire en page 15

La Bourse d'Alger attend toujours

Neuf ans après son démarrage, la bourse d'Algérie peine toujours à convaincre les entreprises du secteur privé de venir à la cote. Une situation paradoxale selon Ali Sadmi, président de la Commission de surveillance des opérations de bourse : « *La Bourse d'Alger est condamnée à se développer, sous peine de disparaître. Elle doit se moderniser et être alimentée pour devenir une plaque tournante de l'investissement. Il faut s'inscrire dans le cours de l'histoire des bourses émergentes qui se développent, qui se modernisent. Si on reste à la traîne, on ne voit pas l'utilité d'une bourse qui ne finance rien et qui ne participe pas à la restructuration de l'industrie algérienne. Les banques ne peuvent pas tout financer* ».

Lire en page 10.

La City captivée par l'Afrique

En cette période de morosité économique et financière, le continent africain exerce un attrait croissant sur la City. Analyse d'un phénomène nouveau en page 5.

Kadhafi entame la distribution directe des revenus pétroliers à 3 millions de Libyens

Dans un discours prononcé le 2 mars dernier à Syrte, le colonel Kadhafi a appelé à verser directement aux Libyens l'argent du pétrole. Ces versements mensuels seront de l'ordre de 5000 dinars (4150 $) pour 500 000 familles libyennes ou 1000 dinars (830$) par individu. Trois millions de Libyens en profiteraient. « *Prenez votre argent et lancez vos activités dans l'industrie, l'agriculture, la santé…* », a-t-il lancé.

Lire en page 3

Al Ahly n'arrive plus à garder ses footballeurs



Le premier club de football africain, Al Ahly, du Caire, était toujours parvenu, depuis 1907, à garder ses meilleurs joueurs. Aujourd'hui c'est fini. Après la victoire égyptienne à la CAN, les clubs européens sont venus faire leur marché… 80 000 familles, abonnées au club social le plus populaire du monde arabe, assistent, dépitées, au départ programmé de leurs idoles, attirées par les salaires de la riche Europe.

Lire en page 14

M 04363 - 23 - F: 1,90 €

Afrique CFA 1500 FCFA. - **Belgique** 1,9 €. - **Luxembourg** 1,9 €. - **Maroc** 15 DH. - **France** 1,9 €. - **Suisse** CHF 3,80. - **Tunisie** 2,3 DT - **Canada** 3,3 $ CAD.

AFRIQUE DU SUD

Vodafone en pourparlers pour acheter des parts à MTN

Vodafone Group Plc est en pourparlers pour l'achat d'une participation dans les opérations internationales de MTN Group Ltd. Ces discussions interviennent après que le gouvernement s'est opposé à une plus grosse participation de Vodafone dans Vodacom Group Ltd, dont il est actionnaire avec Telkom South Africa. La proposition de traiter avec MTN n'inclura pas ses activités en Afrique du Sud, où il est en concurrence avec Vodacom.

Le gouvernement appuie l'augmentation des tarifs demandée par Eskom

Le gouvernement déclare appuyer le principe d'augmentation des tarifs de l'électricité introduit par Eskom. La compagnie nationale veut aller au-delà des 14,2% approuvés précédemment par le gouvernement, et réclame une hausse de l'ordre de 60% afin de couvrir les coûts de carburant, financer les programmes de développement et freiner la consommation pour assurer l'approvisionnement de l'industrie. Des économistes considèrent toutefois qu'une telle hausse pourrait stimuler l'inflation et pousser à une hausse des taux d'intérêt.

Alimentation électrique en zone rouge

L'approvisionnement en électricité a atteint la « zone rouge » le 20 mars dernier, selon la compagnie Eskom qui a dû recourir à des coupures dans plusieurs villes du pays après une vague anormale de froid et de pluie qui a stimulé la demande.

ALGÉRIE

Plus de 12 milliards de dollars de recettes

Sonatrach a exporté pour plus de 12 milliards $ de pétrole durant les deux premiers mois de 2008. « *Ces recettes sont liées aux cours élevés et non à une augmentation des volumes exportés* », a expliqué le PDG de la compagnie. Sonatrach a versé au Trésor public plus de 2700 milliards de dinars en fiscalité pétrolière en 2007.

900 millions $ d'investissements turcs à l'étude

L'ambassadeur turc à Alger, Ercümend Ahmet Enç, a déclaré que des projets d'investissements pour un montant de 900 millions $ sont à l'étude actuellement. Les échanges commerciaux entre les deux pays ont triplé en 4 ans, passant de 1,3 à plus de 3 milliards $, et devraient dépasser les 4 milliards $, selon le diplomate. En 2007, le montant des investissements turcs s'est élevé à 310 millions $, contre 40 millions $ en 2004. Environ 165 entreprises turques sont installées en Algérie.

Un institut de travaux publics financé par les Chinois

10 millions d'euros, c'est le montant qui sera dépensé par le groupement chinois Citic/CRCC, chargé du tronçon centre et ouest de l'autoroute Est Ouest, pour la réalisation, dans 18 mois, d'un Institut supérieur de gestion des grands projets (ISGGP). L'Institut, qui sera construit sur 10 hectares au niveau du pôle technologique de Sidi Abdellah, générera globalement 900 emplois, dont 700 algériens, et 110 enseignants, dont 70 Algériens.

… et un accord de coopération nucléaire à des fins civiles

Un accord a été signé avec la Chine en matière de collaboration avec l'autorité chinoise de l'énergie atomique dans le domaine de la recherche scientifique et de la sûreté nucléaire, ainsi que la formation du personnel travaillant dans ce secteur.

Algex lance « Optimexport », un programme de développement des exportations

L'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) a élaboré un programme spécial portant sur l'accompagnement d'une cinquantaine d'entreprises exportatrices, la création d'un fonds de soutien aux exportateurs, et le soutien des entreprises algériennes à participer aux foires internationales. Les entreprises seront sélectionnées parmi les secteurs à forte capacité exportatrice comme l'agroalimentaire, les produits agricoles et certains produits manufacturés.

20 millions $ pour le développement de la météorologie

Une enveloppe de 20 millions $ a été allouée au développement des activités de l'Office national de météorologie (ONM). Le projet prévoit l'extension des applications et des données de l'Office afin d'englober les activités agricoles, les travaux publics et les opérations d'urbanisme et d'aménagement.

Hausse des prix des matériaux de construction

La hausse vertigineuse des prix de certains matériaux de construction serait due à la spéculation, selon le ministre de l'Habitat, qui considère que le problème se pose au niveau de la distribution. Le ministre n'exclut pas le recours à des « *mesures coercitives* », pouvant aller jusqu'au retrait du registre de commerce, et l'instauration de la « *traçabilité des matériaux importés* ». Pour le rond à béton, les autorités sont prêtes à subventionner une hausse des prix justifiée par l'augmentation des cours internationaux.

La cimenterie de Bouira reprend la production

La cimenterie de Sour El Ghozlane (Bouira) a repris ses activités après 55 jours d'arrêt pour le renouvellement partiel de son four vieux de 24 ans. Le nouveau four en spirale de 89 mètres, qui a coûté 200 millions DA, permettra à l'usine de produire 3200 tonnes de ciment par jour.

Privatisation

Le Conseil des participations de l'Etat (CPE) a donné son accord pour la poursuite des négociations et la finalisation des opérations de privatisation totale de 7 entreprises relevant des secteurs du BTPH, dont des bureaux d'études, de l'équipement professionnel, et la transformation des métaux. 4 opérations de reprise par les salariés ont été approuvées. Le CPE a étudié l'ouverture du capital de la Banque de développement local (BDL) et du portefeuille de la Société de gestion des participations (SGP) Construmet (construction métallique).

4,4% de hausse des prix à la consommation

De février 2007 à février 2008, le niveau moyen d'augmentation des prix à la consommation a atteint 4,4%, selon l'Office national des statistiques (ONS). La plus forte hausse a été enregistrée dans les biens alimentaires (+8,6%), avec +4,1% pour les produits agricoles frais et +13,5% pour les produits alimentaires industriels.

Dettes des collectivités locales

L'Etat a décidé d'éponger les dettes des communes déficitaires. Bien que l'évaluation soit toujours en cours, le montant ne devrait pas s'éloigner de 22 milliards DA. Pour améliorer les recettes des collectivités locales, le ministre de l'Intérieur a annoncé l'augmentation des taxes sur l'immobilier et de la taxe du séjour.

Exportations : un portail électronique

L'Agence nationale de promotion des exportations (ALGEX) prévoit de lancer un site Web dédié au commerce extérieur et à la promotion des exportations hors hydrocarbures, dans lequel des informations seront mises à la disposition des opérateurs. Ce portail électronique devrait voir le jour d'ici la fin de l'année.

Plus de 105 000 femmes disposent d'un registre de commerce

Selon les statistiques du Centre national du registre de commerce (CNRC), à la fin 2007, plus de 105 255 femmes étaient inscrites au registre de commerce, soit une hausse de 4% par rapport à 2006. Les femmes représentent 8,9% du total des commerçants dont le nombre est estimé à plus d'un million. Parmi les chefs d'entreprise, elles ne sont que 3228, soit une proportion de 2,15%. Plus de 50% des femmes inscrites au RC ont entre 29 et 48 ans.

Risques pour les affaires de la First Calgary Petroleums Ltd

La First Calgary Petroleums Ltd a demandé à ses actionnaires de rejeter une motion de 2 actionnaires dissidents – Finance & Investment Ltd et Midocean Holdings Ltd – contre le PDG Richard Anderson. La motion est soumise au vote le 8 avril prochain. Dans une lettre aux actionnaires, elle défend la stratégie de l'entreprise qui est « *passée de start-up à une société pétrolière engagée dans un important projet de développement dans le bloc 405b en Algérie* ». La lettre met en garde sur le fait que les changements proposés par les dissidents risquent de « *saper les relations entre l'entreprise et le gouvernement algérien, ainsi qu'avec la compagnie pétrolière publique Sonatrach.* »

A nouveau du rififi sur le Medgaz ?

La plainte déposée par l'Espagnole Gas Natural contre la suppression des contraintes imposées par la Commission nationale de l'énergie espagnole à l'entrée de Sonatrach dans le marché ibérique pourrait créer des problèmes au gazoduc Medgaz où l'entreprise publique algérienne est actionnaire majoritaire. « *Nous n'avons pas été informés officiellement de cette plainte. On l'a appris par le biais de la presse. Toutefois, nous nous tenons prêts à riposter et à relever le défi* », a indiqué le ministre algérien de l'Energie M.Chakib Khelil.

CAMEROUN

La CAMAIR a repris ses vols

Cameroon Airlines (CAMAIR) a repris ses vols samedi 22 mars, soit une semaine après la décision du gouvernement camerounais de la suspendre momentanément. « *La situation au sein de la CAMAIR évolue, et la compagnie va reprendre normalement ses activités* », a annoncé un communiqué du gouvernement.

Baisse du coût de l'électricité

La société nationale d'électricité AES-Sonel annonce qu'à partir du 1er avril le prix du kilowatt va coûter 50 FCFA pour la tranche de consommation allant de 0 à 110 KWh, et 75 FCFA pour les usagers consommant au-delà de 110 KWh. 62% des usagers, dont des PME (320 000 des 522 000 abonnés), sont concernés par cette mesure. Les consommateurs de la première tranche verront leurs factures diminuer de l'ordre de 46,43%, contre une baisse de 9,74% pour les seconds.

154e place dans le classement « Doing Business 2008 »

Pour la 2e année consécutive, le Cameroun occupe le 154e rang sur les 178 pays du classement général « Doing Business 2008 » établi par la Banque mondiale. En matière de création d'entreprises, les lenteurs sont telles qu'il faut 13 étapes pendant 37 jours avant de débuter une activité. Pour la construction d'un entrepôt, les procédures sont au nombre de 15, soit une durée de 426 jours pour l'obtention des licences, les permis nécessaires, et les raccordements d'eau, du réseau de téléphone et d'électricité.

Plus de 100 milliards de FCFA pour un barrage hydroélectrique à Lom-Pangar

Sur le montant de 140 milliards FCFA nécessaire à la construction du barrage hydroélectrique de Lom-Pangar, la contribution des bailleurs de fonds va atteindre 100 milliards FCFA. Parmi eux : l'Agence française de développement (AFD), la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), la Banque de développement économique de l'Afrique centrale (BDEAC), la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque islamique de développement (BID), le Fonds koweitien de développement (FKD), l'Exim bank de Chine (EBC) et le Groupe value analytics d'Afrique du Sud.

CONGO

Total investit 30 milliards de FCFA pour le champ pétrolier de Moho Bilondo

Total a signé un contrat de 30 milliards FCFA pour l'exploitation du champ pétrolifère de Moho Bilondo. Ce contrat prévoit la construction, en 18 mois, des installations devant faciliter l'acheminement et le traitement du pétrole brut, ce qui générera près de 500 emplois. L'entrée en production de ce nouveau champ contribuera à l'augmentation de la production congolaise autour de 90 000 barils/jour.

Un nouvel opérateur de téléphonie mobile

Warid Congo, le nouvel opérateur de téléphonie mobile, a lancé ses activités et connaît déjà un grand succès grâce à ses prix attractifs. La compagnie appartient au Groupe Warid télécom, filiale de Wateen Télécom de Sheikh Nahayan Mabarak Al Hahayan, des Emirats arabes unis. A l'international, Warid Congo est très concurrente avec 90 FCFA la minute, contre 150 et 400 FCFA pour les autres opérateurs. Le capital de Warid Congo est de 10 milliards FCFA.

Un prêt de 2 milliards FCFA de la Chine

La Chine a octroyé un prêt sans intérêt de 2 milliards de FCFA, remboursable en dix ans, destiné à financer des projets à caractère socioéconomique, dont la construction d'une bibliothèque moderne à l'Université Marien Ngouabi, de trois écoles primaires, d'un hôpital et d'un château d'eau à Oyo.

CONGO RDC

Des changements proposés au contrat minier de Freeport-McMoRan

Une commission gouvernementale recommande d'apporter des changements au contrat minier avec la compagnie Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc et Lundin Mining Corp. La proposition prévoit une réduction de la participation de ces deux compagnies dans le projet Tenke Fungurume de cuivre et de cobalt, et d'augmenter la part de la société publique Gecamines de 17,5 à 45%.

Oriental Iron va investir 7 milliards $

La compagnie Oriental Iron, dirigée par le diamantaire israélien Dan Gertler, va investir 7 milliards $ dans un projet de minerai de fer situé au nord du pays, dans un site où il y a sept dépôts contenant 700 millions de tonnes de fer.

EGYPTE

Aramex ouvre un centre logistique au Caire

Le fournisseur mondial de solutions de transport Aramex a ouvert un nouveau centre logistique qui va élargir sa chaîne d'approvisionnement de réseaux de transport dans le pays. « *Aramex s'est engagé à fournir à nos clients en Égypte des réseaux de transport efficaces et une logistique d'infrastructures de classe mondiale qui répond aux besoins locaux et accompagne la croissance économique rapide* », a déclaré Samer Gharaibeh, le chef de la direction Afrique d'Aramex.

Danieli remporte le contrat d'un mini-moulin

L'équipementier italien Danieli & Compagnia Officine Meccaniche a remporté un contrat de 260 millions d'euros pour la construction d'un mini-moulin pour le compte de la compagnie Suez Steel. Le moulin intégré produira 2 millions de tonnes d'acier par an et sera construit en 30 mois. L'investissement global dans le complexe égyptien sera de 550 millions d'euros.

Alcotexa vend 100 tonnes de coton en une semaine

L'Association des exportateurs de coton d'Alexandrie (Alcotexa) a déclaré avoir vendu 100 tonnes de coton durant la semaine qui a pris fin le 22 mars. Un nouvel engagement d'Alcotexa porte sur l'exportation de 128 956,5 tonnes de coton pour une valeur de 266,21 millions de $ au cours de cette saison, qui a débuté en septembre dernier.

La banque Audi discute d'une éventuelle fusion avec EFG-Hermes

La banque Audi a étudié une éventuelle fusion avec la banque régionale d'investissement EFG-Hermes Holdings. Les discussions sont à un stade « très préliminaire » et un éventuel accord « *devrait être subordonnée à l'obtention d'approbations des organismes de réglementation et des actionnaires, y compris le consentement de la Banque centrale de Londres* », indique un communiqué d'Audi Bank.

Sharm Dreams augmente de 98% son capital souscrit

La compagnie Sharm Dreams d'investissement dans le tourisme indique que 99,8% des 13 millions d'actions mises sur le marché ont été achetées, ce qui a permis de soulever un montant de 129,75 millions LE (23,68 millions $). Les 25 136 actions restantes seront proposées à nouveau, après l'approbation de l'Autorité des marchés des capitaux et des actionnaires actuels. Cette offre publique fait suite à l'augmentation du capital de Sharm Dreams Holding qui est passé de 400 à 700 millions de LE.

Les actionnaires de CIB approuve un dividende de 1 LE l'action

Les actionnaires de la Commercial International Bank (CIB) ont approuvé un dividende de 1 LE (0,18 $) par action pour 2007. Le dividende en espèces sera mis en paiement le 3 avril. En février, la banque a affiché une hausse de 51% de son bénéfice net en 2007, soit 1,29 milliard de LE.

Découverte de gaz naturel dans les zones de BP et ENI

Les compagnies BP et IEOC, une filiale de la compagnie italienne ENI, ont annoncé avoir découvert du gaz naturel dans une zone *offshore*, à 22 000 pieds de profondeur, contrôlée par les deux sociétés. La découverte pourrait contenir un milliard de m³ de réserves.

Le PDG de la CIB dirige la CICH

Dans le cadre du processus de fusion-intégration progressive, le PDG de Commercial International Bank (CIB), Hicham Ezz Al Arab, assumera, en plus de ses responsabilités actuelles, la présidence de la Commercial International Capital Holding (CICH), en remplacement de Sahar El Sallab.

HDB augmente son capital

La Housing and Development Bank (HDB) a annoncé que la 2e phase de la souscription pour l'augmentation de son capital a été couverte par la vente de 72 464 actions (pour un montant de 724 640 LE), représentant 296,6 fois la partie non couverte.

L'Egypte rejoint l'OCDE

L'Egypte est devenue le premier pays arabe et d'Afrique du Nord à adhérer à l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). L'organisation est une plate-forme pour les décideurs politiques et le secteur privé. Elle fournit des statistiques comparables, surveille les tendances, l'évolution économique et les changements sociaux ou des projets de recherche en évolution des modes dans le commerce, l'environnement, l'agriculture, la technologie et la fiscalité.

Pourparlers avec Gazprom

Des discussions sont en cours pour l'entrée du géant gazier russe Gazprom dans des projets énergétiques en Égypte.

L'inflation ne va pas décourager les investisseurs

Selon la Banque centrale, l'accélération de l'inflation ne va pas décourager les investisseurs internationaux. L'inflation a atteint 12,1% en février, contre 10,1% en janvier, en raison de la hausse des prix des marchandises comme le blé.

Renforcement de la coopération énergétique avec la Chine

L'Egypte souhaite renforcer la coopération bilatérale avec la Chine dans le domaine de l'énergie, en particulier dans la promotion des échanges de technologies, le raffinage, et l'exploration.

Les Afriques

Editeur : Editions Financières du Sud Eurl, 11 rue de Bassano – F-75116 Paris. Gérant : Koly Keita. Filiale à 100% de Les Afriques Edition et Communication SA. Genève. Administrateurs : Abderrazzak Sitail (Président), Michel Juvet, François-Eric Perquel, Dominique Flaux (Adm. délégué, directeur de la publication). Comité des Fondateurs : Philippe Séchaud (Président). Editeurs partenaires : Atlas Publications (Maroc). Avenir Communication (Sénégal) et Syscomtech (Cameroun).

Directeur de la rédaction et rédacteur en chef *Finance* : Adama Wade (Casablanca). Rédacteur en chef *Economie et politique* : Ihsane El Kadi (Alger). Rédacteur en chef *Gestion publique et coopération* : Chérif Elvalide Seye (Dakar). Rédaction : Louis S. Amédé (Abidjan), Mohamed Baba Fall (Casablanca), Said Djaafer (Alger), Amadou Fall (Dakar), Daikha Dridi (Le Caire), Charles A. Bambara (Londres).

Ont également participé à ce numéro : Lazhar Djeziri (Alger), Ougna Camara (Conakry), Sana Harb (Alger), Robert Adandé (Dakar), Fayçal Metaoui (Alger), Aliou Diongue (Dakar), Anne Guillaume-Gentil (Paris), Mamadou Lamine Diatta (Dakar), Achille Mbog Pibasso (Douala), Robert Adande (Dakar), avec le concours d'African Investor - AI40 (Londres) et de CommodAfrica (Paris).

Abonnements : Les Afriques, 19 rue de Veyrier, CH-1227 Carouge Genève. Tél : +41 22 301 96 15. Fax : +41 22 301 96 10. abos@lesafriques.com ou formulaire sur www.lesafriques.com

Maquette : Jérémie Flaux. Webmaster : Christian Zanardi. Imprimé en France : Imprimerie Nouvelle, 93, avenue Denis Papin - 45800 - Saint Jean de Braye. Imprimé au Sénégal (Avenir Communication) et au Cameroun (Sopecam). Diffusion : NMPP, Sapress, Le Quotidien, Messapresse.

Régie publicitaire : Sequence Media SA, 19 rue de Veyrier, CH - 1227 Carouge Genève (+41 22 301 96 15). Bureau de Genève : Benjamin Flaux (+41 78 758 77 09 benjamin.flaux@lesafriques.com). Bureau de Casablanca : Atlas Publication: Khadija El Hajoui (+212 22 23 34 77 khadija@lesafriques.com).

Dépôt légal : Février 2008

Kadhafi entame la distribution directe des revenus pétroliers à 3 millions de Libyens

Cela a les allures d'une révolution : le colonel Mouamar Kadhafi a décidé d'abolir l'essentiel du gouvernement et de verser 4150 dollars mensuellement à 500 000 ménages libyens afin qu'ils lancent leurs activités.

Par Sana Harb, Alger

Dans un discours prononcé le 2 mars dernier, le colonel Kadhafi a peut-être donné un coup d'accélérateur à la privatisation des activités économiques dans le pays en appelant à l'abolition de l'ensemble de l'appareil administratif du pays, qualifié de « *pieuvre vorace* » en raison de l'incapacité des secrétariat généraux (ministères) à gérer les ressources financières qui leur sont affectées.

> « Cette pieuvre qui absorbe les ressources financières, c'est fini, votre argent vous parviendra sans intermédiaire. »

C'était à Syrte, à l'occasion du 31e anniversaire de la naissance des Comités et congrès populaires. Plutôt que de laisser la « pieuvre » dispendieuse mésuser des revenus pétroliers, le colonel a demandé à ce que l'argent soit directement versé aux Libyens. Ces versements mensuels seront de l'ordre de 5000 dinars (4150 $) pour 500 000 familles libyennes ou 1000 dinars (830 $) par individu. Trois millions de Libyens en profiteraient. « *Prenez votre argent et lancez vos activités dans l'industrie, l'agriculture, la santé… Faites ce que vous voulez avec votre argent qui baissera ou augmentera en fonction du prix du pétrole… Cette pieuvre qui absorbe les ressources financières, c'est fini, votre argent vous parviendra sans intermédiaire* », a-t-il lancé. Tous les ministères (secrétariats généraux) devraient disparaître à l'exception des domaines de souveraineté comme les Affaires étrangères, la Défense et l'Intérieur. Le gouvernement a entamé rapidement la mise en œuvre des directives. Le Ministère de la jeunesse a disparu tandis que les autres ministères sont maintenus au maximum jusqu'à la fin de l'année.

Un fonds de « redistribution de richesses » de 3,8 milliards de dollars

Cette redistribution directe couplée à l'abolition des ministères pourrait être l'amorce d'une privatisation accélérée du secteur public et une incitation forte aux Libyens de constituer leurs propres entreprises. Seuls les grands projets stratégiques (fleuve artificiel, route panafricaine) relèveront de l'Etat. Pour le colonel Kadhafi, au-delà des personnes, les structures existantes (comités populaires, secrétariats) ont échoué alors que le pays a dépensé 37 milliards de dollars par an au cours de ces dernières années. Le gouvernement libyen a entrepris de mettre en application ces directives en créant un fonds pour la distribution de la richesse pétrolière dans le cadre du budget. Ce seront plus de 3,8 milliards de dollars qui seront affectés au chapitre IV du budget sous l'intitulé « distribution des richesses ». L'opération devrait permettre un dégraissage en douceur de l'administration, qui doit passer de 93 000 employés à 600 000. Le budget 2008 est de 49,47 milliards dinars (40,8 milliards dollars) contre 31 milliards de dinars en 2007. A cela s'ajoutent 150 milliards de dinars en dépenses d'infrastructures.

Attaque frontale contre le pouvoir économique de la bureaucratie

Le colonel Kadhafi répond à une demande de la population qui estime ne pas voir les bienfaits des revenus pétroliers. « *Le pétrole a dépassé les 100 dollars, il ne doit plus être laissé aux gouvernements* », a lancé le colonel en prédisant que les pays pétroliers, en raison justement du gonflement des revenus, pourraient connaître des problèmes de contestation populaire. Le changement de cap annoncé pourrait dépasser la simple redistribution de la rente pétrolière et aller dans le sens des réformes libérales prônées par Seïf Al Islam Kadhafi. En réduisant la bureaucratie et le rôle économique du gouvernement, la démarche devrait booster l'activité du secteur privé en Libye.

Saad Djebbar, avocat algérien établi à Londres et grand connaisseur du système libyen, croit que le tournant est sérieux. « *Les gens veulent la fin de la corruption, de l'absence de reddition de comptes et de l'inefficience qui existe partout dans les services publics, l'éducation, les transports, la santé* », a-t-il déclaré à l'agence Reuters. « *Le pays a besoin de gros changements et le seul homme capable de le faire est Kadhafi* ». Reste à savoir si cette « redistribution » va booster l'activité économique privée avec un rôle régulateur de l'Etat au lieu de se traduire par un *rush* consumériste. La décision de Kadhafi est en tout cas une attaque frontale contre le pouvoir économique de la bureaucratie en Libye. De quoi donner des idées ou des ennuis à d'autres pays pétroliers…

Changement à minima



Adama Wade, Casablanca

C'est le premier changement majeur du FMI depuis 1944. Mais ce n'est pas une révolution. L'aménagement des droits de vote en faveur des pays en développement est certes acquis, mais à minima. Les nations développées devront céder tout au plus 1,6 point de pourcentage de leur vote au profit de leurs homologues du Sud. Avant la réunion de vendredi dernier, la cinquantaine d'Etats africains étaient représentés par deux administrateurs, moins que la petite Belgique. Qu'en sera-t-il après ? L'ordre mondial hérité de Yalta, et qui était maintenu en vie artificielle au sein de cette vénérable institution de Bretton Wood depuis 70 ans, va-t-il finalement disparaître ? Les experts sont divisés. Des organisations comme Oxfam trouvent que l'équilibre n'est pas encore atteint. L'Afrique gardera toujours deux administrateurs même si, souligne le texte de l'amendement, ces deux représentants auront « des pouvoirs plus importants » que ceux de leurs homologues qui siègent pour moins de pays. Le pouvoir de décision reviendra toujours au Nord qui comptera 57,9% des voix contre 59,5% dans le schéma ancien. Le Sud comptera toujours 42%. Ce n'est qu'après l'assemblée du printemps, à la fin avril, que le Nord acceptera ou non de renoncer a à ses points. C'est assez dire sur la précarité de ce rééquilibrage, fait au détriment de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de l'Arabie Saoudite. Le FMI qui n'a vu arriver ni les dragons, ni les tigres, encore moins les BRIC, ne veut pas rater l'ère des nouveaux « 13 ». Désormais, tous les cinq ans, le conseil d'administration sera réajusté à l'air du temps.

> Le pouvoir de décision reviendra toujours au Nord qui comptera 57,9% des voix contre 59,5% dans le schéma ancien.

DP World : « *L'Afrique a besoin de faiseurs de profit non pas de preneurs de profit* »

Dubaï Port World est un puissant groupe, présent dans 23 pays dans le monde, et qui gère 44 ports sur tous les continents. Aux dernières nouvelles, il vient de passer à la troisième place au niveau des activités portuaires mondiales. *Les Afriques* a rencontré Mohamed Sharaf, directeur exécutif.

Propos recueillis par Charles Bambara, Londres

Les Afriques **: Où êtes-vous présents sur le continent africain ?**

Mohamed Sharaf : Nous sommes à Djibouti, à Dakar et à Maputo.

LA **: Commençons par Djibouti, votre première expérience africaine. Comment a commencé ce partenariat avec le port de Djibouti ?**

MS : Au début nous avions une présence plutôt discrète, parce que c'était notre premier contact avec cette région. Nous avons travaillé d'abord pour changer les structures de management du port et cela nous a pris six à sept ans. Les premières années, nous avons apporté les meilleures pratiques en termes de gestion portuaire, nous avons formé le personnel et nous avons même organisé des cours d'anglais, la langue des affaires. Nous avons ensuite entrepris des études de faisabilité sur l'avenir du port de Djibouti et, en même temps, nous avons construit un terminal portuaire, non loin du terminal pétrolier. C'était une zone très polluée et, avec l'aide du gouvernement, nous avons entrepris de la nettoyer. A l'heure actuelle, nous sommes en train de finir la construction d'un autre terminal, toujours au port de Djibouti, d'une capacité de 1,5 million de m³, et ce sera sans doute le terminal portuaire le plus perfectionné en Afrique.

> « Que ce soit à Djibouti ou au Sénégal, notre objectif est de former les gens. Car c'est aussi leur responsabilité de prendre par la suite la relève. »

LA **: Quels sont les montants investis à Djibouti par DP World ?**

MS : Pour nous, Djibouti est le fleuron de notre présence en Afrique. Au niveau du port nous avons investi quelque 300 millions de dollars. Mais ce n'est pas notre seule action dans ce pays. Au niveau du groupe Dubaï World, nous investissons presque 1,2 milliard de dollars à Djibouti. Nous avons, par exemple, construit dans ce pays la première chaîne hôtelière de 5 étoiles, nous avons construit une zone franche, dont la gestion nous est confiée, nous avons aussi la gestion de l'aéroport et nous avons entrepris la construction d'infrastructures routières, en tout onze kilomètres de routes, pour relier le port au reste de la ville et du pays avec beaucoup plus de fluidité.

LA **: Quel est l'impact de tous ces investissements sur le niveau de vie des Djiboutiens ?**

MS : La différence est frappante si je prends ma première visite dans ce pays en 2001 et aujourd'hui en 2008. Djibouti est un petit pays très pauvre. Mais depuis que nous avons commencé nos activités, la croissance économique annuelle du pays n'est pas très loin des 10%. Le PIB a doublé. Il y a une nette amélioration des routes, les télécommunications s'améliorent, les infrastructures aéroportuaires s'améliorent également, tout s'améliore en réalité à Djibouti. L'environnement des affaires est en net progrès, et le pays veut plus d'investisseurs parce qu'il a vu comment en quarante ans nous avons transformé Dubaï. Djibouti souhaite également faire le même parcours. La population va en tirer profit, tout comme le gouvernement. Et j'insiste pour dire que notre approche est avant tout celle d'un partenariat avec le gouvernement.



Mohamed Sharaf.

Suite page 22

D'autres manifestations d'intérêt pour la 2e licence de téléphonie fixe
L'Autorité de régulation des télécommunications (NTRA) entend faire passer à 8 (contre 6 actuellement) le nombre d'entreprises intéressées par la 2e licence de téléphonie fixe, dont l'ouverture des plis de l'appel d'offres est prévue pour le 19 juin.

Vente de permis d'exploration de pétrole et de gaz dans le sud
Des permis d'exploration pétrolière et gazière dans 12 régions du sud du pays, situées dans la mer Rouge, le golfe de Suez ainsi que l'est et l'ouest du désert, seront mis en vente dès le 1er avril, selon le site Web de la compagnie Ganoub El-Oued Petroleum Company (Ganope). Les offres doivent être soumises d'ici la mi-juillet. Le pays prévoit d'accroître sa production de pétrole de 100 000 à 800 000 barils par jour d'ici la fin 2008.

Coopération nucléaire avec la Russie
Un accord de coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques a été signé avec la Russie. L'accord permettra à des compagnies russes de participer à un appel d'offres pour la construction de centrales nucléaires en Egypte.

L'Egypte participera à Gitex 2008 à Riyad
L'Agence de développement de l'industrie de la technologie de l'information (ITIDA) prendra part au Salon Gitex d'Arabie saoudite qui se tiendra du 20 au 24 avril à Riyad. L'Agence procure un soutien aux entreprises de technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le cadre du plan stratégique d'accroissement des exportations des produits et services. Le marché saoudien est l'un des marchés régionaux ciblés par l'Égypte.

GUINÉE-BISSAU

Difficulté d'accès à l'eau potable
Près de 60% de la population rurale n'a pas accès á l'eau potable contre seulement 32% il y a dix ans, selon le ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement. La situation ne diffère pas beaucoup dans les zones urbaines et semi-urbaines où environ 45% de la population n'a pas accès à l'eau. Deux facteurs contribuent à cette situation : la vétusté du réseau de distribution d'AEP et l'augmentation de la population urbaine. En ce qui concerne l'assainissement, 54% de la population utilise des latrines traditionnelles.

KENYA

1,12 milliard $ de recettes d'horticulture
En 2007, le secteur horticole a été le premier pourvoyeur en devises, dépassant celui du tourisme. Ainsi, les recettes des exportations des produits de l'horticulture ont atteint 1,12 milliard $ en 2007 (soit une augmentation de 63% par rapport à 2006), contre 1,04 milliard $ pour le tourisme.

Objectif de croissance à la baisse
Le ministre des Finances, M. Amos Kimunya, a révisé à la baisse les prévisions de croissance : elles passent à 6% après avoir été de 7%. Cette révision à la baisse est due aux effets des violences post-électorales qui ont affecté des secteurs clés de l'économie. L'annonce intervient alors que le secteur touristique annonce des pertes de plus de 15 milliards de shillings du fait de la crise.

Poussée inflationniste
Selon la CBK's Monthly Economic Review, l'inflation est passée de 18,2% en janvier à 19,1% février en raison principalement de la crise post-électorale. Les violences ont touché les réseaux de transports et de distribution des produits de consommation entraînant une hausse des prix du carburant et des biens et services. Selon CBK's, l'inflation moyenne au cours des 12 derniers mois est passée de 10,5% à 11,6%.

LIBYE

Carthago Ceramic installe une unité de production
Carthago Ceramic, filiale du groupe Poulina, a inauguré une seconde unité de production utilisant des technologies de pointe. Quatre autres unités seront installées dans différents secteurs. La TPR du groupe Bayahi vise également la construction d'une unité de profilés d'aluminium.

MADAGASCAR

Accord de services aériens avec Madagascar
Le Maroc et Madagascar ont signé un accord de services aériens. Il s'agit d'un cadre général, nécessaire avant toute forme d'exploitation du ciel, qui servira aux éventuelles coopérations entre les deux pays en matière de transport aérien. Il prévoit la libre détermination, par les compagnies désignées, de leur capacité et de leurs tarifs, ainsi que la possibilité de conclure des accords de coopération dans le domaine commercial.

MALAWI

Standard Bank, bénéfices en hausse de 80%
La Standard Bank du Malawi, filiale de la Standard Bank Group Ltd, annonce une hausse de 80% de ses bénéfices en raison d'une augmentation des prêts accordés. Le bénéfice net s'est élevé à 1,3 milliard de kwachas (9,3 millions $), contre 721 millions de kwachas en 2006.

Une prévision de croissance de +7% du PIB, selon le FMI
Selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), la croissance du produit intérieur brut (PIB) du pays devrait atteindre 7% en 2008. Le FMI considère que ces performances économiques ont été possibles grâce à une meilleure gestion des dépenses publiques, une bonne récolte, qui ont permis de baisser le taux d'inflation de 15% en juin dernier à 8% en février de cette année, et la hausse des recettes et des prix du tabac.

MALI

Des mesures pour atténuer la cherté du riz
A partir du 1er avril, le gouvernement accorde des exonérations, pour une durée de six mois et sans limite de quantité, aux importations de riz, afin de pallier à la cherté du prix de ce produit.

MAROC

120 millions $ pour un zoo
Les travaux de construction d'un nouveau zoo débuteront en juillet prochain à Rabat, pour un montant global de 120 millions $. La mise en service du zoo, dont la superficie est de 50 hectares, est prévue en 2010. Quelque 730 spécimens de 98 espèces animales africaines peupleront le zoo qui sera également doté d'une forêt tropicale, et d'un safari disposant de 27 espèces animales. Le projet table sur un million de visiteurs par an et des recettes de plus de 50 millions de dirhams.

Equipements automobiles : Faurecia s'installe à Kenitra
Faurecia, le 2e équipementier automobile européen, va ouvrir un site de production de coiffes de sièges automobiles à Kénitra. L'investissement est estimé à 10 millions d'euros et devrait permettre l'emploi de plus de 650 personnes. La nouvelle usine, « Faurecia Equipements Automobiles Maroc », fournira les sites de production de Renault-Nissan et du groupe Volkswagen en Europe.

21,4% de hausse des revenus fiscaux en 2007
Les recettes fiscales de 2007 sont en hausse de 21,4% par rapport au précédent exercice, soit un apport supplémentaire de 15,9 milliards de DH. Les impôts directs, qui ne représentaient que 34,1% en 2002, atteignent 39,1% en 2007. La part de l'impôt sur les sociétés (IS) passe de 14,7% à 20,3%. La part de la TVA totale croît de 27,3 à 33,2%.

Une enseigne Levi's à Marrakech
Après son magasin de Casablanca, la société Bogart SA, franchisée de la marque Levi's, prévoit d'étendre son réseau par l'ouverture, en juin prochain, d'une nouvelle enseigne à Marrakech.

Autoroute Port Tanger-Med : mise en service de 52 km
Un tronçon de 52 km de l'autoroute reliant le complexe portuaire Tanger-Med aux différents pôles économiques du pays a été ouvert à la circulation. Une enveloppe de 4 milliards de dirhams (plus de 500 millions $) a été allouée à cet axe autoroutier qui a nécessité au total 152 000 km² de béton et 11 990 tonnes d'acier. Le coût du km, considéré comme le plus élevé sur le plan national, est de 74 millions DH.

7,5 millions de touristes en 2007
En 2007, le Maroc a accueilli près de 7,5 millions de touristes, en hausse de 13% par rapport à 2006, générant quelque 59 milliards de DH de recettes (+12%). L'amélioration de la fréquentation a bénéficié à l'ensemble des destinations touristiques du royaume.

Les plus grosses fortunes à Marrakech pour parler de chasse
Marrakech accueillera la 55e assemblée générale du Conseil international de la chasse (CIC), auquel prendront part quelque 500 VIP parmi les plus grosses fortunes du monde.

Baisse de la dette publique
L'encours de la dette publique du Maroc a terminé l'année 2007, pour la première fois de son histoire, avec une baisse estimée à 1 milliard de dirhams (1 dollar = 7,5 dirhams), pour se fixer à 330,1 milliards contre 331,1 milliards en 2006, a indiqué le directeur du Trésor et des Finances extérieures, Zouhair Chorfi. Cet encours représente 54,9% du PIB marocain, en baisse de 3 points par rapport à l'année 2006, a ajouté M. Chorfi.

Accord de coopération avec la Chine
Le Maroc et la Chine ont signé à Rabat, un accord de coopération économique et technique, portant sur un don d'environ 33 millions de dirhams (30 millions de yuans), et un échange de lettres portant sur un don d'environ 11 millions de dirhams (10 millions de yuans) pour la fourniture de matériel d'enseignement.

IDE : plus de 4,5 milliards de dollars en 2007
Les Investissements directs étrangers (IDE) au Maroc ont franchi le seuil des 4,5 milliards de dollars, a indiqué le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles technologies, M. Ahmed Chami. Entre 2000 et 2006, le Maroc a drainé plus de 13 milliards de dollars, soit l'équivalent de deux milliards $ par an, selon M.Chami.

MAURITANIE

Les critères de performance ont été atteints en 2007
Selon une mission du Fonds monétaire international (FMI), le pays a atteint les critères de performance pour l'année 2007. Le FMI note que les évolutions macroéconomiques au quatrième trimestre de l'année précédente ont été globalement conformes aux objectifs du programme et que la croissance du PIB, hors hydrocarbures, a atteint presque 6% au cours du même exercice. La croissance est due essentiellement à la production agricole et au développement de nouveaux projets miniers.

La Chine accorde 14 millions $
La Chine a accordé un don de 7 millions $, ainsi qu'un prêt sans intérêt du même montant.

MOZAMBIQUE

Réhabilitation routiere
Un programme de réhabilitation routière d'un coût de 300 millions $ sera lancé cette année, a annoncé le directeur exécutif de l'Autorité routière nationale (ANE), Francisco Pereira La route nationale reliant les régions nord et sud du pays sera rénovée en priorité. A noter qu'en 2007, une enveloppe de 200 millions $ a été débloquée pour reconstruire un réseau routier de 800 km.

Campagne pour attirer les investisseurs miniers
Une vaste campagne a été lancée pour attirer des investisseurs pour l'exploitation, la transformation et la commercialisation des ressources minières du pays, dont le charbon, les métaux de base, l'uranium, l'or et le cuivre. La stratégie vise à faire passer de 5 à 15% la contribution du secteur minier dans le PIB. Les investissements dans le domaine de l'exploration et du développement sont passés de 24 à 227 millions $ entre 2002 et 2007.

Galp et Visabeira vont développer des projets de biocarburant
Les compagnies portugaises Galp Energia et Visabeira vont lancer une joint-venture, nommée Mocamgalp, pour le lancement d'un projet de transformation d'oléagineux et autres produits de base pour la production de biocarburant destinée à l'exportation vers le Portugal.

NIGER

Baisse du prix du riz
Le gouvernement a pris la décision de baisser, de l'ordre de 2500 à 3000 FCFA, les prix du riz grâce à la suppression, pour une durée de 3 mois, de l'ensemble des droits et taxes à l'importation de ce produit. Le sac de riz de 50 kg coûtera entre 15 150 et 17 650 FCFA selon qu'il soit vendu à Niamey, Tillabéry, Dosso, Maradi ou Zinder. La différence des tarifs entre les régions se justifie par les coûts de transports.

NIGERIA

RT Briscoe annonce une hausse de 15% de ses bénéfices
RT Briscoe Plc, spécialiste dans l'automobile, les tracteurs et la machinerie industrielle, a annoncé une augmentation de 15% de ses profits en 2007, ce qui équivaut à environ 609,7 millions de nairas (5,22 millions $), contre 531,8 millions de nairas un an plus tôt. Le chiffre d'affaires de l'entreprise est passé de 13,2 à 16,2 milliards de nairas.

OUGANDA

Un don japonais de 1,5 million $ pour des projets rizicoles
Le gouvernement japonais accordera une subvention de 1,5 million $ pour accroître la production du riz dans le pays, contribuant à améliorer la sécurité alimentaire et à générer des revenus à environ 10 000 fermiers. Les riziculteurs recevront également des semences de bonne qualité, de l'engrais et de petits tracteurs. L'Ouganda importe environ 70 000 tonnes de riz par an.

Expérimentation d'une variété de maïs résistant à la sécheresse
L'Ouganda, et trois autres pays africains (Kenya, Tanzanie et Afrique du Sud), ont été choisis par la Fondation africaine pour la technologie agricole (AATF) pour développer une variété de maïs qui résiste à la sécheresse. Doté d'un montant de 45 millions $, le projet est financé par la Fondation Bill et Melinda Gates et la Fondation Howard Buffet.

SÉNÉGAL

Un prêt koweitien de 16,3 milliards FCFA pour des travaux routiers
Le Fonds koweitien pour le développement a accordé un prêt de 16,3 milliards FCFA pour le financement des travaux routiers complémentaires dans le cadre du programme d'amélioration de la mobilité urbaine et de réhabilitation des routes à Dakar. Estimé à environ 35 millions $, le prêt est remboursable en 25 ans. Cette enveloppe porte à 325 millions $ (170 milliards FCFA) la contribution du Fonds depuis 1976.

TUNISIE

L'Allemand Zollner s'implante
La compagnie Zollner Elektronik AG (Zandt, Allemagne), spécialisée dans l'industrie électronique, a annoncé l'installation de sa 13e usine à Beja. Le démarrage de la production est prévu pour mai 2008. Une vingtaine d'emplois seront créés au lancement.

L'autoroute Msaken-Sfax ouverte à la circulation
L'autoroute reliant le sud de la ville de Sousse à Sfax est opérationnelle après un retard de deux années attribué à la hausse des prix des matières premières comme le ciment et le fer à béton. Les accès à l'autoroute au niveau de Msaken, Mahdia, El Borgine et El Jem devront toutefois être finalisés.

Des sociétés financières du Golfe acquièrent 27% des actions d'ARTES
Des sociétés financières saoudiennes, émiraties, koweïtiennes et du Bahreïn ont acquis 27% des actions de la société Artes, le premier concessionnaire d'automobile, nouvellement introduit à la Bourse de Tunis. Le montant des transactions est estimé à 263 millions DT. L'introduction d'Artes en bourse représente la plus forte capitalisation depuis dix ans.

Mise en vente de plusieurs licences de téléphonie fixe en juin
Un appel d'offres international sera lancé en juin pour l'attribution de licences d'installation et d'exploitation des réseaux publics de télécommunications fixes. Une grande concurrence est attendue entre les opérateurs déjà présents comme Orascom ou Digcom, et d'autres opérateurs européens qui souhaitent investir le marché tunisien des télécommunications.

Un stade de foot à Sfax en 2010
La ville de Sfax aura son stade de football. Un avis d'appel d'offres pour l'élaboration d'une étude technique d'une ville sportive a été lancé récemment. Le budget prévu pour cette étude est de 2,8 millions DT. Les travaux, dont le début est prévu en 2009, se dérouleront en trois étapes. Le stade sera doté d'une capacité de 30 000 spectateurs, soit le 3e en Tunisie, après ceux de Rades et El Manzah.

Convention de coopération bancaire
Amen Bank a signé avec Banca Agrileasing une convention de coopération portant sur la mise en place d'un réseau d'assistance et de conseil ainsi qu'une offre de services aux entreprises italiennes désirant s'installer en Tunisie. L'accord prévoit aussi l'octroi de conditions avantageuses pour la mobilisation de l'épargne des résidents tunisiens en Italie à travers le produit « Watani », pour l'achat de logement, qui offre une exonération totale des frais bancaires et un libre rapatriement des fonds en devises.

Etiquetage en arabe obligatoire
A compter du 29 mars, tout produit, d'importation ou de fabrication locale, mis à la consommation dans le pays, est soumis à une obligation d'étiquetage en arabe. L'emballage doit comporter des indications claires en arabe sur la nature du produit, sa composition, les dates de fabrication, d'expiration et d'emballage, le poids net, le pays d'origine, le pays d'exportation et le mode d'emploi.

Eurogas va investir 5 millions $ en 2008
La société Eurogas Corporation a annoncé son intention d'investir 5 millions $, au cours de l'année 2008, pour des forages d'exploration à Ras el Besh, à Sfax.

Emirates Airline renforce ses activités
La compagnie Emirates Airline prévoit de renforcer ses activités et ses services sur la desserte Tunis - Dubaï.

Le capital des sociétés régionales d'investissement porté à 66 millions DT
Le chef de l'Etat a décidé de doubler le capital des sociétés régionales d'investissement pour le porter à 66 millions de dinars, ce qui devrait élargir les opportunités de financement des petits et moyens projets dans les zones du développement régional.

Subventions aux produits de base
Les dépenses de compensation pour les produits de base devraient atteindre au cours de l'année 2008 environ 960 millions de dinars, si les prix des produits de base, à l'échelle internationale, se maintiennent à leur niveau actuel, contre une somme de l'ordre de 700 millions de dinars prévue par la loi de Finances 2008. L'annonce a été faite par M. Ridha Touiti, ministre du Commerce et de l'Artisanat à la chambre des députés.

L'hôtel Abou Nawes Tunis endosse l'enseigne Kempinski
La chaîne de l'hôtel Abou Nawes Tunis, dont 60% des actions détenues par l'Etat tunisien et koweitien ont été acheté par la Libye, va se mettre sous l'enseigne de la chaine hôtelière de luxe Kempinski. La Libye a confié à Kempinski la gestion de plusieurs hôtels en Afrique, dont le Mali, Djibouti et la Tanzanie.

ZAMBIE

Les coupures d'électricité seraient réduites d'ici juin
La compagnie de production d'énergie du pays, ZESCO, prévoit de finaliser la première phase des activités d'extension de deux stations de production d'énergie d'ici la fin du mois de juin. La seconde phase des travaux devrait être effectuée en février 2009, ce qui ajoutera une capacité totale de 200 MW.

ZIMBABWE

Imposer la baisse des prix à la consommation
Le gouvernement a ordonné aux entreprises privées de réduire les prix à leur niveau du 18 mars dernier, sous peine de voir leurs sociétés prises de force par l'Etat. La Confédération des industries du Zimbabwe (CZI) affirme qu'elle va se conformer à cette décision, mais l'on craint que cela entraîne une pénurie sur le marché. Le pays a connu au cours des semaines précédentes une hausse sans précédent des prix des denrées de première nécessité, dont certains sont passés du simple au double en l'espace d'une semaine.

La City captivée par l'Afrique

En cette période de morosité économique et financière, le continent africain exerce de plus en plus un attrait particulier sur la City. Analyse d'un phénomène nouveau.

Par Charles Bambara, Londres

Nouvelle donne

Ils sont nombreux les fonds spécialisés, les banques d'investissement, les *private equity* qui se tournent vers l'Afrique, non pas pour des tournées d'évaluation, de prise de contacts, mais avec des milliards de dollars ou de livres sterling à la recherche d'opportunités d'investissement. Les grandes banques internationales qui, pendant longtemps, boudaient le continent, ou laissaient stagner leurs affaires sans ambitions réelles de développement, ont tous annoncé leur volonté de changer la donne. Il y a, à la City, comme une compétition qui ne dit pas son nom, et la discrétion est de règle sur les stratégies, les approches et les pays ciblés.

> En trois mois, un financier de la City, Jamie Allsopp, a réussi à mobiliser 50 millions de livres sterling pour créer son fond d'investissement sur l'Afrique.

Relecture de l'Afrique

David Damiba, chef d'un fonds d'un milliard de dollars pour l'Afrique sous la coupole de Renaissance Capital, nous confiait récemment : « *Je voyage beaucoup, je suis toujours sur le terrain* ». Mais il n'est pas le seul de la City sur le terrain en Afrique. MediCapital Bank, qui se fait discret, ne manque aucune opportunité pour rencontrer les ministres africains de passage à Londres. WABA, la West Africa Business Association, organise à tour de bras chaque mois un, deux voire trois séminaires sur des pays ciblés avec un parterre d'investisseurs potentiels. Mieux, en trois mois, un financier de la City, Jamie Allsopp, a réussi à mobiliser 50 millions de livres sterling pour créer son fond d'investissement sur l'Afrique, la « New Star Heart of Africa Fund ». L'objectif initial était de lever 100 millions de livres sterling en deux ans. Ce qui démontre l'engouement pour l'Afrique. HSBC, Barclays Bank, Lehman and Brothers, Merill Lynch et toutes les autres banques internationales ont engagé, ou prévoient de le faire très bientôt, une relecture de leur stratégie pour l'Afrique.

Pourquoi maintenant ?

Des facteurs internes et externes expliquent cette vitalité de l'offre d'investissement en Afrique. Un exemple : sept des vingt économies ayant les croissances les plus fortes au monde sont en Afrique. Certaines sources annoncent un taux de croissance en Angola de l'ordre de 27% cette année. Un taux record, rarement enregistré dans le monde. Ces six dernières années, les taux de croissance ont tourné autour de 5, 6 voire 7% par an au plus. Ces bonnes perspectives économiques ne concernent pas seulement les pays pétroliers. Les 38 pays non pétroliers du continent connaîtront, à des degrés divers, une croissance de leurs économies. On prévoit pour l'Ethiopie un taux de croissance de 9,5% cette année. Il y a, ici et là, une amélioration de l'environnement des affaires, les politiques macroéconomiques sont plus volontaristes, la libéralisation économique a été soutenue par une réduction sensible de la dette de plusieurs pays. Par ailleurs, on a assisté à une diminution drastique du nombre de conflits, et à une meilleure stabilité politique. On pourrait indéfiniment poursuivre cette liste en disant, entre autres, que les taux d'inflation ont été dans l'ensemble maîtrisés à quelques exceptions près, le Zimbabwe par exemple.

Les prix élevés des matières premières minières et agricoles ont été un facteur déterminant pour plusieurs pays. L'once d'or a battu des records historiques. Il en est de même pour le prix du platine. Et nous savons que les réserves continentales sont considérables : l'Afrique détient 60% du diamant mondial, et 30% des réserves d'or. Et la boulimie des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) pour les matières premières sera soutenue pour de nombreuses années encore.

Même Jim O'Neil !

On comprend donc que tous ces facteurs font que l'Afrique s'installe pour longtemps au cœur de l'attention des investisseurs de la City. Ce n'est toutefois pas la première fois qu'une telle ruée sur l'Afrique se manifeste. Il y a eu, au cours des quarante dernières années, de tels épisodes qui ont fait naître beaucoup d'espoirs. Mais il y a aujourd'hui un consensus sur la révolution économique en cours en Afrique, comme l'affirme Stephen Jennings, directeur général du groupe Renaissance. Même le très sévère, mais respecté chef du département de recherche économique globale à la Goldman Sachs de Londres, Jim O'Neill, qui avait annoncé plusieurs mois à l'avance la récession économique américaine, est positif : « *Les perspectives économiques en Afrique sont bonnes. Il est donc temps d'être présent en Afrique et d'investir* ».

Charles Kié prend les commandes de la Banque Atlantique

Le groupe bancaire, né en Côte d'Ivoire il y a une trentaine d'année sur les cendres de la Barclay's, a décidé d'étendre sa toile régionale dans un sillage déjà exploité de longue date par le groupe Ecobank.

Par Louis S. Amédé, Abidjan

Pour les actionnaires du groupe Banque Atlantique, et notamment l'actionnaire principal, Compagnie financière ivoirienne (CFI), les enjeux sont on ne peut plus clairs : se développer et accroître sa part de marché. Et le créneau pour y faire face est tout trouvé : le business régional. Segment de marché plutôt délaissé par les filiales africaines des grands groupes bancaires internationaux qui, sur le continent, consacrent et concentrent toutes leurs attentions sur les multinationales qui y opèrent.

Pêche au gros

La stratégie arrêtée est donc tournée principalement vers les PME/PMI présentes dans l'espace régional. Et pour accélérer l'entrain de la régionalisation qu'il a entamée depuis trois ans déjà, mais surtout pour mener à bien la nouvelle stratégie de développement de son activité, le groupe bancaire n'hésite pas à aller à la pêche aux gros poissons du paysage financier régional. Dernière capture, et non des moindres, Charles Kié, qui, jusqu'à fin février 2008, était encore PDG de Citibank Afrique de l'Ouest.

Il y a bien longtemps que le groupe Banque Atlantique pêche dans les effectifs bien formés d'autres grands groupes. Et le faire à un niveau aussi élevé de responsabilité consacre, y soutient-on, la profondeur de l'engagement à relever le défi. Challenge qui ne serait pas hors de portée de Charles Kié, coopté pour chapeauter l'ensemble du pool bancaire et financier du groupe. En effet, dans ses fonctions antérieures au sein de Citigroup, cet ancien pensionnaire de l'Ecole supérieure de commerce d'Abidjan (ESCA) et titulaire d'un DESS en restructuration et redressement des entreprises, obtenu à Clermont-Ferrand (France), a déjà été confronté à un tel positionnement stratégique. Citi, son ancien employeur dans un passé encore très récent, ayant choisi, en Afrique, de se focaliser sur le secteur de l'entreprise et ayant développé des initiatives dans ce sens, dont justement des guichets PME.

Régionalisation

Le nouveau directeur général du groupe est un adepte de l'intégration et de la régionalisation, sur lesquelles parie le groupe Banque Atlantique déjà représenté dans 7 pays avec huit établissements - dont deux en Côte d'Ivoire : la BACI et la COBACI. Pour Charles Kié, « *à l'échelle de chacun de nos pays, notamment la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal… il n'y a pas forcément la masse critique pour faire des choses intéressantes* » et, en infère « *qu'il y a nécessité de régionalisation* ». Plus de 20 milliards de FCFA (30,48 millions d'euros) ont déjà été investis dans le cadre de cette régionalisation. Mais « *il en faudra beaucoup plus pour tenir le pari* », reconnaissent les actionnaires et les cadres dirigeants du groupe. Qui ne cachent pas qu'ils sont à la rechercher de partenaires financiers pour leur apporter les ressources nécessaires.

Optimisme

Pour l'heure, les différentes filiales du groupe tentent, tant bien que mal, de s'intégrer dans les marchés où elles sont présentes. Grignotant des espaces sur un terrain longtemps exploité par le groupe Ecobank. En Côte d'Ivoire, les deux établissements bancaires du groupe font partie du top 10 en ce qui concerne les opérations (ressources et emplois) avec les sociétés privées aux côtés de leur principal concurrent sur ce segment de marché, le groupe Ecobank. Au 28 février 2008, leurs parts de marché des ressources, par rapport à cette cible spécifique, étaient respectivement de 11,6% et 8,3%, contre 10,6% pour Ecobank-Côte d'Ivoire. Pour ce qui est des emplois, ces parts de marché ont été de 7,6% pour la BACI et 4,9% pour la COBACI, là où Ecobank-Côte d'Ivoire affiche un peu plus de 11%.

« *Le créneau trouvé, la stratégie inscrite dans la durée, les énergies sont orientées vers une bonne efficacité opérationnelle* », assure-t-on de source proche du groupe Banque Atlantique… non sans un brin d'optimisme. Convaincu qu'on y est d'avoir trouvé le chef d'orchestre idoine pour mettre en musique la partition.

La BIA, toujours en cession

D'après la Belgolaise, le processus de cession de ses différentes affiliations africaines encore en portefeuille est dans une phase avancée. Cela vaut particulièrement pour le cas de la BIA Niger dont les négociations avec de potentiels repreneurs finaux sont en voie d'aboutissement. La Belgolaise a déjà cédé plus de 50% de ses affiliations africaines.

La BAD accorde 15,3 millions de dollars à Madagascar

La Banque africaine de développement a accordé 15,3 millions de dollars à Madagascar pour financer des projets d'irrigation dans la Grande Ile, a-t-on appris mardi à Nairobi. Selon un communiqué de la banque, la vice-présidente pour les opérations sectorielles, Zeinab El-Bakri, et la ministre malgache des Finances et du Budget, Haja Nirina Razafinjatovo, ont signé un accord en ce sens prévoyant un prêt de 14,82 millions et un don de 480 000 dollars. Le montant doit couvrir plus de 82% du coût total du projet qui est destiné à 48 000 bénéficiaires, a précisé le communiqué.

Ecobank élue meilleure banque de marché émergent

Selon une étude qui sera publiée dans l'édition de mai 2008 du magazine *Global Finance*, Ecobank est la meilleure banque de marché émergent. La rédaction de *Global Finance*, avec le concours d'analystes économiques, de hauts cadres et des consultants du secteur bancaire, a choisi Ecobank sur plusieurs critères, incluant la croissance des revenus, le profit et les résultats, les alliances et partenariats stratégiques, la qualité du service à la clientèle, la compétitivité et l'innovation.

Le nouveau gouverneur de la BECEAO plaide pour le renforcement des fondamentaux

Le gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, (BCEAO), M. Philippe-Henri Dacoury-Tabley, a exhorté le 27 mars 2008 à Dakar, lors du conseil d'administration de cette institution, à « *œuvrer inlassablement à la saine préservation et au renforcement des fondamentaux des économies des Etats membres* ». Les Etats de l'UEMOA demeurent confrontés « *à la faiblesse de la croissance économique, à la hausse continue des cours du baril de pétrole, au renchérissement des produits alimentaires de grande consommation et à la précarité des conditions de vie des populations* », a-t-il déclaré.

La BEAC prévoit une croissance de 6,2% pour la CEMAC

Selon le comité de politique monétaire de la BEAC (Banque des Etats de l'Afrique centrale), la croissance économique des pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) est estimée à 6,2% contre 4,1% en 2007. Les tensions inflationnistes qui affectent le pouvoir d'achat des populations de ces pays devront à terme être maîtrisées.

Maroc : le PNB de la société de crédit Acred en hausse

A l'issue de la première année de son plan stratégique baptisé CAP 2009, Acred affiche un accroissement de 13% de son encours net à 1040,7 millions de dirhams, recouvrant une évolution de 44,9% de la production globale des crédits distribués en 2007 à 701 millions de dirhams. Sous l'effet conjugué d'une amélioration de 8% des produits d'exploitation bancaires et d'une optimisation des coûts de refinancement, le PNB d'Acred signe une hausse de 9% à 99,1 millions de dirhams. Cependant, les frais généraux s'alourdissent de 14% à 49,1 millions de dirhams, subissant le poids des investissements destinés au développement de l'activité. Compte tenu d'une progression moindre du PNB comparativement au niveau des charges, le coefficient d'exploitation de l'établissement se détériore, passant de 47,6% à 49,5% au 31 décembre 2007.

Le *Private equity* en bref

Citigroup acquiert 20% du capital d'ABCH

Citi Venture Capital International, la filiale de Citigroup spécialisée en *private equity,* a acquis 20% du capital de la compagnie ABC Holdings (ABCH) basée au Botswana pour 25 millions de dollars. En plus de ce pays, ABCH est présent au Mozambique, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe. A noter que l'année dernière la Société financière internationale (SFI) a acquis 10% du capital d'ABCH pour 20 millions de dollars.

L'ICB et la Standard autorisés à lancer 1 milliard de dollars

La Standard Bank (Afrique du Sud) et la Banque commerciale de Chine (ICBC) ont obtenu le feu vert des autorités sud-africaines pour lancer un fond d'un milliard de dollars. Cette structure sera dédiée aux investissements dans les mines, l'énergie et les matières premières en Afrique et en Chine. Chacun des partenaires mettra 200 millions de dollars dans le fonds. C'est le premier chantier suite à l'acquisition par ICBC de 20% du capital de la Standard Bank, processus finalisé en mars dernier. La Standard Bank dispose de 1501 agences dans 18 pays africains.

Capital Trust lance le fonds EuroMena II

Capital Trust vient d'annoncer le projet de lancement du fonds EuroMena II, qui sera dédié aux investissements dans la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord. Le fonds aura une taille allant de 200 à 250 millions de dollars. A noter que les 63 millions de dollars mobilisés durant la première initiative, EuroMena I, ont été investis dans l'Intercontinental Bank du Liban, la Bourse de Palestine et, entre autres, une société pharmaceutique de la région.

Afrique du Sud : la MCE change de main

La Nedbank Capital Private Equity et Matasis, une holding d'investissement sud-africaine, ont acquis la société d'équipements miniers MCE pour 16,2 millions de dollars. Basée à Johannesburg, MCE fournit des véhicules utilitaires, du matériel lourd, des tracteurs et du matériel de forage.

ePlanet Ventures investit dans Friendi Mobile

L'opérateur américain de *private equity* ePlanet Ventures vient de faire une acquisition dans Friendi Mobile, opérateur émirati de téléphonie mobile. Les formes et les montants de la transaction ne sont pas encore dévoilés. ePlanet dispose de représentations à New Delhi, Bangalore, Singapour, Shangai et Pekin. Pour sa part, Friendi est présent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Aureos achète des parts dans Sandbox

Aureos Capital a acquis 30,4% de la société sud-africaine de *high tech* Sandobox Holdings pour un montant de 4,1 millions de dollars. L'acquisition s'est faite indirectement, à travers le fonds Aureos de 50 millions de dollars dédié à l'Afrique australe.

GroFin lance un fonds dédié à l'Afrique

Le Sud-Africain GroFin est en train de lever un fonds destiné à l'investissement dans les petites et moyennes entreprises en Afrique subsaharienne. Cette structure aura une taille comprise entre 130 et 150 millions de dollars. Quelque 500 entreprises en bénéficieront.

Amwal al-Khaleej prospecte pour un troisième fond

Le Saoudien Amwal al-khaleej prévoit de lancer la troisième version de son fonds, avec un objectif de 500 millions de dollars, ce qui portera le total des montants sous gestion à 1 milliard de dollars. La première version du fonds Amwal, lancée en 2005, a été investie dans diverses entités dont la banque Audi au Liban. Le deuxième fonds a permis l'acquisition de 9% du capital de la Saoudienne Zohoor al-Reef (cosmétiques) en février dernier et également 57% du capital de la société égyptienne de crédit automobile Contact Car Trading, pour 22 millions de dollars en janvier dernier.

« Un Maghreb financier uni est possible »

Jaloul Ayed est administrateur directeur général en charge de la Wholesale Bank chez BMCE Bank. Dans l'entretien qui suit, il explique les différentes motivations qui ont conduit la BMCE vers un développement régional et international.

Entretien réalisé par Adama Wade, Casablanca

***Les Afriques* : BMCE Bank préside aujourd'hui aux destinées de l'Union des banques maghrébines, plateforme centrale de l'intégration financière de la région. Où en est aujourd'hui cette intégration ?**

Jaloul Ayed : L'UBM porte en effet le projet ambitieux d'une intégration maghrébine et a lancé, dans ce cadre, plusieurs initiatives dont on ne perçoit pas encore les retombées concrètes. Cela dit, l'un des projets phares et structurants pour lesquels s'est engagée cette Union concerne la création d'une monnaie unique. M. Othman Benjelloun, président de l'UBM et du groupe BMCE Bank, a été le premier à lancer cette idée qu'il défend avec ferveur. Une étude circonstanciée sur les tenants et aboutissants d'une telle initiative est en cours d'élaboration par des comités spécialisés, et c'est aujourd'hui le chantier qui concentre l'essentiel des efforts. Je tiens à rajouter, pour ma part, que le groupe BMCE Bank œuvre, en parallèle, très activement à l'édification d'un Maghreb financier uni. Notre engagement est confirmé par plusieurs projets lancés dans la région, tels la création d'AXIS Capital en Tunisie, la création imminente d'une entité de banque d'affaires en Mauritanie et la soumission pour un agrément bancaire en Algérie. Un projet similaire à celui de l'Algérie est en cours d'étude en Libye également.

> « L'un des projets phares et structurants pour lesquels s'est engagée cette Union concerne la création d'une monnaie unique. »

***LA* : Finalement, le Maghreb des finances ne risque-t-il pas d'être pris en otage par la stagnation du Maghreb politique ?**

JA : De par les nombreux échanges que nous avons eus avec les autorités et les opérateurs des autres pays du Maghreb, il me semble qu'il existe aujourd'hui un consensus sur la séparation des intérêts économiques et des enjeux politiques, quand il s'agit de faire avancer le processus d'intégration financière. L'une des meilleures preuves de cet accord tacite me semble être l'évolution marquée des investissements transfrontaliers dans les domaines industriel et commercial entre les différents pays maghrébins. Et nous sommes convaincus que l'intégration du système financier régional propulsera ces investissements à des niveaux encore plus importants.

***LA* : Le lancement par BMCE Capital du premier fonds commun de placement maghrébin n'est-il pas un pari audacieux compte tenu des importantes restrictions de circulation des capitaux entre pays maghrébins ?**

JA : Je pense que le facteur innovation doit prévaloir dans toute initiative tendant vers l'intégration financière au Maghreb, et préparer ainsi le terrain pour la mise en place d'un programme global et exhaustif, dont l'objectif serait de rapprocher les systèmes financiers de tous les pays du Maghreb.

***LA* : Depuis l'année dernière avec l'entrée dans le capital de la BOA, vous êtes devenus un acteur de premier plan en Afrique subsaharienne. Quel rôle cette banque est appelée à jouer dans le développement de la BMCE dans la région ?**

JA : BMCE Bank a décidé de devenir un acteur financier africain de référence, avec une couverture géographique étendue sur la majeure partie du continent africain à l'horizon 2015. Le partenariat que nous avons conclu avec le groupe BOA est ainsi une pièce maîtresse de cette stratégie : elle vient compléter notre réseau d'implantation en Afrique, lequel est appelé à se développer davantage au cours des deux prochaines années en englobant les marchés algérien, mauritanien, ivoirien, gabonais, kinois, angolais, etc. Le groupe BOA devrait constituer un réseau d'origination important pour notre filiale bancaire basée à Londres, MediCapital Bank. Ces deux entités devraient coopérer en parfaite synergie pour asseoir le positionnement des groupes BMCE/BOA sur le continent, conformément à la stratégie tracée.

> « BMCE Bank a décidé de devenir un acteur financier africain de référence, avec une couverture géographique étendue sur la majeure partie du continent africain à l'horizon 2015. »

***LA* : En tant que banquier, quelles sont, dans les champs législatifs et financiers, les réformes que vous jugez urgentes pour favoriser le développement du secteur bancaire africain ?**

JA : Les réformes que nous jugeons prioritaires pour assurer le développement du système financier au Maghreb et en Afrique subsaharienne notamment incluent :

1. La promotion du financement de l'habitat (social en particulier). Le cadre légal est souvent défaillant sur ce plan dans la plupart des pays africains, et demande à être significativement renforcé.
2. Le développement des nouveaux métiers de la finance, à l'image de l'expérience marocaine réussie au cours des 15 dernières années. Cette ouverture devrait favoriser l'émergence des activités de marchés des capitaux, de gestion d'actifs, d'intermédiation boursière et de conseil.
3. Le déploiement de la bancassurance, segment où le potentiel africain reste énorme et souvent sous-exploité.
4. Le développement du *private equity*, à travers le lancement de fonds généralistes de capital investissement, mais également spécialisés en immobilier, en infrastructures, etc.

Nous croyons qu'un développement durable passe par l'implication effective du secteur privé dans la promotion de l'ensemble de ces activités.

***LA* : Dans quelles mesures le lancement de MediCapital Bank à Londres servira-t-il à drainer des capitaux en Afrique ?**

JA : Le rôle assigné à notre filiale MediCapital Bank (MCB) est de permettre aux opérateurs africains d'avoir accès au marché international des capitaux, pour financer leurs projets d'investissement et de développement. Le rôle de MCB est aussi celui d'introduire les investisseurs étrangers sur le continent et de leur présenter les opportunités extraordinaires qu'il recèle. MCB sera ainsi, de par sa présence en Europe, sur le plus grand marché financier du monde (Londres), mais aussi dans le Golfe, en Asie et aux USA. C'est un véhicule de canalisation du capital international vers l'Afrique.

Enfin, cette filiale aura pour objectif de développer parallèlement les échanges et la coopération Sud-Sud, en tirant profit de l'implantation géographique étendue du groupe BMCE en Afrique.

***LA* : Au-delà du potentiel que recèle l'Afrique, n'y a-t-il pas lieu de craindre une élévation importante du coût du risque, lié à l'expansion régionale, comme l'ont averti certaines agences internationales de notation ?**

JA : Je pense qu'il est important de faire une distinction claire entre le risque d'implantation, ou « *business risk* », et le risque transactionnel. Cette distinction, quand elle est bien établie et assimilée, doit conforter les observateurs, même les plus prudents, quant à l'exposition réelle de notre groupe induite par son expansion internationale. Notre « *business risk* » se mesure par rapport au capital investi dans nos filiales à l'étranger. Le niveau de ce capital, qui ne dépasse guère aujourd'hui 5% du total de nos fonds propres consolidés, devrait rester limité. Il ne devrait pas non plus subir d'àcoups importants, d'abord au vu du niveau de résistance éprouvé aux chocs du système bancaire, et ensuite grâce à la diversification géographique de nos implantations, avec une présence escomptée de notre groupe dans 15 pays à fin 2008.

> « Le rôle assigné à notre filiale MediCapital Bank (MCB) est de permettre aux opérateurs africains d'avoir accès au marché international des capitaux, pour financer leurs projets d'investissement et de développement. »

Pour ce qui est du risque transactionnel pris par BMCE Bank et MCB, je tiens à préciser que notre groupe a élaboré, dans le sillage de son développement en Afrique, une politique très rigoureuse de *risk management*. Cette politique privilégiera en particulier une rotation judicieuse de nos actifs, et un niveau de liquidité tel que ces derniers pourraient faire l'objet d'un placement sur les marchés.

***LA* : Pour finir, quelles synergies doivent être mises en place pour coordonner vos filiales européennes, maghrébines et africaines ?**

JA : Pour résumer la configuration cible de notre groupe, je dirais que dorénavant le réseau de banque retail sera géré à partir du siège BMCE Bank. L'activité de *wholesale banking* incluant le *corporate* et l'*investment banking* sera portée, elle, par MCB sur les marchés africain, européen et dans le reste du monde. Enfin, une troisième filière devrait connaître une montée en force et se déployer efficacement au niveau régional : le *private equity*, où notre groupe justifie aujourd'hui d'un positionnement de leader sur le marché marocain.

La finance islamique en Afrique : un potentiel encore inexploité

Le potentiel du marché de la finance islamique en Afrique est estimé à 235 milliards de dollars. En 2007, l'intermédiation bancaire islamique n'atteignait pas 20 milliards.



Mosquée à Nouakchott.

Par Adama Wade, Casablanca

En trois décennies de développement, la finance islamique s'est implantée dans les pays du Golfe et de l'Asie du Sud-Est. Depuis le début des années 2000, la tendance a gagné les places fortes de l'Occident et des pays nouvellement arrivés dans le club des nations les plus industrialisées. Si le Japon et le Royaume-Uni redoublent d'ingéniosité en termes de législation et de conception des produits financiers conformes à la sharia, la Chine est un acteur relativement récent, mais qui compte bien faire jeu égal avec ses devanciers pour attirer cette manne islamique.

Loin du compte

L'Afrique ne fait pas exception à la règle, avec un environnement potentiellement réceptif à la finance islamique. Selon un récent rapport du Moody's Investors Services, les activités bancaires africaines représentent au moins 50% du PIB total en moyenne produit par la population musulmane du continent. « *Les musulmans du continent noir, qui représentent la deuxième population musulmane la plus importante au monde, ont réalisé une production économique de 469 milliards de dollars l'année dernière* », déclare Anouar Hassoune, l'analyste de Moody's auteur du rapport. « *Ce montant n'est pas négligeable puisqu'il égale le PIB cumulé de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis, deux des principales économies du monde musulman* », ajoute-t-il.

Le potentiel du marché de la finance islamique pourrait atteindre 235 milliards de dollars. Pour le moment, l'on est encore loin de ce chiffre et loin du dynamisme observé au Moyen-Orient et en Malaisie, chef de file du pôle de la finance islamique en Asie du Sud-Est. A la fin 2007, l'intermédiation financière conforme à la sharia s'établissait à 18 milliards de dollars, ce qui représentait une part de marché inférieure à 8% de sa taille potentielle.

L'on note par ailleurs une répartition spatiale différente de l'Afrique du Nord à l'Afrique australe en passant par l'Afrique subsaharienne. Le secteur reste fortement concentré avec plus de la moitié des actifs au Soudan. Ce pays, qui a émis les premières obligations islamiques (*sukuk*) en 2007, devance largement l'Egypte. « *Si la croissance de l'Afrique se poursuit à son rythme actuel, le plus soutenu depuis des décennies, la création supplémentaire de richesse devrait faciliter le développement des services financiers islamiques, non seulement dans le domaine de la banque d'affaires, mais également dans les secteurs de l'assurance, de l'investissement et de la micro-finance* », indique Anouar Hassoune.

> La fatwa de l'Université d'Al Azhar du Caire concluait, en 2005, à l'impossibilité d'assimiler le taux d'intérêt au fameux « riba », ou taux usurier interdit par l'islam.

Trois pôles géographiques de la finance islamique en Afrique

Sur l'Afrique du Nord, l'ouverture aux produits islamiques est, pour le moment, graduelle. Les banques islamiques relativement modestes y ont pour nom Al Baraka (groupe Dalla Al Baraka), présente en Algérie, la Banque égypto-saudienne (ESFB) et la Banque Et-Tamweel Al-Tunisi-Al-Saudi. Les actifs de la banque Al Baraka en Afrique sont estimés à 3 milliards de dollars, essentiellement concentrés en Egypte, ce qui en fait un leader en Afrique. En Tunisie, la filiale de la banque Al Baraka est la seule banque islamique en activité. En Algérie, Al Salam Bank vient d'obtenir une licence et devrait être opérationnelle en 2008. Sur l'Egypte, deux institutions islamiques se partagent le marché.

A ce stade de développement de l'industrie de la finance islamique, l'Afrique du Nord apparaît comme la zone ayant le potentiel de développement le plus élevé. Le Maghreb, en particulier, accuse un retard par rapport à l'Egypte, à cause de l'absence d'incitations et de dispositions particulières pour la finance islamique. De plus, contrairement au Moyen-Orient, les foyers maghrébins ne montrent pas de rejet particulier au système des taux d'intérêt, largement toléré. La fatwa de l'Université d'Al Azhar du Caire, en 2005, concluant à l'impossibilité d'assimiler le taux d'intérêt au fameux « riba », ou taux usurier interdit par l'islam, abonde dans le même sens. Il faut ajouter à ces facteurs les hésitations des autorités maghrébines à ouvrir les portes à un système symboliquement et politiquement assez marqué. Notons toutefois que les flux islamiques sont intenses entre le Mashreq et le Maghreb à l'instar des 1,4 milliard de dollars investis au Maroc en 2006 par le Bahreini Gulf Finance House. Le même investisseur a procédé courant 2007 au lancement d'une zone financière *offshore* en Tunisie d'un montant global de 3 milliards de dollars. Résolument décidé à investir tout le Maghreb, Gulf Finance House a annoncé courant 2008 un investissement de 3 milliards de dollars dans différents projets en Algérie et de 3,8 milliards en Libye. Autre opérateur intéressé par le Maghreb, la KFH (Kuwait Finance House), sur le point de mettre en place une entité financière au Maroc et en Algérie pour investir dans le BTP. Quant à Abu Dhabi Islamic Bank, l'une des rares institutions islamiques à être notées (A2/P-1/D, stable), elle était récemment à la tête d'un consortium pour l'acquisition de la National Bank en Egypte.

La niche de l'Afrique subsaharienne

En Afrique subsaharienne, la situation est plus contrastée. Parmi les institutions présentes, l'on note la Banque Al Wava mauritanienne islamique, filiale de Dalla Al Baraka, formée par une joint-venture avec des investisseurs locaux. Contrairement au Maghreb, les autorités bancaires de l'Afrique subsaharienne se montrent plus flexibles dans la délivrance de licences pour banques islamiques. Malgré cette souplesse, on ne compte pas plus d'un opérateur par pays dans les sept Etats passés en revue par Moody's. L'agence note que les *sukuk* pourraient représenter une véritable alternative de financement, comme l'a expérimenté le cimentier soudanais Soudan Berber Cement l'année dernière. L'émission s'est élevée à 130 millions de dollars pour le financement d'une usine de ciment en bordure du Nil. Les Etats africains qui ont à cœur la gestion de leurs dettes extérieures s'engouffreront-ils dans la brèche ?

A noter qu'actuellement le système bancaire soudanais est divisé entre le Nord, réceptif aux banques islamiques (avec 22 institutions pour un total des actifs évalué à 14 milliards de dollars), et le Sud-Soudan, dont le gouvernement local a opposé une fin de non recevoir aux banques *halal*.

Les experts pensent que le Nigeria présente toutes les qualités pour prendre le relais, fort d'une population musulmane de 68 millions d'habitants, d'un système bancaire développé et d'institutions financières habituées à traiter avec le marché des Eurobond. Le lien entre la finance islamique et le système financier subsaharien pourrait se faire aussi à travers la microfinance (marché potentiel de 500 millions de dollars) compte tenu du niveau de développement (PIB/habitant = 900 dollars).

Quant à l'Afrique australe, avec une population musulmane n'excédant pas 10% de la population, soit 30 millions de personnes (la moitié vit en Tanzanie), elle présente un potentiel commercial certain pour les banques islamiques. On y retrouve Al Baraka, à travers sa filiale sud-africaine Al Baraka Bank, qui dessert une population musulmane estimée à entre 700 000 et 1 million d'habitants. Des banques conventionnelles sud-africaines ont aussi ouvert des fenêtres islamiques suivant une tendance toute *british*. D'autres institutions envisagent de sauter le pas et d'émettre des *sukuk* dans le cadre de leurs politiques de diversification des ressources. Reste le Kenya, où deux institutions soutenues par des actionnaires des pays du Golfe, en l'occurrence la Gulf African Bank et la First Community Bank, se sont installées en 2007 en ciblant le potentiel de la population musulmane (4 millions). L'Ile Maurice et la Tanzanie suivent aussi la tendance. Le premier a amendé sa loi en 2004 pour autoriser l'intermédiation bancaire islamique. Le deuxième, handicapé par un PIB/habitant encore faible (360 dollars), attend encore que la demande devienne plus importante pour basculer dans la finance verte.

> L'agence Moody's note que les *sukuk* pourraient représenter une véritable alternative de financement.

Le ministre algérien de l'Energie favorable à une OPEP du gaz

La création d'une OPEP du gaz n'est plus à écarter. Les Etats membres du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) se réuniront le 24 juin prochain à Moscou pour donner un cadre plus officiel à cette organisation, a annoncé le ministre de l'Energie et des mines. Chakib Khelil estime qu'une telle organisation « *s'avère nécessaire car le gaz est commercialisé à des prix dérisoires, surtout depuis 2005, alors qu'ils devraient suivre les cours du pétrole* ».

Accord entre l'Egypte et Israël pour l'approvisionnement de Gaza en électricité

Des officiels du ministère israélien de la défense affirment avoir élaboré un projet d'accord pour que l'Egypte devienne le principal fournisseur d'électricité dans la bande de Gaza. L'Egypte prévoit de construire une ligne électrique de 150 MW à cet effet.

BP, RWE, Shell vont investir 950 millions $

Les compagnies BP Plc, RWE AG et Royal Dutch Shell vont investir 950 millions $ dans l'exploration pétrolière et gazière au large de l'Egypte. Ces sociétés exploreront conjointement deux zones en eau profonde au nord d'Alexandrie et dépenseront 800 millions $ pour le forage et l'arpentage. Shell va dépenser pas moins de 45 millions $ dans l'exploration au nord de Damiette. Les trois entreprises verseront, lors de la signature de l'accord, une prime totalisant 105 millions $ au gouvernement. Le pays vise à doubler ses exportations de carburant pour atteindre les 35 milliards m^3 par an d'ici 2011.

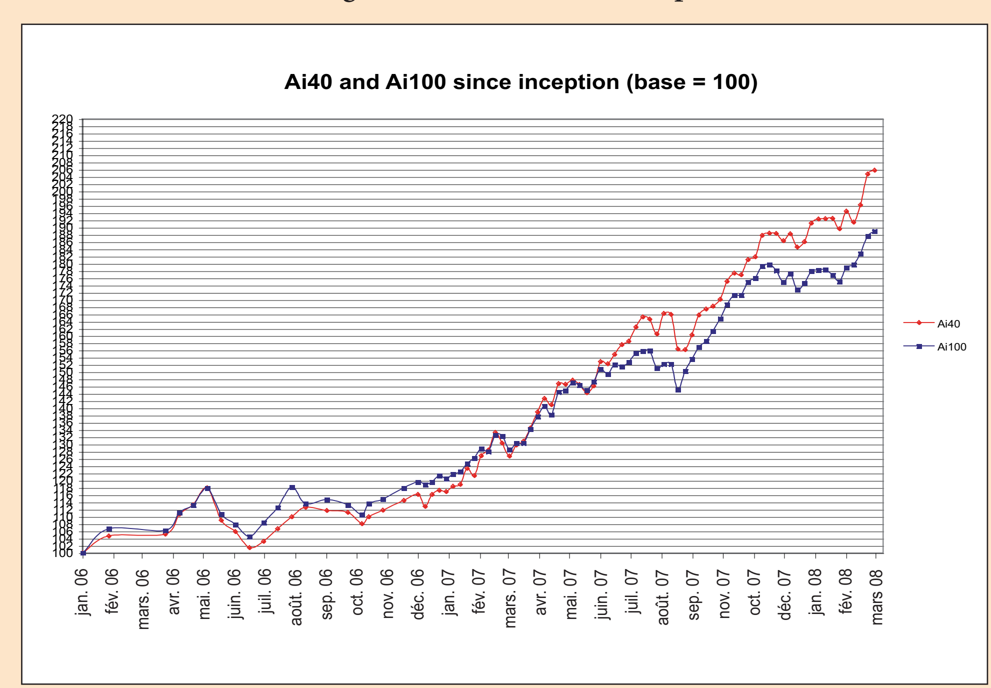
Le commerce égyptien avec Russie a progressé de 50% en 2007

Les échanges commerciaux avec la Russie ont progressé de 50% en 2007, atteignant à 2,1 milliards $. 1,5 million de Russes ont visité l'Égypte l'année dernière.

Le platinum plombe l'indice AI40

La plupart des valeurs minières sud-africaines ont enregistré des chutes record sur la semaine boursière du 21 mars. D'où le retour de l'AI40 vers la ligne de résistance des 200 points.

La course vers les sommets de l'indice AI40 connaît sa première inflexion depuis environ un mois avec un recul de 4,04% sur la semaine boursière du 21 mars 2008. L'indicateur du cabinet londonien African Investor ramène sa performance annuelle à 5,47% pour un total points de 201,66%.



En hausse

Dans ce climat morose, la plus grande hausse dans le groupe des 40 premières capitalisations boursières africaines, réalisée par l'opérateur de téléphonie Sonatel, est de seulement 2,4% contre une moyenne habituelle dépassant les 5 points. Leader à la Bourse régionale des valeurs mobilières d'Abidjan, le groupe sénégalais cote à 449,82 dollars. Les raisons de la hausse viennent du regain d'intérêt suscité par les performances de Sonatel qui a augmenté son résultat net de 10% en 2007 à 381,7 millions de dollars, pour un chiffre d'affaires de 1,112 milliard de dollars. Sur le marché nigérian, Lafarge West African Portland Cement réalise la deuxième performance hebdomadaire de l'AI40 avec une croissance de 2,4% à 0,56 dollar. « *L'intérêt particulier des investisseurs à long terme a boosté le cours de cette valeur* », explique Wole Famurewa de PHB Asset Management Limited. Sur les troisième et quatrième marches du podium, la Guaranty Trust Bank, avec une croissance de 2,3% à 0,32 dollar, et la First Bank, avec 2,2% à 0,47 dollar, montrent tout leur pouvoir de résistance dans un marché peu animé. En outre, une autre valeur bancaire, la Kenya Commercial Bank, clôture l'indice AI40 avec une progression de 2,2% à 0,4 dollar. « *La plupart des* blue chips *(la KCB incluse) ont rebondi suite à la formation du gouvernement de coalition entre l'opposition et le gouvernement. Les institutionnels achètent massivement la valeur KCB pour rattraper le train des dividendes* », explique Snehal Shah de Kestrel Capital Kenya.

Minières en baisse

Les raisons des faibles performances de l'AI40 viennent en grande partie du marché sud-africain, où les grandes valeurs ont reculé de façon spectaculaire. C'est le cas de l'Impala Platinum en chute de 18,4% à 34,44 dollars, de l'Anglo American (-16,5%), de Sasol (-11,85% à 46,67 dollars), de l'Anglo Platinum (-10,5% à 144,87 dollars). Cette correction intervient en particulier sur les entreprises minières qui profitent depuis cinq mois de la hausse ininterrompue des cours. Pour les analystes, les chutes record enregistrées à Johannesburg marquent le désengagement de quelques spéculateurs qui ont préféré encaisser leurs bénéfices. Il s'agit donc d'une correction technique qui n'affecte en rien la qualité des papiers en question. De même, la clôture du marché dérivé, le jeudi, a provoqué un effet volume sur le marché réel et le top 40 de la bourse sud-africaine en particulier. Le platinum est, rappelons-le, coté à 1845 dollars l'once, en chute de 57 dollars, ce qui ne pouvait pas être sans conséquences sur les valeurs Anglo Platinum, Anglo American ou encore Impala Platinum qui présentent toutes une forte exposition sur cette matière. Pour sa part, Sasol paye sans doute les spéculations sur un retrait du pétrole de son niveau de 100 dollars, explique-t-on à Legae Securitites. L'Egyptien Mobinil, qui a perdu 8,3% à 36,92 dollars, signe la dernière contreperformance majeure de l'AI40 de cette semaine.

A.W

Vers une nouvelle recapitalisation de la bourse nationale

L'assemblée générale des actionnaires de la Douala Stock Exchange (DSX) qui aura lieu en avril 2008 pourrait insuffler plus de dynamisme au marché financier camerounais dont une seule entreprise est cotée en bourse, deux ans après le début des opérations de cotations.

Par Achille Mbog Pibasso, Douala

La Bourse nationale des valeurs mobilières du Cameroun, la DSX, qui a du mal à prendre de l'envol depuis le début des opérations de cotations en juin 2006, s'achemine peut-être vers de nouveaux horizons avec la tenue, dans les prochains jours, de l'assemblée générale des actionnaires. Selon les responsables du marché financier camerounais, les prochaines assises seront, entre autres, dominées par le projet de recapitalisation de la bourse, question de donner à la DSX une nouvelle impulsion en prélude à la célébration, le 30 juin 2008, du deuxième anniversaire du début des cotations. L'arrivée probable d'autres titres devrait, avec celle de la Société des eaux minérales du Cameroun (SEMC), donner plus de visibilité au marché financier national.

Statut

La DSX est une société anonyme au capital de 1,8 milliard de francs CFA dont 63,7% des actions sont détenues par dix banques commerciales privées, le Crédit foncier du Cameroun et le FMO hollandais, 23% par des intérêts publics et 13,3% par des compagnies d'assurances privées. Elle compte, depuis le mois de décembre 2007, trois nouveaux prestataires de services d'investissement (PSI). Il s'agit, en l'occurrence, de la Société financière africaine (SFA), par ailleurs premier prestataire de services d'investissement à la Bourse des valeurs d'Afrique centrale (BVMAC) dont le siège se trouve à Libreville, au Gabon ; Ecobank development Corporate, filiale du groupe bancaire Ecobank spécialisé dans les opérations d'investissement, et la United Bank of Africa (UBA), une banque à capitaux nigérians à vocation internationale.

> L'arrivée probable d'autres titres devrait, avec celle de la Société des eaux minérales du Cameroun (SEMC), donner plus de visibilité au marché financier national.

La Banque du canal de Suez vend ses parts dans la Compagnie Suez

La Banque du canal de Suez a vendu sa participation dans la Compagnie du canal de Suez avec un excédent de bénéfices de 457,2 millions LE. La banque utilisera ce surplus pour soutenir ses provisions pour le premier trimestre 2008.

Vers un IPO record au Kenya

Le président kenyan, Mwai Kibaki, a lancé personnellement vendredi la vente par l'Etat d'un quart du capital de la plus grande société de téléphonie mobile du pays, Safaricom, en dépit d'une controverse sur l'un des actionnaires. Safaricom est la société la plus rentable d'Afrique centrale et orientale, avec un bénéfice avant impôts de 235 millions d'euros en 2007, et ses actions devraient être prochainement introduites en bourse à 7,5 cents US l'unité. Cette offre gouvernementale, pour un total de 50 milliards de shillings (495 millions d'euros), ramènera la part publique du capital de 60% à 35%. Les 40% restants sont détenus par le groupe britannique Vodafone et, à hauteur de 10%, par Mobitelea, une société enregistrée à Guernesey et dont les propriétaires restent à identifier, en dépit des enquêtes effectuées par les autorités kenyanes et britanniques.

Le Togo met en place une cellule d'information financière

Le gouvernement togolais a décidé, mardi en Conseil des ministres, la création d'une Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) pour lutter contre le blanchiment de capitaux dans le pays, a appris l'Agence Xinhua de sources officielles. La CENTIF a pour mission de « *recevoir, d'analyser et de traiter les renseignements propres à établir l'origine des transactions ou la nature des opérations faisant l'objet de déclaration de soupçon auxquelles sont astreintes les personnes physiques ou morales assujetties* ».

Johannesburg marque le pas

La bourse sud-africaine a marqué une pause vendredi dernier, et ce après une semaine de forte reprise. L'indice Top 40 a chuté de 0,49% (à 27 798,70 points), dans la même proportion que l'indice composite (-0,44 points). La plus grande capitalisation boursière, Anglo American, a perdu 0,57% à 485 rands, alors que son rival minier, BHP Billiton, s'est apprécié de 0,55% à 238,01 rands. A noter que la monnaie sud-africaine, qui s'échange à un ratio de 1 dollar/huit unités, a encore perdu du terrain par rapport à la devise américaine.

Contraction à la Bourse de Casablanca

Sur les 5 séances de la semaine boursière achevée le vendredi 28 mars 2008, la Bourse de Casablanca s'est contractée, à travers l'indice général de toutes les valeurs cotées, le MASI, en recul de 0,49%, et l'indice des valeurs cotées en continu, le MADEX (-0,55). Par rapport au début de l'année, les deux indicateurs ont gagné respectivement 15,31% et 15, 62%. Le volume global des transactions s'est établi pour sa part à 8,8 milliards de dirhams dont environ 3 milliards sur le compartiment actions et 5,8 milliards *via* le marché de bloc. Les cinq valeurs les plus actives de la semaine sont celles de la BMCE Bank, de Maroc Télécom, du groupe Addoha, de l'ONA et de la Sonasid.

Le Tunindex retrouve la pente ascendante

L'indice Tunindex de la Bourse de Tunis a progressé de 0,17% sur la semaine du 28 mars 2008. La journée du vendredi aura été particulièrement animée avec un retournement haussier qui a concerné 25 valeurs contre 11, d'après l'analyse de Tustex. Le volume des échanges (3701 millions de dinars) a été alimenté par les bancaires et Amen Bank (+2,89% ; 28,8 DT) en particulier. Cette valeur a drainé 30% du volume total engagé sur le marché central grâce à une transaction importante en milieu de matinée.

117 millions de FCFA échangés à la Bourse d'Abidjan

La BRVM a clôturé sa séance de cotation du vendredi 28 mars 2008 en hausse par rapport à la séance précédente. L'indice BRVM Composite est passé de 231,39 à 231,82 points ; soit une progression de 0,19%. L'indice BRVM 10, pour sa part, a gagné 0,18% à 263,86 points contre 263,38 précédemment. La valeur des transactions s'établit à 117,56 millions FCFA contre 48,38 millions FCFA, réalisés jeudi dernier. La négociation a porté sur 17 sociétés pour un total de 38 inscrites sur le marché des actions. Le nombre de titres échangés s'est élevé à 29 381. Par ailleurs 15 sociétés de bourse (sur 20 agréées), dont 8 hors Côte d'Ivoire, ont participé au marché.

Standard & Poor's confirme les notes de la Tunisie

Standard & Poor's confirme les notes, en devise étrangère BBB/A-3 et en monnaie locale A/A-1, attribuées à la République de Tunisie. La perspective est stable. Les notes de la Tunisie reflètent l'engagement des autorités à conduire une politique macroéconomique prudente et à poursuivre leur effort de réformes structurelles. Ces réformes ont soutenu un taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant supérieur à 4% au cours de la dernière décennie ; elles ont également permis le maintien d'un déficit primaire modéré, inférieur à 1% du PIB. Cette performance a contribué à la baisse régulière de la dette de l'État, estimée à 49% du PIB à la fin de 2008, contre 56% en 2005.

Maroc Leasing : l'histoire d'un *come back* réussi

2007 aura, à coup sûr, été l'année de la consolidation chez Maroc Leasing.

L'entreprise fondée en 1965 et introduite en bourse en 1997, avant d'entrer dans une zone de turbulence début 2000, du fait de la défaillance de son actionnaire majoritaire de l'époque, l'ex BNDE (Banque nationale pour le développement économique), est désormais en voie de reconquérir son rang perdu. Jusqu'à la fin des années 90, Maroc Leasing contrôlait en effet 20% des parts de marché. Ces parts se sont peu à peu évaporées avant que la cession de 75% de la BNDE à la CDG (Caisse de dépôt et de gestion), intervenue en 2003, ne change la donne.

Passé soldé

Dans la foulée, en 2004, un plan de restructuration est adopté avec une provision de 90 millions de dirhams pour faire face aux créances en souffrance. C'est le début de la remontée de la pente, confirmée une année plus tard, en 2005, par l'entrée à hauteur de 10% de la Société arabe d'investissement dans le capital de Maroc Leasing. En 2007, l'entité solde définitivement son passé en adoptant une nouvelle identité visuelle. Parallèlement, un plan de renouvellement des effectifs est adopté. « *Environ deux tiers des effectifs actuels sont nouveaux* », explique Ali Harraj, PDG de Maroc Leasing.

Fin 2007, la production totale de la société de crédit bail atteignait 1,68 milliard de dirhams, en augmentation de 31,2% sur une année. A titre de comparaison, en 2004, ce chiffre était de 200 millions de dirhams. L'entreprise a surperformé le marché marocain du crédit bail, dont le chiffre d'affaires en 2007 était de 12,4 milliards de dirhams, en progression de 18%. En prime, la part de marché s'est améliorée, s'établissant à 13,5%. L'assainissement du portefeuille clients et une meilleure gestion des risques, couplée au contrôle interne, ont été à la base de ce résultat. L'adoption de différentes mesures comme le rattachement de l'audit au conseil d'administration et la cotation du portefeuille avec un système de *scoring* contribueront à une meilleure maîtrise du risque. Le coefficient d'exploitation ressort quant à lui à 36%, soit la moyenne du secteur.

Alliance forte

Ces différents efforts impactent positivement le ROE passé de 12% en 2005 à 17,22% aujourd'hui. Seule ombre au tableau, la faible progression du titre Maroc Leasing à la Bourse de Casablanca. Le management, qui ne veut d'aucune manière se substituer aux analystes financiers, est persuadé que le PER particulièrement bas de Maroc Leasing, à savoir 12%, l'un des plus faibles du marché, peut jouer un rôle catalyseur dans la remontée du cours. Les perspectives 2008 de l'entreprise, qui compte redevenir un acteur de référence au Maroc, convaincront probablement les investisseurs. En attendant, Maroc Leasing s'est fixée comme objectif la barre de 2 milliards de dirhams. Ne restera plus, pour passer à une autre étape, qu'une alliance forte (à défaut d'une intégration) avec une banque locale, comme par exemple Crédit Agricole avec qui les synergies sont naturelles.

AW

« *Les banques ne peuvent pas tout financer* »

Neuf ans depuis sa création, la Bourse d'Alger n'a pas atteint sa taille critique. Ali Sadmi, président de la Commission de surveillance des opérations de bourse, dresse un état des lieux.

Propos recueillis par Lazhar Djeziri, Alger

***Les Afriques* : Au bout de neuf années d'existence, on parle toujours de « relance » de la Bourse d'Alger. S'agit-il de relancer ou de démarrer ?**

Ali Sadmi : La Bourse d'Alger a démarré, mais nous n'avons pas su la consolider en donnant de la consistance au marché, en y introduisant, de manière continue, de nouvelles entreprises. Des sociétés de premier rang, celles qui comptent dans l'économie algérienne, et qui peuvent donner confiance au public. Le marché n'a pas encore atteint sa taille critique. Un acheteur a besoin de retrouver rapidement, et sans coût, la liquidité du titre qu'il détient.

***LA* : Ce n'est pas le cas actuellement ?**

AS : Entre 2002 et 2005, ce n'était pas possible, en raison d'une demande supérieure à l'offre. Les investisseurs qui voulaient se défaire de leurs titres ne trouvaient pas preneur. A un moment donné, on avait instauré les contrats de liquidité permettant à un intermédiaire d'intervenir en tant que contrepartiste pour acheter, au profit de l'émetteur et moyennant rémunération, des titres qui ne trouvaient pas preneur. Les émetteurs ont, ensuite, décidé de mettre fin à ces contrats de liquidité, en raison de leur coût, ce qui a ralenti le marché. Depuis le début 2008, le marché est devenu acheteur, mais les titres sont mis en vente en quantités limitées.

***LA* : Quels sont les titres qui sont offerts ?**

AS : Après la suspension du titre d'Eriad-Sétif en 2006, il reste l'action de l'hôtel El-Aurassi, très demandée et dont le coût est supérieur à celui d'introduction, et le titre de Saïdal, qui a perdu près de la moitié de sa valeur initiale. Nous avons, en plus, les obligations de trois sociétés (Air Algérie, Sonelgaz et Algérie Télécom) qui sont achetées en grandes quantités, mais plus par les institutionnels que par les petits porteurs. Et tout récemment, il y a eu cotation des obligations assimilables du Trésor (OAT) qui ne peuvent, pour le moment, être acquises par les particuliers.



La Bourse d'Alger.

***LA* : A quoi répond l'introduction des OAT en bourse ?**

AS : Il s'agit de redonner confiance aux investisseurs. C'est une manière de dire que l'Etat soutien la bourse, qu'elle a un avenir, parce qu'on avait l'impression, à un moment, qu'elle avait été lâchée. C'est aussi pour donner de la profondeur au marché et permettre ainsi aux intermédiaires (IOB) et aux spécialistes en valeurs du Trésor de négocier des produits en bourse.

***LA* : Introduire en bourse des entreprises privatisables, cela aurait été plus concret comme soutien, non ?**

AS : Les obligations peuvent constituer, pendant un temps, une alternative pour faire revenir la confiance, et pour permettre aux acteurs du marché d'apprendre le métier. Ceci dit, c'est vrai, la bourse ne peut pas se passer de l'introduction d'entreprises. L'indice boursier étant construit avec des titres de propriété et non pas des obligations.

***LA* : Qu'attend l'Etat pour coter les entreprises privatisables, d'autant que la bourse existe depuis bientôt neuf ans ?**

AS : J'espère que l'introduction des OAT à la Bourse d'Alger sera rapidement suivie par celle d'entreprises publiques importantes. D'autant plus que nous sommes en train de travailler sur un programme de modernisation qui va doter la bourse des instruments les plus modernes de négociation, qui ont une grande capacité de traitement.

***LA* : Est-ce vraiment nécessaire de moderniser vu qu'il n'y a pas beaucoup de titres à négocier ?**

AS : Non, il s'agit de se mettre aux normes internationales qui garantissent un maximum de sécurité pour les opérations boursières. La modernisation, c'est également pour améliorer l'attractivité de la bourse.

***LA* : On reproche aux entreprises privées de ne pas investir la bourse. C'est peut-être dû à un manque de confiance ?**

AS : A partir du moment où l'Etat place ses titres, c'est un signe suffisant pour faire confiance à la bourse.

***LA* : Mais, actuellement, la bourse n'est pas vraiment un lieu de cotation de titres d'entreprises mais plutôt d'obligations.**

AS : Le secteur privé a un comportement un peu moutonnier. Il n'est venu sur le marché obligataire qu'à partir du moment où il y a eu suffisamment de titres publics sur ce marché. A mon avis, le privé ne doit plus attendre pour apporter sa contribution dans la construction d'un marché financier solide. C'est ce marché qui va le financer et lui permettre de se restructurer afin d'affronter la concurrence des sociétés étrangères. La bourse contribue à la restructuration des entreprises, comme cela se passe un peu partout dans le monde.

***LA* : Ne pensez-vous pas aussi qu'il y a un déficit de communication, pour dissiper les craintes du privé ?**

AS : La communication, ce n'est pas notre point fort. Mais existe-t-il aujourd'hui beaucoup d'entreprises privées susceptibles d'être cotées en bourse ? C'est-à-dire des entreprises qui divulguent l'information, qui tiennent leur comptabilité selon les normes, et qui sont suffisamment transparentes ? Elles ne sont pas nombreuses…

« Existe-t-il aujourd'hui beaucoup d'entreprises privées susceptibles d'être cotées en bourse ? C'est-à-dire des entreprises qui divulguent l'information, qui tiennent leur comptabilité selon les normes, et qui sont suffisamment transparentes ? »

***LA* : Comment voyez-vous l'avenir de la Bourse d'Alger ?**

AS : La Bourse d'Alger est condamnée à se développer, sous peine de disparaître. Elle doit se moderniser et être alimentée pour devenir une plaque tournante de l'investissement. Ce sont là les exigences de l'Organisation internationales des commissions de valeur (OICV), qui va évaluer notre fonctionnement et notre performance. Il faut s'inscrire dans le cours de l'histoire des bourses émergentes qui se développent, qui se modernisent. Si on reste à la traîne, on ne voit pas l'utilité d'une bourse qui ne finance pas et qui ne participe pas à la restructuration de l'industrie algérienne. Les banques ne peuvent pas tout financer.

Diamant : les pays africains veulent polir sur place

Le marché du diamant se porte si bien que les pays producteurs africains exigent de développer une industrie locale de polissage et de taillage. Une pression qui a fait plier le premier producteur mondial De Beers.

Par Anne Guillaume-Gentil, Paris

A l'instar des autres *commodities*, les prix du diamant progressent depuis 6 mois. Si le prix d'un diamant varie très fortement en fonction de la qualité, on observe néanmoins une hausse des prix lors des enchères de diamants « exceptionnels ». Ainsi, un diamant de 10 carats D (couleur blanc exceptionnel) peut maintenant se vendre à environ $ 155 000 le carat, contre $ 110 000 il y a six mois. Selon le premier producteur mondial De Beers, les prix du diamant brut ont augmenté de 7,5% depuis le second semestre 2007, une augmentation qui devrait se poursuivre en 2008. Une hausse entretenue par la spéculation, mais pas seulement. La demande est soutenue. La croissance rapide dans les économies émergentes comme la Chine, l'Inde et les pays du Golf a multiplié le nombre de multimillionnaires, dont certains sont prêts à payer des prix très élevés pour des bijoux exceptionnels et des pierres rares. Le mois prochain, sur les enchères en Asie, un diamant extrêmement rare de 72,22 carats pourrait être cédé à $ 13 millions, soit $ 180 005 le carat, un niveau de prix jamais atteint sur ce continent.

> « L'africanisation de l'industrie de transformation du diamant n'est pas une menace pour l'Inde mais une grande opportunité que nous allons saisir avec vigueur. »

La demande reste soutenue malgré la récession qui se profile aux Etats-Unis et qui pourrait affecter le premier marché mondial de la bijouterie. En effet, les compagnies minières n'ont fait aucune découverte majeure.

De Beers a annoncé qu'elle allait continuer d'investir environ $ 100 millions par an en Afrique pour développer l'offre, mais pour qu'une mine soit opérationnelle, il faut plusieurs années. De même, le Russe Alrosa, qui contrôle 97% de la production russe de diamant, a annoncé qu'il allait investir $ 800 millions en Afrique, dont $ 300-400 en Angola.

Plus de valeur ajoutée en Afrique

Si ces dernières années on a observé une multiplication des centres de taille et de polissage, notamment en Asie (Inde, Chine, Thaïlande...), aux côtés des traditionnels que sont Anvers, Tel Aviv et New York, peu se situent dans les pays producteurs de diamant. Les gouvernements africains mettent la pression sur les producteurs de diamant importants, y compris De Beers, pour qu'ils vendent les pierres à des tailleurs et polisseurs locaux plutôt que de les exporter bruts directement vers l'Asie et l'Europe. Et le projet avance. Après l'Afrique du Sud et la Namibie, le Botswana, premier producteur mondial de diamant, a lancé mi-mars la Diamond Trading Company Botswana (DTCB), une joint-venture à 50% entre De Beers et le gouvernement botswanais. DTCB table sur la vente de $ 360 millions de diamants bruts aux 16 entreprises de taille locales en 2008. En Namibie, où a été créée en janvier 2007 la Namibia Diamond Trading Company (NDTC), joint-venture à 50% entre le gouvernement namibien et De Beers, l'Américaine Julius Kelin Group (JKG) et son partenaire namibien Dinamo Group ont procédé mi-mars à l'ouverture officielle de la nouvelle usine de transformation de diamant JKD Namibia (Pty) Ltd.

L'Inde veut réduire les intermédiaires

L'Inde, le premier importateur mondial de diamants bruts et le premier exportateur mondial de diamants polis et taillés, veut aussi changer d'approche vis-à-vis de l'Afrique en achetant directement le diamant brut dans les pays producteurs. Une initiative qui a été portée par le ministre indien du Commerce et de l'Industrie Shri Jairam Ramesh, lors de son voyage en Angola et en Namibie fin mars. Il devrait aussi se rendre dans les prochains mois en Afrique du Sud et au Botswana. « *L'africanisation de l'industrie de transformation du diamant n'est pas une menace pour l'Inde mais une grande opportunité que nous allons saisir avec vigueur* », a estimé Shri Jairam Ramesh, précisant que l'Inde, faisant face à une difficulté pour obtenir des diamants bruts, démontrera aux pays africains qu'elle coopérera activement pour les aider à s'élever dans la chaîne de valorisation et les assister pour créer de la valeur dans leurs pays.

Riz : le Sénégal veut s'autosuffire

Le Sénégal veut parvenir à l'autosuffisance en riz, la base de son alimentation. L'Inde vient de lui accorder 13,5 millions de dollars.

Par Chérif Elvalide Sèye, Dakar

Le Sénégal a relancé, à New Delhi, à l'occasion de la quatrième réunion Inde-Afrique sur le partenariat économique, son projet d'autosuffisance en riz. L'Inde a accordé 13,5 millions de dollars à un programme de réhabilitation de 60 000 hectares d'aménagements précaires dans la vallée du fleuve et d'équipement en matériel agricole et d'irrigation, devenu obsolète. Le pays s'est fixé 2012 pour atteindre l'autosuffisance en riz. Ce n'est pas la première fois qu'un tel objectif est fixé sans avoir jamais pu être atteint. Le riz est devenu une question centrale en raison de la volonté du pays d'avoir un minimum de souveraineté alimentaire, en ne dépendant pas totalement de l'étranger pour l'approvisionnement de la base de son alimentation, et surtout en raison du coût croissant des importations de riz. En 2007, environ 700 000 tonnes de riz ont été importées pour une valeur de 140 milliards de FCFA, 213 millions d'euros. Cela a coûté 2,5% de croissance à l'économie nationale, estime le ministre sénégalais de l'Agriculture, Amath Sall, qui a pris part à la réunion de New Delhi.

Paradoxes et survivances

Paradoxalement, le Sénégal, qui ne produit que 100 000 tonnes de riz, a des rendements plus élevés, toujours selon le ministre, que les pays d'où il importe, comme la Thaïlande. Le rendement moyen serait de 6 tonnes à l'hectare au Sénégal contre une moyenne mondiale de 3,4 t.

Le Sénégal a la paradoxale et rare situation de devoir importer la base de son alimentation, le plat national, le thiebou dieune, le riz au poisson. Si le poisson est encore pêché dans les eaux poissonneuses, en revanche, le riz lui vient de l'Extrême-Orient. Une survivance de la colonisation française. Elle avait spécialisé ses colonies selon ses besoins. Le Sénégal, aux terres et climat particulièrement adaptés à la culture de l'arachide, avait la charge d'approvisionner les huileries françaises. Pour nourrir les Sénégalais, la Cochinchine, comme on disait à l'époque, avait les atouts et les bras nécessaires à la culture du riz. Le Sénégal utiliserait donc ses terres et ses bras pour faire de l'arachide pour la métropole et mangerait le riz venu de Cochinchine. Pas même le riz, mais ses brisures alors, pratiquement sans valeur commerciale.

> Le Sénégal avait la charge d'approvisionner les huileries françaises. Pour nourrir les Sénégalais, la Cochinchine avait les atouts et les bras nécessaires à la culture du riz.

L'indépendance venue, le Sénégal ne modifie pas les termes de cette répartition des rôles. La France continue à lui acheter l'arachide à un prix subventionné supérieur au cours mondial et les brisures de riz sont bon marché. Mais la conjoncture a fini par tourner. La naissance de la Communauté économique européenne sonne la fin des subventions à l'arachide et le prix des brisures de riz ne cesse d'augmenter avec l'accroissement de la demande asiatique. Disposant, avec les barrages, de nouvelles potentialités, le Sénégal a entrepris d'encourager la production dans la vallée du fleuve Sénégal pour augmenter la production de riz traditionnel en Casamance, et dans les mangroves du Saloum pour atténuer des importations croissantes. Mais le riz irrigué de la vallée du fleuve revient plus cher que le cours mondial des brisures de riz. Et comme l'ajustement structurel imposé au Sénégal dès le milieu des années 80 commence par la chasse aux subventions, le riz national est laissé à lui-même. Ni les aménagements agricoles pour exploiter les 240 000 hectares de terres irrigables grâce aux barrages de l'Organisation pour la mise en valeur de la vallée du fleuve Sénégal, OMVS, ni la culture du riz ne font l'objet d'un réel engagement des pouvoirs publics. Le pays continue donc à importer de plus en plus de riz. Avec des difficultés croissantes.

Bonne qualité

Cette conjoncture devrait profiter au riz local. Sa qualité est reconnue bonne, son rendement intéressant. Il faut toutefois résoudre l'équation des coûts encore élevés des aménagements de la vallée du fleuve, de l'énergie ainsi que l'organisation adéquate de la commercialisation. Le programme financé par l'Inde, spécialiste de la culture rizicole, pourrait être enfin celui qui permettra aux Sénégalais de savourer le riz local au poisson local.

Maroc : Fertima dans l'escarcelle de Charaf Corporation

Les trois actionnaires principaux de la société de conditionnement et de commercialisation.
d'engrais minéraux Fertima céderaient leur participation au groupe Charaf Corporation. Ces trois actionnaires sont le groupe Holmarcom (30%), le groupe ADP Intern et Adubos Portugal (25%) et la Mutuelle agricole marocaine d'assurances (23,17%). Si l'information se confirme, le groupe Charaf Corporation trouve là une alternative intéressante à la reprise ratée des ICS du Sénégal, il y a quelques mois.

Le Cameroun suspend 16 exploitants du bois

Le ministre camerounais des Forêts et de la Faune, Elvis Ngolle Ngolle, a suspendu jeudi soir 16 sociétés exerçant dans l'exploitation du bois au Cameroun pour non justification de l'origine de leur bois, a-t-on appris vendredi matin sur la radio nationale du Cameroun. Un communiqué du ministère précise que d'autres suspensions vont suivre. Le ministère avait sanctionné 27 opérateurs pour des motifs similaires en février dernier. L'Etat du Cameroun milite en faveur de l'exploitation durable des forêts, depuis 2004, en collaboration avec des ONG internationales et les bailleurs de fonds.

RDC : 7 milliards de dollars nécessaires pour investir dans les mines de Banalia

Sept milliards de dollars américains sont nécessaires pour investir dans l'exploitation des gisements de fer à Banalia, territoire situé à 125 km de Kisangani, province orientale (nord-est de la RDC), a révélé jeudi le ministre congolais des Mines, Martin Kabwelulu, à l'issue de sa visite mercredi au chef-lieu de la province orientale. La compagnie Oriental Iron company (ORICO), qui s'occupe de cette exploitation, est une multinationale constituée principalement de capitaux israéliens. Selon le ministre, les gisements de Banalia révèlent des minerais d'une grande valeur.

La flambée du pétrole se répercute sur l'accessibilité de l'eau en Afrique

La flambée du prix du baril sur le marché international constitue un obstacle à l'accès à l'eau potable en Afrique, a estimé mercredi à Tunis Loïc Fauchon, président du Conseil mondial de l'eau (CME), un organisme non gouvernemental basé à Marseille. « *Nous avons besoin de l'énergie pour produire de l'eau potable. Et si nous ne pouvons pas disposer de cette énergie à cause d'un baril de pétrole trop cher, nous ne pouvons pas assurer l'eau potable aux populations* », a-t-il dit à l'ouverture de la première Semaine africaine de l'eau. Prenant l'exemple du Bénin, M. Fauchon a démontré que dans de nombreux pays africains les populations ont été contraintes de procéder à des économies d'énergie à cause de la flambée du prix du pétrole.

L'horticulture kenyane retrouve des couleurs

Les recettes des exportations d'horticulture kenyanes ont atteint 1,12 milliard de dollars en 2007, enregistrant une augmentation de 63% par rapport à l'année précédente, a annoncé la Banque centrale kenyane. Le secteur a dépassé en revenus celui du tourisme (environ 935 millions de dollars), devenant le premier pourvoyeur de devises du pays. La plus large proportion de ces revenus provient des exportations des fleurs coupées avec 64% du total de ces recettes.

Sur 20 ans, le pétrole a rapporté 300 milliards de dollars au Nigeria

Le ministre d'Etat nigérian pour l'énergie, Odein Ajumogobia, a fait savoir jeudi que le pétrole et le gaz naturel avaient rapporté au Nigeria 300 milliards de dollars entre 1988 et 2008. Les dépenses de l'industrie pétrolière ont aussi augmenté, passant d'un milliard de dollars par an dans les années 1980, à 12 milliards pendant les cinq dernières années, a-t-il précisé, ajoutant que plus de 5000 km d'oléoducs ont été construits.

La CEA estime la croissance de l'Afrique insuffisante

L'Afrique a enregistré une croissance économique légèrement en progrès en 2007, mais le continent est encore loin d'être entré dans une dynamique susceptible de lui permettre de réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) d'ici l'année 2015, a-t-on appris du secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), Abdoulie Janneh. « *Il faudrait que les taux de croissance de l'Afrique augmentent à plus de 7% si l'on veut que le continent réalise les OMD, mais le risque d'une récession mondiale continue de peser* », a encore expliqué mercredi, à Addis-Abeba, M. Janneh.

Tata Motors acquiert Jaguar et Land Rover

Le groupe Tata Motors s'apprête à acheter les prestigieuses firmes automobiles Jaguar et Land Rover. La branche automobile du géant indien Tata a fait savoir qu'elle vient de signer le contrat de cession avec le constructeur américain Ford et que l'annonce du rachat de deux des constructeurs les plus chers au monde devrait intervenir au cours de la semaine sans préciser les montants des transactions conclues. Mais les milieux d'affaires croient savoir que près de 3 milliards de dollars ont été mobilisés par Tata Motors pour ce rachat auprès d'un consortium constitué de grandes banques comme la JP Morgan Chase, Citigroup, BNP Paribas et les banques indiennes State Bank of India et Standard Chartered.

Le FMI fait le point sur la croissance en Mauritanie

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé que la Mauritanie a réalisé une croissance de près de 6% du PIB non-pétrolier en 2007, en bénéficiant du rebond de la production agricole et du développement de nouveaux projets miniers. Selon une déclaration du FMI publiée mardi à Nouakchott, le niveau des réserves extérieures a dépassé légèrement les objectifs fixés en 2007, ajoutant que les autorités mauritaniennes continuent de réaliser des progrès au niveau des réformes structurelles. Cette déclaration intervient à l'issue d'une mission du FMI en Mauritanie concernant les consultations de l'année 2008 dans le cadre du Programme triennal appuyé par la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FPRC) couvrant la période octobre 2006-septembre 2009.

L'industrie pétrochimique sud-africaine s'ouvre à la population noire

Le groupe sud-africain de l'industrie pétrochimique a annoncé, mardi, son intention de céder 10% de ses parts à des actionnaires noirs pour un montant de 25,9 milliards de rands (3,19 milliards USD). Cette transaction, la plus grande jamais réalisée en Afrique du Sud dans le cadre de la politique du Black Economic Empowerment (BEE), concerne la cession de 63,1 milliards de parts, devant porter à 19,7% le taux des parts contrôlées par des actionnaires noirs au sein de la compagnie. « *La transaction est destinée à assurer des bénéfices à long terme pour un large groupe de noirs, particulièrement parmi les employés de Sasol et des groupes avec des moindres revenus, notamment les femmes* », explique la compagnie dans un communiqué. Décidée en septembre dernier, cette opération se répartit, selon ses bénéficiaires, entre le public noir (3%), les investisseurs noirs (1,5%), les employés de la compagnie (4%) et la Fondation Sasol Inzalo (1,5%).

Le Nigeria soucieux du devenir du bassin du Lac Tchad

Le président nigérian Umar Yar'Adua a appelé les parties prenantes de la Commission du bassin du Lac Tchad à réexaminer leurs stratégies afin d'atteindre efficacement les objectifs en faveur du développement durable de l'étendue d'eau subsaharienne. M. Yar'Adua, représenté par le ministre nigérian des Affaires étrangères, Ojo Maduekwe, a lancé cet appel à Abuja, lors de la cérémonie d'ouverture de la 54e session du Conseil des ministres et la session préparatoire du 12e sommet de la commission. Il a insisté sur l'importance de cet appel, du fait que le lac est menacé aujourd'hui par une série de changements climatiques et d'activités humaines.

Afrique centrale : la microfinance en lutte contre la pauvreté

Les établissements de microfinance participent à la réduction de la pauvreté parce qu'ils aident les populations pauvres à monétiser leurs activités.

Par Achille Mbog Pibasso, Douala

Depuis une dizaine d'années, les établissements de microfinance connaissent une évolution rapide en Afrique centrale, et participent aux cotés des banques classiques, au financement de l'économie sous régionale, avec une ancrage sur la promotion des petites et moyennes entreprises, avec les méthodes de fonctionnement généralement plus allégées. Leur nombre a dépassé le cap de 700 en mars 2008 selon la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC). Cette évolution qui s'observe notamment sur le nombre d'établissements et sur la quantité de crédits distribués, fait la microfinance, « un instrument de lutte contre la pauvreté ».

Relèvement de crédits

Selon Mahamat Mustapha, le secrétaire général de la COBAC « *la microfinance est un service de proximité, où tout le monde a sa place, puisqu'elle va chercher les clients qui ne peuvent pas accéder aux services réguliers des banques classiques. C'est une impulsion qui permet une meilleure fourniture de l'économie en produits agricoles en en micro-entreprises en ce qui concerne les investissements sur les petits secteurs d'activité* », a-t-il souligné. La COBAC qui estime que l'économie régionale pourrait difficilement se développer sans la microfinance, a noté fin mars 2008, un relèvement de crédits de plus de 150 milliards de francs CFA, tandis que les dépôts ont atteint 250 milliards de francs CFA pour les six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Classés en trois catégories, entre autres, les mutuelles, les micro-banques dont les activités sont basées sur les dépôts et l'octroi de crédits, puis la troisième catégorie tournée essentiellement vers le financement de petits projets, les établissements de la microfinance « *aident les populations pauvres à monétiser leurs activités* ». Ils se présentent de plus en comme des acteurs incontournables du développement, depuis que la restructuration, enclenchée il y a bientôt dix ans par la COBAC, a permis d'organiser ce secteur qui génère environ 150 000 emplois directs et indirects. La COBAC se dit d'autant plus optimiste pour l'avenir des établissements de la microfinance dans la sous région, que ceux-ci appliquent des taux d'intérêts bas, en moyenne 8% là où les banques classiques appliquent des taux d'intérêt autour de 22%.

Les produits pétroliers coûtent trop cher à l'Etat guinéen

L'Etat guinéen a déboursé 14,5 millions d'euros sur le premier trimestre 2008 pour soutenir les prix des produits pétroliers.

Par Ougna Camara, Conakry

L'Etat guinéen subventionne l'achat des produits pétroliers pour maintenir le prix du carburant à la pompe à un niveau raisonnable. Cette politique, qui dure depuis des années, pèse à présent sur l'économie nationale et commence à faire grincer les dents.

Respecter l'accord

Pour le premier trimestre 2008, le Ministère du commerce évalue la charge à 98 milliards de francs guinéens, soit 14,5 millions d'euros. Ce déficit se traduit, soit par la subvention faite en espèce aux sociétés en charge de l'importation des carburants, soit par un renoncement à une partie des recettes sur les taxes pétrolières. En l'espace d'un an, le total cumulé avoisine l'ordre de 169 milliards de francs guinéens, soit 25 millions d'euros.
Le but de cette « option stoïque » est de respecter l'idée d'un accord dit du 27 janvier 2007. Pour rappel, il s'agit d'un accord signé l'année dernière pour sortir le pays d'une crise sociale qui stipule que le prix du carburant à la pompe doit être de l'ordre de 4300 francs guinéens. « *Cela constitue une réelle préoccupation pour le gouvernement eu égard aux conséquences négatives que cela pourrait engendrer sur la poursuite du programme que le gouvernement a réussi en si peu de temps grâce aux reformes entreprises* », déclare le ministre du Commerce, de l'Industrie, du Tourisme et de l'Artisanat, Mamady Traoré.

Poids de la dette

A cette situation déjà alarmante s'ajoute aussi une dette antérieure qui se chiffre à 260 milliards de francs (38,5 millions d'euros), endossée à travers la subvention des produits pétroliers que Conakry rembourse par trimestre à hauteur de 30 milliards. Aujourd'hui, sommées de payer cette addition qui commence à être salée, les autorités menacent de supprimer la subvention.

> Le litre d'essence coûte 728 FCFA au Sénégal et 417 FCFA en Guinée.

Malgré la crise du carburant qui a emmené plusieurs pays à ajuster leurs prix à la pompe, la Guinée a opté pour la subvention dans le seul but d'amoindrir le coût et de rester fidèle à son fameux accord. Ainsi, à titre d'exemple, alors que le litre d'essence coûte 728 FCFA au Sénégal, et 615 FCFA en Cote d'Ivoire, il est vendu à environ 417 FCFA en Guinée. Un choix qui laisse cours aujourd'hui à la spéculation et au trafic en direction de certains pays frontaliers. Les informations font état de 30% du pétrole importé par la Guinée qui traverseraient la frontière guinéo-malienne. Soucieux de maintenir le « calme » dans la cité, le gouvernement a dit, il y a une semaine, ne pas envisager la suppression de cette subvention qui pourtant commence à faire du mal à une économie déjà mal en point. « *A ce jour, aucune décision d'augmentation de prix des produits pétroliers à la pompe n'a encore été décidée par le gouvernement, dont la préoccupation majeure demeure l'amélioration des conditions de vie* », avait rassuré le ministre.
Une seule chose est sûre. A Conakry, même si le pouvoir refuse de se prononcer clairement sur la question, le prix du baril, qui a dépassé le seuil des 100 dollars, laisse croire aux observateurs de l'économie guinéenne à une imminente répercussion sur le marché local.

Partenariat : sommet Inde-Afrique

Après le Japon et la Chine, c'est au tour de l'Inde, d'accueillir un sommet avec l'Afrique, courtisée par les économies émergentes.

Par Robert Adande, Dakar

Les 8 et 9 avril prochain, New Delhi, la capitale indienne accueillera le premier sommet Inde-Afrique. 14 chefs d'Etat africains y sont attendus. Après le Japon, avec le TICAD, et la Chine qui a abrité en 2006 son premier sommet sino-africain, c'est au tour de l'Inde de manifester ses bonnes dispositions à l'égard du contient africain.
Le Sommet a été préparé par la quatrième conférence sur le Projet de partenariat Inde-Afrique 2008, qui s'est tenu du 19 au 21 mars dernier à New Delhi. Plus de 900 participants du public et du privé, ministres, hommes d'affaires, représentants 33 pays africains y ont participé. Les secteurs économiques concernés ont été l'énergie, les ressources humaines, l'agriculture et la technologie.

Intérêt franc

C'est Kamal Nath, ministre indien du Commerce et de l'Industrie, qui a ouvert les travaux en rappelant fortement la volonté indienne de diversifier et d'élargir ses relations avec l'Afrique.
Au nombre des secteurs qui pourraient intéresser plus particulièrement l'Inde, l'agriculture et la transformation des produits alimentaires, qui devraient être les domaines privilégiés de cette coopération, parce que « *les deux parties sont toutes en proie à des insuffisances de vivres et souffrent, par ailleurs, de l'absence de diversification des cultures et d'une productivité agricole relativement faible* ».
« *C'est avec un intérêt franc et une détermination plus probante que l'Inde envisage des rapports privilégiés avec l'Afrique, pour une prospérité mutuelle* », a ajouté le ministre. Les objectifs communs aux deux régions, en matière de lutte contre la pauvreté, de développement humain et de croissance économique pourraient trouver des débuts de solution à travers des projets communs, a-t-il poursuivi.

> « Les deux parties sont toutes en proie à des insuffisances de vivres et souffrent, par ailleurs, de l'absence de diversification des cultures et d'une productivité agricole relativement faible. »

D'ores et déjà, selon l'Agence panafricaine de presse, plus de 130 projets intéressant les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, de la technologie et des ressources humaine, pour une valeur globale de plus 6 milliards de dollars américains, ont été conclus pendant le forum. Outre les Etats, des communautés économiques régionales africaines ont participé à la rencontre. L'Inde entend en effet conclure des accords multilatéraux avec ces institutions.
Le forum a été initié par la Confédération des Industries Indiennes (CII) et le Banque EXIM. Moins remarquée que la Chine, l'Inde a amorcé un formidable développement économique qui accroît ses besoins de matières premières. En matière de fer, Mittal, fait figure de géant mondial qui cherche à contrôler des mines en Afrique. Elle a remporté la concession pour le minerai de fer du Sénégal oriental.
Comme avec le Japon et la Chine, l'Afrique a à gagner dans ce partenariat qui lui évite le tête-à-tête avec l'Occident, qui n'est plus en situation de monopole. Grand hic, ces nouveaux partenaires viennent avec un agenda précis, des besoins, un plan d'action. En face, l'Afrique paraît encore bien dispersée et semble s'en tenir aux schémas qui lui sont proposés, sans réelle réflexion sur une stratégie propre, définie en fonction de ses besoins et priorités.

Financement alternatif du développement : 30 milliards en plus pour l'Afrique

Bons de la diaspora et titrisation peuvent permettre de mobiliser 30 milliards de dollars pour l'Afrique. Autant que l'aide au développement reçue par le continent.

Par Chérif Elvalide Sèye, Dakar

Le financement du développement en Afrique est mobilisé à travers deux canaux : l'aide publique au développement (ADP) ou l'investissement direct étranger. L'APD en faveur du continent a augmenté au cours des dernières années. En 2005, elle a atteint 30 milliards de dollars. Elle est toujours la première source de financement extérieur du développement africain. En termes de transferts, cette source tend en réalité à baisser puisque les remises de dettes y sont comptabilisées.
L'investissement direct étranger, deuxième source de financement, est également en augmentation, mais le continent en reçoit encore moins que les autres économies en développement.

Public privé

Cette structuration du financement du développement du continent n'est pas adéquate. Elle laisse encore trop de place au secteur public alors même, estime Uri Dadush, directeur du Groupe d'études des perspectives de développement de la Banque mondiale, que « *c'est le secteur privé qui doit être le moteur de la croissance et de l'emploi dans les pays pauvres. Les initiatives d'aide publique doivent jouer un rôle catalyseur en faisant émerger des solutions de financement innovantes destinées à accroître les flux du privé vers le privé* ».
C'est pourquoi au cours d'une réunion tenue en 2007 à Nairobi, au Kenya, les pays africains avaient demandé à la banque d'étudier des moyens alternatifs de financement, autres que l'aide publique au développement. Les résultats de cette étude, qui viennent d'être délivrés par l'équipe de la banque, conduite par l'économiste en chef Dilip Ratha, établissent que l'Afrique peut mobiliser 30 milliards de dollars par an, soit autant que l'APD, grâce à d'autres produits jusque-là ignorés en Afrique et qui ont pourtant fait fortune ailleurs.

Diaspora

Bien que l'Afrique soit devancée par les autres régions en développement, les envois de fonds de la diaspora sont en augmentation. Individus et institutions d'Afrique subsaharienne, Afrique du Sud non comprise, ont transféré 13,9 milliards de dollars en 2005 contre 7,2 milliards en 2000. Ces envois sont probablement limités par le montant coûteux des transferts. En 2006, indique le rapport, « *envoyer 200 dollars de Londres vers Lagos coûte 29 dollars et envoyer la même somme du Bénin vers Lagos coûte plus de 34 dollars. La réduction de ces coûts de moitié (un objectif pas si difficile à atteindre) pourrait favoriser des flux additionnels d'envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne équivalant à 2,5 milliards de dollars* ».
Outre les transferts, des ressources supplémentaires peuvent être mobilisées auprès de la diaspora grâce à des « *bons de la diaspora* ». Ces bons seraient des titres de créance émis par un pays ou même par une institution infranationale ou une société privée auprès des membres de la diaspora.

> Des ressources supplémentaires peuvent être mobilisées auprès de la diaspora grâce à des « bons de la diaspora ».

Ces titres auraient de grandes chances de les attirer vu qu'ils sont « *plus enclins à investir dans leurs pays d'origine non seulement pour des raisons patriotiques, mais aussi parce qu'ils ont probablement une perception moins négative du risque-pays par rapport aux investisseurs internationaux* », soutient le rapport. A titre d'exemple, il cite les sommes mobilisés par les diasporas indienne et israélienne, respectivement 11 milliards de dollars et 25 milliards de dollars au cours des dernières décennies. En Afrique, révèle-t-il, le Ghana a mis en vente le bon d'épargne Golden Jubilee pour sa diaspora ghanéenne installée en Europe et aux Etats-Unis.

Titrisation

Dernière source alternative, la titrisation. Les remises de fonds, les recettes touristiques et les recettes escomptées sur les produits d'exportation pourraient être titrisées, les comptes à recevoir en devises étant gagés auprès d'une entité qui ouvre une ligne de crédit pour les pays. Ces titres, estime le rapport, ont une cote d'évaluation d'investissements plus élevée que les cotes de crédit souverain jugées généralement peu favorables aux pays d'Afrique subsaharienne. Ces cotes plus élevées rendraient plus intéressantes les opérations de marché vers la région. Le rapport estime à 17 milliards de dollars les fonds que pourrait rapporter la titrisation.

Les pays de la SADC en conclave

Les pays de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) ont tenu jeudi une réunion à Johannesburg sur la réforme agraire de la région. Objectif, examiner les progrès enregistrés dans l'établissement d'un mécanisme sur la réforme agraire régionale. La réunion a été présidée par le ministre zambien des Terres, Bradford Machila.

Jet 4you augmente ses fréquences vers le Maroc

La compagnie Jet 4You, première compagnie *low cost* privée marocaine, a annoncé, mardi 25 mars à Casablanca, l'augmentation de ses fréquences de vols vers le Maroc par l'élargissement de sa flotte et l'ouverture de trois nouvelles lignes, à partir du 24 mai prochain. La nouveauté de cette expansion du rayon de vols de Jet 4You à destination du Maroc est la desserte, pour la première fois, de la ville de Rabat, qui sera ainsi liée à l'aéroport Paris-Orly par une rotation de quatre vols par semaine, a indiqué M. Jawad Ziat, directeur du directoire de la compagnie.

Les pays producteurs de pétrole africains se solidarisent avec les non producteurs

La programmation d'actions 2008-2011 de l'Association des producteurs de pétrole africains (APPA) devra inclure la recherche des mécanismes susceptibles d'alléger la facture énergétique des pays du continent, a annoncé lundi un dirigeant de cette organisation. Adolphe Moudiki, plénipotentiaire du Cameroun et président en exercice de l'APPA, a fait cette remarque lors d'un point de presse à la veille de la XXVe session du Conseil des ministres de l'APPA, qui se tiendra vendredi à Yaoundé et adoptera la programmation d'actions de 2008 à 2011.

Forte augmentation de la demande nigériane en ciment

Le ministre nigérian du Commerce et de l'Industrie, Charles Ugwu, a estimé que dans quelques années la demande annuelle en ciment au Nigeria passerait de 18 millions de tonnes à 40 millions, a rapporté dimanche l'agence de presse nigériane. Il a fait cette remarque samedi à Bauchi, chef-lieu de l'Etat de Bauchi (nord), lors d'une rencontre avec le gouverneur de l'Etat, Isa Yuguda. Selon M. Ugwu, le Nigeria a une capacité annuelle de 10 millions de tonnes actuellement, mais ne produit que 6,5 millions de tonnes.

15 soumissionnaires pour la future centrale nucléaire civile en Egypte

Une quinzaine de sociétés de consultance ont répondu à l'appel d'offres pour choisir le site de la première centrale nucléaire égyptienne, a annoncé dimanche le ministre égyptien de l'Electricité et de l'Energie, Hassan Younes. Les 15 candidats internationaux et locaux recevront les données complètes de l'offre à la fin de ce mois, a rapporté l'agence de presse officielle égyptienne MENA. L'offre, lancée par l'Egypte le mois dernier, couvre une évaluation des programmes de la technologie et de la sécurité nucléaire, la formation des employés, la gestion de la construction et des travaux d'ingénierie, a indiqué le ministre.

La Tunisie se prépare pour le tourisme spatial

La Tunisie se prépare pour le tourisme spatial *via* l'aéroport international de Tozeur, qui devrait accueillir dès 2009 des vols paraboliques en apesanteur et des vols suborbitaux à partir de 2012, a rapporté dimanche le journal tunisien *Le Quotidien*.
Planet Oasis, un centre événementiel international situé près de l'aéroport international de Tozeur, a été choisi comme l'une des plates-formes de lancement des vols paraboliques en apesanteur à partir de 2009 et des vols suborbitaux, trois années après. Le centre événementiel international Planet Oasis a été créé en 2001 par Daniel Greff, homme d'affaires français passionné d'aéronautique.

L'Algérie réalise un excédent commercial en forte hausse

L'Algérie a réalisé un excédent commercial de 7,53 milliards de dollars durant les deux premiers mois de 2008, a annoncé dimanche le Centre national de l'informatique et des statistiques (CNIS). Pendant cette période, les exportations ont atteint 12,66 milliards de dollars, en hausse de 50,26% par rapport aux deux premiers mois de l'année écoulée, tandis que les importations ont connu une augmentation de 20,29% pour atteindre 5,13 milliards de dollars. Les exportations d'hydrocarbures continuaient à représenter l'essentiel des ventes de l'Algérie vers l'étranger durant cette période, avec 98,19% du volume global.

Vers une construction d'une nouvelle centrale électrique en Zambie

Une compagnie américaine a procédé aux études de faisabilité sur l'investissement dans la construction d'une centrale électrique en Zambie, pour répondre aux besoins croissants des entreprises minières, rapporte dimanche le quotidien *Times of Zambia*. Une délégation de la Cummis Power Generation Company est actuellement en visite en Zambie pour des consultations avec les parties intéressées, précise le journal. Cette entreprise américaine entend établir une centrale électrique et une usine d'assemblage de voitures en Zambie, ciblant le secteur minier et l'industrie du transport, ajoute *Times of Zambia*. La Zambie souffre depuis décembre dernier de la coupure répétée d'électricité, face à un déficit électrique de 150 à 300 MW.

Zollner Elektronik s'établit à Béja

La société spécialisée dans l'industrie électronique Zollner Elektronik AG (Zandt, Allemagne) a décidé de s'implanter dans la ville de Béja, en Tunisie, a rapporté samedi le quotidien tunisien *Le Temps*. « *Les conditions favorables de la région ainsi que sa proximité de l'Europe ont été des facteurs décisifs dans le choix de l'implantation en Tunisie* », a précisé *Le Temps*. Le démarrage de la production de la 13e usine de la société Zollner en Tunisie, qui dispose de 450 mètres carrés de surface au sol et prévoit d'employer vingt fonctionnaires, est prévue pour mai 2008. La société Zollner Elektronik AG possède des usines en Allemagne, en Hongrie, en Roumanie et en Chine.

Adoption du projet de loi sur le développement des mines et minéraux en Zambie

Le projet de loi sur le développement des mines et minéraux en Zambie a été adopté jeudi soir en troisième lecture au Parlement, a rapporté samedi le journal *Times of Zambia*. Le projet de loi sera désormais présenté au président Levy Mwanawasa, pour obtenir son consentement, et la loi devrait entrer en vigueur en avril 2008, a indiqué le journal. D'après ce projet de loi, la taxe exceptionnelle sur les bénéfices sera de 25% lorsque le prix du cuivre est entre 2,5 et 3 dollars américains les 500 grammes, 50% lorsque le prix est entre 3 et 3,50 dollars, 75% lorsque le prix est au-dessus de 3,50 dollars. En janvier, la Zambie a annoncé un nouveau plan de réforme pour les taxes sur les activités minières, qui élève sa taxe moyenne de plus de 15 points de pourcentage à 47%.

La croissance économique d'Ouganda atteindra 7% en 2008

L'économie de l'Ouganda se développe « *à un pas rapide* », a déclaré vendredi le Fonds monétaire international (FMI) dans un communiqué publié au terme d'une mission dans ce pays africain pour évaluer son développement économique. « *Avec une forte performance de recettes, l'expansion rapide du crédit et une forte demande en importation, la croissance économique de l'Ouganda en 2007-2008 doit être autour de 7%* », indique le communiqué. La mission du FMI a effectué une visite de dix jours en Ouganda pour évaluer son programme économique de trois ans soutenu par le FMI. L'impact des troubles au Kenya voisin sur l'économie ougandaise a été très limité, estime le FMI.

Al Ahly sous la pression des salaires du football européen

Vaisseau amiral du football égyptien, Al Ahly est victime du succès des pharaons à la CAN en février dernier. Il doit s'aligner sur le professionnalisme européen pour garder ses meilleurs joueurs. Un défi qui ne fait pas peur au club le plus populaire d'Afrique.

Par Daikha Dridi, Le Caire

On ne tourne pas le dos à Al Ahly impunément. Club de football égyptien parmi les plus grands d'Afrique, et certainement le plus populaire du Moyen-Orient, « *Al Ahly au-dessus de tous* » disent les Egyptiens, dans un pays où l'on ne badine pas avec le foot. Pas impunément, même lorsqu'on est une légende vivante, un héros national adulé, vénéré presque. Même lorsqu'on se nomme Essam El Hadary et que 80 millions d'Egyptiens vous appellent avec amour et admiration « *El Sadd el Aly* », le Haut Barrage, allusion au célèbre barrage d'Assouan, construit par le président Nasser dans les années 60. Sacré meilleur gardien de but d'Afrique, considéré comme l'un des meilleurs au monde, Essam El Hadary est aujourd'hui détesté, honni, méprisé dans son club, Al Ahly, et donc par ricochet, par des millions de fans égyptiens. Atterrés que leur idole, à peine accueillie triomphalement de retour du Ghana, ait songé quitter Al Ahly par la petite porte pour s'enfuir vers un pays, la Suisse, plus connue pour son chocolat que pour son football, et désormais porter le maillot du FC Sion, « *un inconnu au bataillon des grands clubs* », persiflent avec dépit presse et supporters.

> *« Les seuls espaces en Egypte où s'exerce une vraie activité démocratique, les milliers de membres élisant librement le président, le conseil d'administration au terme de véritables campagnes électorales. »*

Depuis, pas un jour ne passe sans que la presse ne fasse état de nouveaux rebondissements dans la bataille El Hadary-Al Ahly.

Flambée des offres

Mais le choc et la consternation des Egyptiens ont quelque chose de totalement unique en Afrique. Dans n'importe quel autre pays africain, qui serait surpris par le départ des meilleurs joueurs vers la richissime Europe ? Pendant des années, la singularité des grands clubs de football égyptiens ne résidait pas seulement dans la qualité de leur jeu, mais surtout dans le fait qu'ils réussissaient à demeurer suffisamment attractifs aux yeux de leurs meilleurs joueurs pour qu'ils ne les abandonnent pas pour l'Europe.

Victime de son succès

Aujourd'hui, le syndrome Hadary révèle peut-être un changement de donne, où le football égyptien serait victime de son propre succès. « *Jusque-là, Al Ahly, Zamalek, ont réussi à garder leurs joueurs, mais après la prestation exceptionnelle de l'Egypte à la dernière Coupe d'Afrique, il y a eu flambée des prix, les offres faites aux joueurs égyptiens deviennent difficilement refusables* », explique Fouad Mansour, directeur de la rédaction d'*Al Ahram Hebdo* et spécialiste de foot.

Les grands clubs égyptiens sont des monuments dont la moyenne d'âge oscille entre 80 et 100 ans. Ils ont passé des années à bâtir, à tisser et à investir dans un environnement qui a su retenir leurs joueurs. Né en 1907, Al Ahly était à l'origine une initiative nationaliste d'étudiants désireux de créer un club social pour les Egyptiens, exclus des clubs anglais. Al Ahly est donc, à ce jour, un club social, comme Zamalek, le Sporting Club, etc., une attraction majeure en Egypte des couches moyennes aisées. Il compte 80 000 familles membres qui renouvellent chaque année leur abonnement pour pouvoir profiter d'un espace de verdure et de calme, de cafés et restaurants, d'une piscine et de 18 autres activités sportives. Ces clubs sont aussi, souligne Fouad Mansour, « *les seuls espaces en Egypte où s'exerce une vraie activité démocratique, les milliers de membres élisant librement le président, le conseil d'administration au terme de véritables campagnes électorales* » et où, donc, détail crucial, rendre des comptes pour la gestion du club n'est pas qu'une formalité.

Jusqu'à il y a quelques années de cela, Al Ahly réussissait à garder ses joueurs grâce aux hommes d'affaires qui payaient pour neutraliser les offres des clubs européens. Même chose du côté de Zamalek ou Ismailiya, les hommes d'affaires égyptiens ont ainsi, pour des questions de prestige ou par adulation du foot, largement contribué à faire sédimenter la professionnalisation et l'excellence dans leur pays.



80000 familles abonnées.

Un budget annuel de 45 millions de dollars

Aujourd'hui, affirment les experts, un club comme Al Ahly est suffisamment riche pour ne plus devoir recourir aux donations extérieures. Le budget annuel d'Al Ahly est de 250 millions de livres égyptiennes (plus de 45 millions de dollars) et le club cueille les fruits, selon son directeur, Mouharam El Raghab, d'une stratégie d'investissements initiée il y a plus de dix ans pour diversifier les sources de revenus. Les rentrées d'argent arrivent de toutes parts : droits de diffusion sur les chaînes de télévision, participation du club aux compétitions africaines et mondiales, publicités. Les ventes du maillot du club ont fait rentrer l'année dernière 20 millions de livres égyptiennes, ce qui laisse rêveur lorsqu'on entend son directeur affirmer qu'à ce jour Al Ahly ne touche pas d'argent sur la vente des produits dérivés… produits pirates en réalité! Car il faut le voir pour le croire, Le Caire devient ville rouge, couleur du Ahly, à chaque veillée d'armes du club, les vendeurs des produits faussement estampillés Ahly envahissant toutes les artères et carrefours de la mégalopole. Toutes raisons pour lesquelles Captain Mouharam El Ragheb, comme l'appellent les Ahlaouis, sympathique sexagénaire et ex-champion d'Egypte de natation, ne semble pas du tout craindre les retombées de la Coupe d'Afrique sur son club. Il sait que, s'il a perdu un Hadary hier, il a les moyens demain d'en acheter d'autres. « *A Al Ahly, nous sommes des générations et des générations qui planifions pour rester les champions* », dit-il, calme comme une pyramide dans son vaste bureau grouillant comme une ruche.

Programme d'urgence contre le déficit énergétique en Afrique de l'Ouest

En attendant l'énergie hydroélectrique, l'OMVS a lancé un programme d'urgence pour atténuer le déficit énergétique des pays membres.

Par Mamadou Lamine Diatta, Dakar

Confrontés à un déficit énergétique qui bloque leur essor économique, le Sénégal, le Mali, la Mauritanie et la Guinée viennent de lancer deux programmes de grande envergure pour résoudre les nombreux délestages du courant électrique.

Interconnexion

Réunis depuis 1988 au sein de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), ces quatre pays veulent trouver des solutions d'urgence par l'interconnexion entre le Mali et la Côte d'Ivoire qui sera opérationnelle avant fin 2009, affirme avec conviction Saloum Cissé, le directeur général de la Société de gestion de l'énergie de Manantali (SOGEM) dont le siège se trouve dans la capitale malienne.

> La solution définitive est toutefois dans la mise en service des programmes de production nationale en cours d'exécution, notamment au Sénégal, mais surtout dans la mise en construction des centrales hydroélectriques de Félou et de Gouin.

Cette interconnexion se fera, non seulement grâce à la participation financière de l'OMVS, mais aussi avec l'intéressement au financement des sociétés minières du Mali se trouvant le long du tracé de la ligne. Ce grand programme est considéré comme un programme OMVS parce que sa réalisation permettra de libérer, en partie, le quota d'énergie du Mali du projet Energie de Manantali au profit de la Mauritanie et du Sénégal, les deux pays les plus touchés par le déficit énergétique. Les études déjà réalisées par le Mali ne seront pas refaites. Elles seront prises en compte par l'OMVS qui a donc entamé la recherche du financement de l'interconnexion auprès de ses partenaires traditionnels. Elle envisage aussi, en cas d'insuccès, de lancer dans les plus brefs délais un emprunt obligataire dans la sous-région.

Solution coûteuse

L'interconnexion s'ajoute à une première solution déjà mise en œuvre par l'organisation. Il s'agit de la location de centrales montées sur barge. Deux ont été louées par l'OMVS à Aggreco, une multinationale gérée par des privés londoniens et basée à Dubaï. C'est le Haut-commissaire de l'OMVS, Mohamed Ould Merzoug, qui avait proposé, en décembre 2005, d'installer deux barges de 60 à 120 mégawatts dans l'urgence. Une première centrale d'une capacité de production de 40 mégawatts a été installée au large de Dakar. Une autre barge devrait être fonctionnelle en août prochain à Nouakchott. Elle offrira la possibilité de faire l'échange d'énergie si les besoins peuvent être définis par chaque société d'électricité.

Cette option a l'avantage de la rapidité. La préparation du site est très courte parce que les opérations de génie civil sont minimes. L'exploitant qui fournit les groupes assure la production convenue contractuellement dans un strict cahier des charges. Les spécialistes de l'énergie jugent cette option coûteuse, mais elle a l'aval de la Banque mondiale qui ne voit pas d'autre possibilité de réduire très rapidement le grave déficit qui a coûté des points de croissance aux économies de la région.

Hydroélectricité

La réduction considérable des coupures intempestives d'électricité dans les pays OMVS est réelle. La solution définitive est toutefois dans la mise en service des programmes de production nationale en cours d'exécution, notamment au Sénégal, mais surtout dans la mise en construction des centrales hydroélectriques de Félou (60 mégawatts) et de Gouina (140 mégawatts), en territoire malien. L'électricité produite à Félou sera raccordée au poste de Kayes sur le réseau 225 kilovolts en provenance de Manantali jusqu'aux centres de consommation du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal. Le coût du projet de Félou est de l'ordre de 115 millions de dollars. Il sera financé par la Banque mondiale (75 millions) et la Banque européenne d'investissement (40 millions). La mise en service est prévue en 2011.

Le projet hydroélectrique de Gouina se fera dans la foulée de Félou. Globalement, pour les pays de l'OMVS, l'aménagement hydroélectrique combiné de Félou et Gouina va nécessiter la définition et la mise à niveau du système de transport haute tension. La puissance installée passant de 200 à 400 mégawatts.

L'Association internationale de la sécurité sociale s'engage sur l'Afrique

L'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) a annoncé qu'elle va entreprendre, avec le soutien du gouvernement de la République d'Afrique du Sud, une série d'initiatives destinées à favoriser l'extension de la couverture de la sécurité sociale dans la région Afrique. C'est au cours d'une conférence internationale organisée par le Département du développement social de la République d'Afrique du Sud que le secrétaire général de l'AISS, M. Hans-Horst Konkolewsky, a fait part de ce projet. L'AISS, qui compte en Afrique 79 organisations membres dans 43 pays, organisera le Forum mondial de la sécurité sociale à Cape Town, en Afrique du Sud, du 21 au 27 novembre 2010.

Protocole d'accord entre la Mauritanie et la Chine

Les gouvernements de la Mauritanie et de la République populaire de Chine ont signé, mardi après-midi, un protocole d'accord relatif à l'octroi à l'Etat mauritanien d'un don de 50 millions de yuans, soit 7 millions de dollars américains, et d'un prêt sans intérêt équivalant au même montant. Le protocole d'accord a été signé à l'occasion d'une audience accordée par le Premier ministre mauritanien, Zeine Ould Zeidane, à une délégation chinoise conduite par Li Changchung, membre du comité permanent du Bureau politique du Parti communiste chinois, en présence de plusieurs membres du gouvernement mauritanien, indique l'Agence mauritanienne d'information (AMI). La délégation chinoise est arrivée à Nouakchott mardi en début d'après-midi pour une visite d'amitié et de travail de 4 jours.

L'Angola se tourne vers la Corée du Nord

L'Angola cherche à commencer une nouvelle ère de sa coopération avec la République populaire démocratique de Corée (RPDC), afin de promouvoir la croissance économique et sociale des deux pays, a déclaré mardi à Luanda le Premier ministre angolais Fernando da Piedade Dias dos Santos. M. dos Santos a tenu ces propos lors d'un entretien avec la délégation coréenne dirigée par Kim Yong Nam, président du présidium de l'Assemblée suprême de la RPDC, qui effectue une visite de quatre jours en Angola. Il a souligné la nécessité de réactiver les activités de la commission bilatérale dans le but de stimuler la coopération dans divers domaines.

Cote d'Ivoire : 75,9 milliards pour satisfaire des engagements nouveaux

Précédemment à 2129,1 milliards de FCFA, l'enveloppe budgétaire de l'Etat de Côte d'Ivoire pour l'exercice 2008 a subi une modification à la hausse pour faire face aux coûts financiers découlant des accords (politiques) complémentaires de Ouagadougou.

Par Louis S. Amédé, Abidjan

« *Responsable dans ses objectifs et volontaire dans ses choix* ». C'est ainsi que le ministre ivoirien de l'Economie et des Finances, Charles Koffi Diby, qualifiait lorsqu'elle était encore un projet la feuille de route chiffrée de l'action du gouvernement pour la gestion 2008. L'est-elle encore à 2205 milliards de FCFA ? Le Conseil des ministres du 27 mars 2008 a approuvé une revalorisation de 75,9 milliards de FCFA de cette enveloppe budgétaire. Réajustement qui s'expliquerait essentiellement, selon l'argentier de l'Etat, par « *les modifications induites par la mise en œuvre des accords complémentaires de Ouagadougou, le coût financier des engagements de la dette intérieure, le regain d'activité attendu du secteur pétrolier…* » Des raisons qui, pour être complètes, tiennent également d'une série de défections des partenaires au développement. En effet « *les dons programmes correspondant aux contributions des bailleurs de fonds aux dépenses de sortie de crise enregistrent une baisse de 13,5 milliards pour n'être fixés maintenant qu'à 78,8 milliards de FCFA, les appuis budgétaires initialement prévus à 58,4 milliards de FCFA se chiffrent (désormais) à 49, milliards de FCFA.* » La Banque mondiale, le FMI et l'Union européenne ont chacun revu à la baisse leurs promesses d'appui financier.

Sortie de crise

Les ressources additionnelles nécessaires pour faire face à la donne nouvelle, le gouvernement compte les trouver en interne. « *Les recettes fiscales enregistrent une hausse de 19 milliards de FCFA à 1595,2 milliards, les recettes non fiscales ont augmenté de 24,1 milliards et les emprunts sur les marchés monétaires et financiers sont revalorisés à 124,6 milliards contre 95,4 milliards initialement prévus* ». Ce rabiot budgétaire servira principalement à financer le service de la dette intérieure qui passe de 181,5 milliards à 190,3 milliards, et les dépenses d'investissement en hausse de plus de 32 milliards à 385,3 milliards de FCFA. Pour le reste, comme les années précédentes, le budget 2008 reste encadré par les dépenses liées à la recherche de la paix, la réunification et la reconstruction du pays. Elles ont absorbé l'essentiel des 1819,6 milliards de FCFA mobilisées (au lieu des 1843,2 milliards prévus) en 2007. Et il en va de même cette année avec en prime des élections générales devant permettre au pays de sortir définitivement (?) de la crise. Les perspectives sont conséquemment bloquées sur l'aboutissement du processus de sortie de crise et la mise en œuvre de la reconstruction. Pour ce faire, « *les actions prioritaires retenues dans l'ordonnance portant budget de l'Etat pour l'année 2008 portent sur le désarmement, la réinsertion économique et sociale, la réhabilitation communautaire, l'identification de la population, l'organisation des élections, le service civique et la constitution de la nouvelle armée…* »

> Pour son enveloppe budgétaire nouvelle, projetée à 2205 milliards de FCFA, le gouvernement ivoirien table sur un quasi-doublement du taux de croissance, à 2,9%.

Effets conjugués

Pour son enveloppe budgétaire nouvelle, projetée à 2205 milliards de FCFA, le gouvernement ivoirien table toujours sur un quasi-doublement du taux de croissance, à 2,9% (contre 1,5% en 2007), sous les effets conjugués de la reprise de la production du secteur primaire et la progression des secteurs secondaire et tertiaire. Ainsi, l'Etat compte bien tirer des ressources supplémentaires des revenus du pétrole (7 milliards), de l'impôt foncier (2 milliards), de la TVA (5 milliards), des patentes et licences (2 milliards), des droits et taxes d'importation (10 milliards), des reversements de dividendes de la Petroci (15 milliards) et de la Société ivoirienne de raffinage (5 milliards)… Mais plus encore, il espère, avec les institutions de Bretton de Woods avec lesquelles il s'est rabiboché, s'en tirer avec « *un futur programme triennal soutenu par la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC)* » qui devra permettre au pays d'atteindre ce fameux point de décision de l'initiative PPTE – qui lui échappe toujours d'un doigt depuis 1999.

Des magistrats camerounais en session de formation

Des magistrats de juridictions camerounaises suivent, depuis ce lundi à Yaoundé, une formation en coopération contre le terrorisme, sous l'égide des experts de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. L'objectif de cette formation de trois jours est de faire connaître aux magistrats camerounais des normes juridiques mises en place par les Nations unies pour statuer sur les cas de terrorisme. Les magistrats auront à réfléchir sur des études de cas afin qu'ils ne s'égarent pas devant une procédure relative au terrorisme.

Le gouvernement marocain limite la marge des industriels de l'huile à 7%

Dans le but d'atténuer la flambée des prix de l'huile de table au Maroc, pays importateur de 98% de ses besoins en matières oléagineuses, le gouvernement a décidé de plafonner la marge du secteur à 7%. Signalons que ce produit de première nécessité non-subventionné par l'Etat a évolué durant les dernières années dans un environnement marqué par l'envolée des prix des matières premières, avec une hausse de 70% des prix sur le territoire national et une hausse 150% des cours mondiaux entre 2006 et début 2008. Selon les analystes, ce retour à l'intervention gouvernementale devrait impacter négativement les producteurs nationaux, qui aspirent à élargir leurs marges, notamment après une bataille commerciale de plus de deux ans et dans un contexte de flambée mondiale des prix des graines oléagineuses et des huiles brutes.

Vers le *statu quo* à l'Asecna

L'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna), en crise depuis les retraits annoncés du Sénégal et de Madagascar, est « *en train de s'éloigner de la zone de turbulences* », a déclaré, mardi à Dakar, Dieudonné Mouiri Boussougou, ministre gabonais des Transports et de l'Aviation civile, lors d'une réunion du conseil d'administration de l'Asecna ouverte lundi à Dakar. « *Nous pensons que du côté du Sénégal, les choses se sont calmées.* »

Accord de libéralisation du transport aérien entre le Maroc et la Sierra-Leone

Le Maroc et la Sierra-Leone ont signé, jeudi à Rabat, un accord de libéralisation du transport aérien dans le but de moderniser le cadre juridique, améliorer la qualité des services, réduire les tarifs, accroître le flux des touristes dans les deux sens et contribuer au développement économique et social des deux pays. Signé par le ministre marocain du Transport, Karim Ghellab, et la ministre sierra-léonaise des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Zainab Hawa Bangura, cet accord vise également à renforcer la concurrence loyale entre les opérateurs de transport aérien, a-t-on appris de source officielle jeudi à Rabat. Cet accord ambitionne, en outre, de libéraliser le transport aérien entre les deux pays en ce qui concerne la fréquence des liaisons et le type d'avions utilisés.

Les Sénégalais appelés à consommer ce qu'ils produisent

Les Sénégalais doivent consommer ce qu'ils produisent pour éviter de continuer de subir la hausse répétée des prix des produits de base, comme le riz, le lait et le blé, dont la plupart sont importés, a déclaré mercredi le ministre sénégalais chargé du Commerce. « *Nous sommes le seul pays au monde qui consomme ce qu'il ne produit pas. Il faut sortir de ce modèle de consommation extraverti* », a dit Abdourahim Agne, également ministre de l'Aménagement du territoire et de la Coopération décentralisée, au cours d'une conférence de presse.

Maroc : Les investissements étrangers atteignent 4,5 milliards de dollars

Les Investissements directs étrangers (IDE) au Maroc ont franchi le seuil des 4,5 milliards de dollars en 2007, a indiqué mercredi le ministre marocain de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles technologies, Ahmed Chami. Durant la période 2000-2006, le Maroc a drainé plus de 13 milliards de dollars, soit l'équivalent de deux milliards de dollars par année, a rappelé M. Chami, lors d'une réunion de la Commission des Finances et du développement économique.

Sénégal : nouveau Code des marchés publics

Le nouveau Code des marchés publics du Sénégal proscrit les ententes directes et institue un plan annuel des marchés.

Par Aliou Diongue, Dakar

Le nouveau code adopté par décret présidentiel le 25 avril 2007 supprime les ententes directes. Aucune urgence ne pourra plus être invoquée pour justifier le recours à la pratique de l'entente directe. Le décret se réfère, immédiatement après la Constitution, à l'Acte uniforme relatif au droit de l'arbitrage pris en application du Traité du 17 octobre 1993 relatif à l'OHADA, ainsi qu'à deux directives de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Dakar était pressé depuis plusieurs années par ses partenaires au développement de réformer profondément son système de passation des marchés publics, gangrené par une pratique excessive des ententes directes, ou « marchés de gré à gré ». Peu de statistiques sont disponibles, mais on estime qu'en 1993, les ententes directes ont représenté 51% des contrats de l'administration (CNCA) et 59% de leur coût global.

La pratique des ententes directes a survécu au changement de régime intervenu en mars 2000 et s'est même amplifiée. Les partenaires au développement avaient fini par faire de l'amélioration des procédures budgétaires, et notamment de la réforme du système de passation des marchés publics, une condition pour le déboursement accru, sous forme d'appui budgétaire, de l'aide publique au développement (APD), dont le Sénégal était le deuxième plus grand récipiendaire de la sous-région après le Ghana, avec 440 millions de dollars en 2005.

Transparence

Le peu d'empressement du gouvernement à améliorer la transparence de ses procédures de passation des marchés publics avait maintenu à un faible niveau la part des appuis budgétaires dans le volume de l'APD : 5% seulement contre 25% pour le Ghana.

A l'approche de la signature, prévue en 2007, d'un programme de financement avec le FMI, plusieurs bailleurs de fonds bilatéraux avaient augmenté la pression sur les autorités de Dakar en liant clairement le décaissement de leurs financements à la conclusion effective d'un accord avec le FMI.

Le 3 octobre 2007 à Paris, le gouvernement et le Fonds monétaire signaient un protocole d'accord technique, à la suite de la présentation par le ministre des Finances d'un mémorandum de politiques économiques et financières pour la période 2007-2010.

Dans ce mémorandum, le gouvernement annonçait que, dans le but « *d'inverser la tendance à la hausse du recours aux marchés par entente directe au cours des trois dernières années* », il avait décidé de mettre en œuvre un certain nombre de mesures, notamment « *la limitation de la part des marchés publics passés par entente directe à 20% de l'ensemble des marchés publics, y compris ceux signés par les agences* ».

Conscient que l'écart peut être grand entre l'adoption d'une réforme et sa mise en œuvre, le gouvernement a tenu à se prémunir contre les éventuels stratagèmes. Toutes les institutions publiques seront désormais tenues de se conformer à un plan annuel de passation des marchés préalablement adopté, accompagné d'une évaluation du montant total de ces marchés. Un modèle type de plan de passation des marchés sera élaboré par l'Organe chargé de la régulation des marchés publics.

Réduction des coûts

Le gouvernement n'entend pas s'arrêter en si bon chemin. Au-delà de la rationalisation et de la transparence du système de passation des marchés publics, l'option est clairement affichée de réduire la pression sur les finances publiques par une stratégie visant à faire baisser le coût des prestations de services sollicitées par l'administration et les collectivités locales.

Comment s'assurer que les dispositions innovantes de la réforme seront effectivement appliquées ? Le ministre a institué, au département des Finances, un système de suivi qui permette d'identifier les obstacles et de les lever progressivement. Ce cadre d'évaluation et de suivi sera maintenu jusqu'au mois de juin prochain, au plus tôt. Le retrait de ce dispositif dépendra de l'absence avérée de difficultés à la lumière de l'évaluation.

Le secteur privé et les bailleurs de fonds ont salué la réforme du système de passation des marchés publics. Mais tout le monde reste convaincu que le défi à relever reste l'application effective du nouveau Code des marchés ainsi que la formation des acteurs qui ont la responsabilité de cette mise en œuvre.

Zimbabwe : au-delà des résultats et du suspens

Apurer le dossier de la réforme agraire, redresser l'économie et renouer avec l'Occident. Telle est la feuille de route naturelle de celui qui sortira gagnant d'un scrutin présidentiel aux enjeux multiples.

Par Mohamed Baba Fall, Casablanca

A l'heure où nous mettions sous presse, un suspens inédit régnait sur le Zimbabwe. L'ex Rodhesie britannique, devenue indépendante en 1980, n'a connu jusque-là qu'un seul chef d'Etat, le révolutionnaire Robert Mugabe, 84 ans, bête noire des anglo–saxons, candidat à sa propre succession. Mais, contrairement aux autres scrutins, souvent sans enjeux, celui du dimanche 30 mars paraissait incertain, ce qui a justifié sans doute le retard mis par la commission électorale dans la publication des résultats. Un retard qui a alimenté toutes les rumeurs dans Hararé et qui a encouragé le Secrétaire Général du Mouvement pour le Changement démocratique (MDC), principale formation d'opposition, à proclamer sa victoire. Quitte à défier les forces de l'ordre déployées en masse dans les principales villes du pays. Au-delà de cette bataille du pouvoir, les observateurs qui ont à c?ur, sans doute, l'exemple kenyan, entrevoient dans tous les cas, et quelque soit l'issu du scrutin, une phase post électorale difficile pour ce pays. Réussir à faire admettre aux uns et aux autres les résultats officiels s'annonce un exercice délicat.

> Sur le plan diplomatique, le Zimbabwe, qui n'a admis comme observateurs que les Africains, les Chinois, les Russes, les Iraniens, ou encore les Vénézuéliens, aura fort à faire pour renouer avec l'Occident.

Réforme agraire

Le pouvoir issu des urnes devra sans doute s'atteler aux problèmes économiques, à commencer par le dossier explosif de l'expropriation des fermiers blancs, la relance d'une économie à genoux et le retour dans le concert des nations. Sur le premier point, aucun des deux candidats favoris, à savoir le président Mugabe et Morgan Tsvangirai ne semblaient prêt à revenir sur les expropriations, sujet électoralement porteur. C'est d'ailleurs dans les zones rurales concernées par le mouvement de redistribution des terres que le président sortant était le plus populaire, Harare s'étant rangé selon les résultats partiels dans l'opposition. Sur le deuxième point, l'économie, il faudra au futur président sortir le pays des sévères sanctions prises par l'Occident en 2002, deux ans après une réforme agraire qui a abouti selon les détracteurs du régime Mugabe à une redistribution des terres à la seule nomenclature.

Scrutin régulier

Ce « blocus » serait aujourd'hui responsable d'une inflation record de plus de 100 000% et d'un taux de chômage qui concerne 4 adultes sur cinq. Le blocus aura mis à genoux l'économie du pays, provoqué une crise sociale sans précédent ; mais en rien il n'aura entamé un régime qui a même su faire convertir l'apathie de l'Occident en une redoutable arme de propagande en Afrique. Ce n'est pas par hasard que cela soit les observateurs de la SADC (Communauté des Etats de l'Afrique Australe) qui publient les premiers un communiqué jugeant le scrutin régulier. L'ANC qui gouverne l'Afrique du Sud est parvenue jusque-là à ménager la chèvre et le chou en refusant, d'une part, de se plier aux injonctions du Commonwealth et en tentant, d'autre part, de faire entendre raison au président Mugabe. Sur le plan diplomatique, le Zimbabwe, qui n'a admis comme observateurs que les Africains, les Chinois, les Russes, les Iraniens, ou encore les Vénézuéliens, aura fort à faire pour renouer avec l'Occident. Une mission à priori perdue si Mugabe se succède à lui-même pour la sixième fois.


AFRICA N°1 LA RADIO AFRICAINE
AFRICA N°1
MANU DIBANGO
LE DIMANCHE
9 H 10 - 11 H TEMPS UNIVERSEL
Partenaire Production - Photo Blaise Arnold
LE DIMANCHE, MANU
PARTAGE SES TRÉSORS

Microsoft lance trois nouvelles solutions en Zambie

Microsoft a lancé trois nouvelles solutions logicielles sur le marché zambien afin de marquer un tournant pour que les grandes compagnies et le gouvernement utilisent et gèrent leurs réseaux d'ordinateurs, a rapporté lundi le journal *Zambia Daily Mail*. Le lancement de Windows Server 2008, Visual Studio 2008 et SQL Server 2008 fait partie d'un événement mondial que Microsoft est en train d'annoncer comme l'un des plus grands dans son histoire. Le directeur général de Microsoft pour l'Afrique orientale et australe, Louis Otieno, a indiqué dans un communiqué publié à Lusaka que le lancement aura un intérêt particulier pour les professionnels, les directeurs, les cadres et les responsables publics supérieurs de la technologie de communication et d'information, et aussi pour les personnels qui développent les applications de logiciels en Zambie.

Réduction de 30% des tarifs abonnements au Cap-Vert

La société CVMultimedia, l'unique fournisseur d'accès Internet au Cap-Vert, a annoncé qu'elle réduira à partir du 1er avril les tarifs d'abonnement à l'internet de près de 30%, a-t-on appris vendredi de bonne source à Praia. Selon le directeur de CVMultimédia, Rui Fortes, en plus de la réduction sur les prix, la deuxième en 2008, les clients bénéficieront des services de connexion à haut débit. D'après l'Agence nationale des communications (ANAC), vers la fin de l'an dernier, il n'y avait au Cap-Vert que 6308 abonnés à Internet, dont la majorité utilise le service *dial-up*, soit une liaison à travers le téléphone, jugée très lente. L'entité qui régule le secteur des communications au Cap-Vert attribue cette faible adhésion des Cap-Verdiens à l'internet au fait que les « *prix établis ne sont pas à la portée des consommateurs* ».

L'usurpation d'identité atteint un niveau record

L'usurpation de noms de domaines sur Internet a atteint l'an dernier des niveaux sans précédent dans le monde, a estimé jeudi l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), qui a reçu 18% de plaintes de plus pour « cybersquattage ».

L'OMPI, qui gère un Centre d'arbitrage et de médiation des noms de domaines, a reçu l'an dernier 2156 plaintes contre 1824 en 2006, a déclaré devant la presse le vice-directeur général de l'organisation, Francis Gurry. « *Cette hausse confirme que le cybersquattage reste un problème important pour les titulaires de droits* », a-t-il observé. Les « domaineurs », ou spéculateurs en noms de domaines, sont aux aguets de l'actualité, prêts à enregistrer une adresse dès lors qu'ils perçoivent que celle-ci a des chances d'être revendue à bon prix.

Connecteo cède 49% de son capital à Monaco Telecom

Les fondateurs du groupe Connecteo, fournisseur de services satellite, data et Internet aux entreprises et opérateurs mobiles en Afrique, présent au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en Guinée, au Niger et au Sénégal, ont cédé 49% de leurs participations à l'opérateur Monaco Telecom, filiale de Cable & Wireless. Connecteo déploie une gamme complète de services de transmissions de données et d'accès à Internet dans les zones géographiques non desservies par le haut débit filaire.

Orange installe le haut débit à Madagascar

Orange, groupe France Télécom, annonce qu'il va réaliser un câble sous-marin en fibre optique permettant à Madagascar de bénéficier du haut débit. Baptisé LION, ce câble de 1800 km reliera, dès mi 2009, Madagascar au câble dénommé Sat3-Wasc-Safe, déjà existant dans la région. LION reliera Madagascar au reste du monde *via* La Réunion et l'Ile Maurice, qui constituent les deux points de connexion au câble Sat3-Wasc-Safe, reliant lui-même l'Europe à l'Asie, en passant par le sud de l'Afrique. Cet investissement sera réalisé par « *un consortium réunissant Orange Madagascar, Mauritius Télécom et France Télécom qui opérera ce câble. Le consortium pourrait être élargi ultérieurement à d'autres partenaires* », précise le groupe.

Nouvelles solutions innovantes pour le stockage des données

En ces temps où les établissements crédits mettent les bouchées doubles pour parachever leurs systèmes de plan de continuation, la sécurisation du stockage des données devient incontournable. Cela d'autant qu'avec les dispositions de Bâle II, relatives au risque opérationnel, il n'est pas superflu d'attendre du régulateur une injonction envers les banques et tous les dépositaires de l'épargne afin que ceux-ci prennent des mesures efficaces pour protéger leurs bases de données. Le problème du stockage des bases de données ne se pose pas qu'aux seuls établissements financiers. Tous secteurs confondus, on assiste à une explosion des données numériques en entreprise. Ces données se sont accrues de 36 fois depuis 1997. Pour y remédier les développeurs sont à pied d'œuvre. Ainsi, la division HP pour le Maroc, l'Afrique du Nord et de l'Ouest a présenté, fin mars à Casablanca, des solutions innovantes pour le stockage des données informatiques. Destinée spécialement aux PME, cette baie de stockage dont la capacité peut atteindre jusqu'à 96 To permet de faire face à la croissance rapide du volume des données. L'offre appelée « Entreprise virtual Array », en anglais, comporte des fonctions de virtualisation et de *provisionning* jusque-là réservées aux grandes entreprises.

Pour les responsables de HP, l'intérêt présenté par la baie de stockage s'exprime aussi en termes de gains de temps : « les responsables informatiques consacrent jusqu'à 75% moins de temps à administrer la baie EVA que les solutions courantes », assure-t-on. Côté sécurité, la baie dispose de composants pouvant être remplacés à chaud comme les disques. De plus, l'utilisateur peut répliquer des données, localement ou à distance. La compatibilité et la facilité d'intégration avec les applications courantes comme Microsoft Exhange, Oracle et Sap, sont assurées. Cette solution de stockage en réseau est adaptée à divers systèmes d'exploitation comme Windows, Hp-Linux, OVMS, etc.

Stockvis veut faire rouler les voitures chinoises au Maroc

Premier rendez-vous, lundi 24 mars 2008, des dirigeants de Stockvis Nord Afrique avec la presse depuis son introduction en bourse par augmentation de capital en décembre dernier. La première entreprise marocaine certifiée par le label social de la Confédération générale des entrepreneurs du Maroc (CGEM) se porte plutôt bien. Avec un chiffre d'affaires établi à 565 millions (au dessus des engagements pris avec les autorités de la Bourse de Casablanca), soutenu par la fourniture d'engins de travaux publics et par l'agriculture. Ces deux pôles représentent 90% de l'ensemble des facturations de la société. Au-delà des résultats, le distributeur de marques de matériel agricole et de BTP a placé l'année 2008 sous le signe de la diversification. L'importation des véhicules chinois pour les particuliers figure en bonne place dans l'agenda de Pacific Motors, filiale dédié, focalisée jusque-là sur la distribution des véhicules *pick up* et Suv chinois. Le contrat de partenariat avec la firme chinoise Anhui Changfeng Yangzi Motor Manufacturing trace la route pour les voitures chinoises au Maroc. Toutefois, la marge de compétitivité de ces voitures au Maroc risque, notons-le, d'être entamée avec la levée des droits de douane sur les automobiles importées d'Europe, prévue entre 2010 et 2012. Autre ajustement annoncé, l'orientation de Komcat vers la location des engins et du matériel agricole. Dans ce sens, un premier contrat a été signé avec Altadis Maroc et concerne la location de 40 chariots élévateurs. Ne restait plus aux dirigeants de cette entreprise cotée à la Bourse de Casablanca que de pousser leur stratégie de diversification vers l'informatique. Un pas franchi avec la mise en place de CIOA MA, plateforme de *e-business* orientée *B to B*. Autant de paris qui expliquent les perspectives de Stockvis tablant sur une croissance de 30% de son chiffre d'affaires en 2008 et une progression du résultat net de 50%.

Cegelec Maroc s'engage sur la voie de l'export

Filiale d'un groupe international présent dans plus de 30 pays avec 1200 implantations, Cegelec Maroc a récemment dévoilé sa stratégie de développement lors d'une conférence de presse. Le groupe fournisseur de solutions et de services techniques compte sur son *leadership* dans le marché marocain pour se positionner comme le partenaire idéal de clients potentiels sur les marchés voisins. En tout, ce sont tous les métiers arrivés à maturité sur le marché marocain qui sont susceptibles d'être développé sur l'export. Entre autres, le transport d'énergie (lignes et postes 400 kv/225kv/60kv), la transformation et la distribution de l'énergie (électrification rurale et urbaine), le pompage (stations de traitement, l'électrification ferroviaire). En jouant la carte de l'export vers les pays limitrophes. Ce sera, précise le management, à travers une approche groupe, et d'autre part à travers la dynamique d'ouverture du Maroc sur l'international. Après des opérations réussies au Sénégal et en Mauritanie, le groupe vise de manière plus large le Maghreb, l'Afrique de l'Ouest et le Moyen-Orient. Sur l'Europe, la filiale exporte déjà le savoir-faire de ses équipes dans le domaine de l'ingénierie dans des activités classiques comme la distribution de l'électricité, mais aussi dans des domaines de pointe comme les protections et contrôle, la commande des process industriels, etc. Cette ouverture à l'international devrait s'accélérer au cours de l'année 2008.

MBF

L'Afrique et le modèle chinois

Le processus de transition économique en Chine est très instructif dans la mesure où il peut fournir un certain nombre d'enseignements intéressants et importants pour d'autres économies en transition, quant à la stratégie de réforme à poursuivre.

L'état initial de l'économie à réformer détermine laquelle de l'approche graduelle ou de la thérapie de choc est la stratégie de réforme la plus appropriée. Ainsi, la Chine a commencé son processus de réforme dans une position relativement avantageuse. En effet, même si l'économie ne fonctionnait pas efficacement en raison des distorsions générées par le système de planification, il n'en demeure pas moins qu'elle affichait une croissance positive, une inflation et des déficits faibles, une épargne élevée et un faible endettement extérieur. C'est la raison pour laquelle l'économie chinoise n'avait pas besoin de commencer sa transition avec un programme de stabilisation macroéconomique. Par ailleurs, la Chine a maintenu le contrôle politique centralisé entre les mains du parti communiste, à la différence des autres économies de transition en Europe qui ont vu la fin de leurs Etats communistes. Pour la Chine la réforme politique n'était pas à l'ordre du jour. Ainsi, le point de départ de la réforme économique en Chine résidait dans une relative stabilité économique et politique.

> Dans le secteur industriel, la Chine possède un ingrédient unique et dynamique : les Entreprises des communes et des villages, qui contribuent de façon majeure aux exportations et au développement de l'économie de marché.

Production agricole
D'autre part, la réforme a été initialement focalisée sur un secteur de l'économie qui offrait les plus fortes chances de réussite. Dans le cas de la Chine, c'était le secteur agricole. Il s'agit d'un secteur clé en termes d'emploi, qui a été sacrifié pendant la période de planification centralisée. Etant donné le potentiel considérable et la probabilité de réussite de sa réforme, il représentait un bon tremplin pour la mise en œuvre de réformes ultérieures. Sa croissance rapide, pendant la première période de réformes, a amélioré considérablement la productivité à travers la réallocation des ressources, la croissance de la production et l'augmentation du revenu des paysans. Cette dernière a généré une épargne rurale considérable et, donc, des fonds pour l'investissement dans les entreprises des communes et des villages, qui allaient constituer la composante dynamique majeure du secteur non étatique. Suite à ce premier succès, la cible des réformes est devenue le secteur industriel, au milieu des années 1980, où l'accent a été mis sur une plus grande autonomie des entreprises.

Industrialisation du monde rural
Dans le secteur industriel, la Chine possède un ingrédient unique et dynamique : les Entreprises des communes et des villages (ECV). En effet, les ECV contribuent de façon majeure aux exportations, au développement de l'économie de marché, elles ont créé environ 100 millions de nouveaux emplois depuis le début du processus de réforme et favorisé l'industrialisation du monde rural. Bien que les aspects du phénomène ECV soient spécifiques à la Chine, leur expérience fournit des enseignements intéressants pour les autres économies en transition, notamment l'importance de la libéralisation des marchés et de la concurrence, la nécessité de soumettre les entreprises à la sanction de la contrainte financière, et le besoin d'incitations appropriées pour les collectivités locales.

Intégration dans l'économie mondiale
Depuis le début de la réforme économique, la Chine s'est progressivement ouverte et intégrée dans l'économie mondiale, ce qui s'est traduit par une augmentation de son commerce extérieur et des flux d'investissements directs étrangers en sa faveur. Il faut souligner ici que le choix, par le gouvernement chinois, de l'ouverture et de l'intégration économique a été en grande partie inspiré par les expériences de ses voisins régionaux dynamiques. Un choix payant puisqu'en moins de deux décennies la part de la Chine dans les exportations mondiales a presque triplé. La politique d'ouverture a permis à la Chine d'accéder à la technologie et aux idées occidentales par le biais des investissements directs étrangers (IDE), lesquels ont joué un rôle clé dans son processus de développement économique. Par ailleurs, la Chine jouit d'une position avantageuse grâce à ses liens culturels, familiaux et historiques avec Hong-Kong et Taïwan. Enfin, avec une main-d'oeuvre relativement bon marché, qualifiée et flexible, la Chine restera une destination attractive pour les IDE, notamment ceux portant sur les industries à forte intensité en main d'œuvre.

James Kathuri, enseignant à l'Université Kenyatta. En collaboration avec African Executive et www.UnMondeLibre.org

Pétrole : le bonheur des uns et le malheur des autres

Certains pays africains se frottent les mains tandis que les importateurs pourraient voir l'annihilation des effacements de dette.

Par Robert Adandé, Dakar

140 décideurs de banques centrales, économistes, représentants des Ministères de l'énergie et des finances, dirigeants de sociétés pétrolières, représentants d'industries à forte consommation en pétrole se sont réunis récemment à Washington sur le thème : « Volatilité des prix du pétrole, impact économique et gestion financière ».

Ampleur surprenante
Selon Shane Streifel, économiste senior de la Banque mondiale, « *le prix du pétrole a grimpé beaucoup plus que prévu* ». Les raisons qui pourraient justifier un tel état de fait sont multiples : l'affaissement du dollar, qui attire en masse les investisseurs vers les marchés des matières premières, la perte de la capacité excédentaire du pétrole, l'augmentation décevante de l'offre des pays non membres de l'OPEP, la hausse des coûts de production, et la diminution de la production de l'OPEP de l'ordre de 1,5 million de barils en 2006 et 2007.
Cette combinaison de facteurs pourrait, selon la même économiste, expliquer la hausse et porter un sérieux coup à la stabilité de l'économie mondiale. Même si un autre regard offre à cette situation des opportunités reluisantes pour certains pays africains.

Aubaine
Louis Kasekende, économiste en chef de la BAD, révèle que la hausse des revenus pétroliers constitue une excellente perspective économique pour les pays exportateurs de pétrole. Seulement, de nombreux défis devraient être relevés afin de bénéficier de ces avantages. Pour l'expert de la BAD, « *… les pays exportateurs nets de pétrole, ainsi que les exportateurs de métaux devraient bénéficier d'un afflux massif de revenus extérieurs, qu'ils pourraient consacrer à leur action de développement, comme par exemple l'accélération du rythme de mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).* »
Mais cette aubaine reste tout de même subséquente à la préservation en valeur de l'accroissement des réserves générées par la hausse des cours. Chose bien difficile, car les actifs sont en dollars.
Les effets de la percée du brut sur le marché mondial varient suivant la nature des pays. La récente flambée pourrait avoir des conséquences dramatiques sur les pays importateurs, prévient Louis Kasekende. 38 pays africains sont importateurs nets de l'or noir, et la flambée des cours pourrait annihiler les effets de l'allégement de dette dont ils ont pu bénéficier au cours des ces dernières années.

Chute du billet vert
Toutefois, la chute du billet vert face aux principales devises africaines renforce le pouvoir d'achat des investisseurs disposant d'autres monnaies que le dollar. 85% des exportations des pays africains se réalisant hors du continent, en l'occurrence dans des pays où la monnaie s'est appréciée par rapport au dollar, l'exportation en dollars rend les produits africains plus concurrentiels, générant ainsi plus de possibilités de revenus, avise l'économiste en chef de la BAD. Mais, poursuit-il, si l'essentiel des réserves des pays africains, qui est assurément constitué en dollars, devait fondre, les pays subiraient de sérieux désagréments lorsque viendra le moment de convertir leurs avoirs dans d'autres devises telles que l'euro, par exemple.

250 000 enfants sénégalais élisent les champions des droits de l'enfant

Près de 250 000 enfants sénégalais sont appelés à se rendre aux urnes, du 25 au 28 mars, pour choisir l'individu ou l'organisation qui a accompli des actes exceptionnels afin de défendre les droits de l'enfant dans le monde, a appris Xinhua samedi de sources officielles. Environ 800 écoles sénégalaises participeront au vote mondial pour le Prix des enfants du monde pour les droits de l'enfant, initié par l'Organisation éducation et développement de l'enfant (EDEN), avec l'appui de l'ONG Save the Children Suède et des deux ministères concernés (éducation et famille). Les trois finalistes retenues pour l'édition 2008 sont Josefina Codori (Pérou), Agnes Stevens (Etats-Unis) et Somaly Mam (Cambodge).

Le Gabon veut rénover son système éducatif national

Le Premier ministre gabonais, Jean Eyéghé Ndong, a présidé, à la cité de la démocratie de Libreville, la cérémonie d'ouverture de cette rencontre qui réunit de nombreux responsables et experts du secteur éducatif du pays. Organisées par le Ministère de l'éducation nationale et de l'instruction civique, ces assises visent à rénover en profondeur le système éducatif, puis à le faire tendre vers l'excellence. La réflexion devrait de ce fait porter sur la pédagogie en milieu scolaire et le management, qui prendra en compte le fonctionnement, les outils d'aide à la décision, le contrôle administratif et financier.

L'avenir d'Al-Jazeera International en équation

L'avenir de la chaîne Al-Jazeera International, l'équivalent en langue anglaise de la célèbre chaîne de télévision qatarie, semble en jeu avec la défection de plusieurs de ses journalistes et présentateurs, rapportent mercredi des médias londoniens. Selon des sources proches d'Al-Jazeera International, 15 journalistes et présentateurs ont quitté la chaîne sur fond de plaintes au sujet du manque de visibilité et de disputes autour des contrats liant les journalistes à l'administration.

Fès déclarée capitale méditerranéenne de la philosophie

Les chercheurs réunis à Fès dans le cadre de la 7e rencontre internationale « Printemps de la philosophie » ont décidé de déclarer la cité idrisside capitale méditerranéenne de la philosophie en 2008. Dans une déclaration finale, signée par un parterre de chercheurs et d'intellectuels représentant l'Allemagne, la Bulgarie, l'Egypte, l'Espagne, la France, l'Italie, la Jordanie, le Maroc, la Tunisie et la Syrie, il a été proposé de déclarer Fès capitale de la philosophie dans le pourtour méditerranéen au titre de l'année 2008.

Six mois de prison pour un journaliste égyptien

Un célèbre journaliste égyptien, Ibrahim Eissa, a été condamné mercredi à six mois de prison pour avoir fait état de rumeurs sur la santé du président Hosni Moubarak. Le verdict contre le rédacteur en chef du magazine d'opposition *al-Destour* a été prononcé par le tribunal correctionnel du Caire, présidé par le juge Chérif Kamel Moustapha, qui siégeait dans une banlieue nord-est, selon un correspondant de l'AFP. M. Eissa, 43 ans, a été reconnu coupable de « *diffusion de fausse information* » nuisible « *à l'intérêt général et la stabilité du pays* ».

La presse privée tchadienne forme une alliance

Les principaux titres de la presse privée tchadienne, qui ont cessé de paraître mi-février suite aux restrictions draconiennes imposées avec l'état d'urgence, se sont regroupés pour publier vendredi, avec le soutien de RSF, un journal en commun. « Le Journal des Journaux », 12 pages conçues par les journalistes de six médias (*N'Djamena Hebdo*, *Le Temps*, *Notre temps*, l'*Observateur*, *Le Miroir* et la radio *FM-Liberté*), paraîtra vendredi à N'Djamena et sera tiré à 10 000 exemplaires. L'organisation Reporters sans frontières (RSF) a financé l'impression de ce journal qui vise à « *présenter un front commun pour interpeller le gouvernement tchadien sur la disparition de la presse privée* », selon Léonard Vincent, responsable de RSF pour l'opération.

L'Afrique du Sud refoule 8000 Mozambicains

Orlando Cossa, chef des services de l'immigration à Ressano Garcia, a déclaré qu'au moins 8017 Mozambicains illégaux ont été rapatriés à travers le poste frontière depuis le début de ce mois-ci. En février, au moins 3577 Mozambicains illégaux avaient été rapatriés. Par ailleurs, M. Cossa a déclaré que les officiels mozambicains de l'immigration ont également explusé 16 Sud-Africains qui habitaient illégalement au Mozambique.

Le gouvernement de Lagos investit dans le transport urbain

Le gouvernement d'Etat du centre économique du Nigeria, Lagos, a déclaré qu'il augmenterait la flotte de son projet de transit rapide d'autocar (Bus Rapid Transit - BRT) de 500 bus supplémentaires l'année prochaine, ont rapporté vendredi les médias locaux. Ahmed Omisore, un haut responsable du gouvernement local, a révélé cette initiative à l'agence de presse nigériane vendredi à Lagos. M. Omisore a déclaré que les bus supplémentaires permettront de satisfaire le nombre croissant de passagers. Ce responsable n'a pas révélé le coût des autocars, mais a expliqué qu'aucun montant ne serait trop élevé pour rendre le transport plus facile pour les habitants de Lagos.

Les Etats-Unis exhortent le gouvernement et les rebelles ougandais à faire la paix

Les Etats-Unis ont exhorté vendredi le gouvernement ougandais et la rébellion de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) à conclure un accord de paix, afin de mettre un terme à la guerre civile. « *Nous appelons les parties à signer l'Accord de paix final au plus tard à la fin mars pour montrer leur engagement en faveur de la paix et pour envoyer un signal fort de cet engagement, à la fois à la communauté internationale et aux Ougandais du nord* », a déclaré le porte-parole du département d'Etat amércain, Sean McCormack. Les représentants du gouvernement ougandais et la LRA ont signé plus tôt ce mois un accord visant à prolonger le cessez-le-feu conclu à Juba, dans le sud du Soudan, où les négociateurs des deux parties ont entamé des négociations de paix depuis 2006. La prolongation du cessez-le-feu expirera le 28 mars.

La frontière algéro-marocaine, otage de la politique, en dépit du bon sens

Fermée par Alger depuis 1994, suite à l'instauration unilatérale du Maroc d'un visa d'entrée, la frontière algéro-marocaine, territoire de contrebande en tout genre, attend sa réouverture à l'orée de chaque été.

Par Nadia Hachelaf, Alger

Un appel du Ministère des affaires étrangères marocain à la « *normalisation* » et à la réouverture de la frontière avec l'Algérie a été lancé le 21 mars dernier. L'appel a suivi une déclaration du président algérien Abdelaziz Bouteflika à l'agence Reuters, estimant que la réouverture des frontières était « *tout à fait envisageable* » et que c'était un « *souhait* », mais que cela demeurait tributaire « *des conditions liées à sa fermeture* », et que devraient être « *levés tous les obstacles qui l'empêchent actuellement* ». L'appel marocain a suscité une réponse négative du ministre de l'intérieur, Yazid Zerhouni, qui a estimé que « *le problème de la circulation (des biens et des personnes) aux frontières ne peut être dissocié d'une approche globale de ce que nous voulons faire de notre Maghreb* ». A Alger, ceux qui défendent la réouverture de la frontière regrettent que le Maroc ait fait le choix de l'interpellation publique. Le recours au communiqué public, au lendemain de l'échec d'un nouveau round de négociations entre Rabat et le Polisario, comportait le risque d'être interprété comme une simple opération de marketing politique. « *A priori, une telle décision devrait être mise à la disposition du partenaire avant d'être rendue publique, si elle avait pour objectif réel de régler un conflit. Il semble que ce ne fut pas le cas* » regrette Abed Charef dans un article intitulé « Petites combines contre Grand Maghreb ».

Des économistes à contre-courant …

Mais la péripétie a tout de même poussé des économistes algériens à contester une idée reçue, à nouveau avancée dans la presse algérienne, selon laquelle l'Algérie n'aurait rien à gagner à l'ouverture des frontières. C'est une thèse absurde, estime Ghazi Hidouci, l'ancien ministre de l'Economie. « *La frontière est ouverte avec la Tunisie pour les mêmes produits, en quoi cela nuirait-il à l'économie algérienne qu'elle soit ouverte avec le Maroc ?* » A contre-courant de la thèse dominante dans la presse, il estime que l'Algérie y gagne autant que le Maroc. « *C'est une évidence, notre marché ne produit pas pour nos besoins. Nous importons du monde entier, en devises fortes, avec les coûts de transports intégrés dans les prix commerciaux. Rien ne devrait nous empêcher d'ouvrir notre marché aux voisins qui ont des productions consommées par notre population. Le problème principal en cette période de crise mondiale est de contrôler les prix des produits de grande consommation. Les produits qui proviennent des voisins seront moins chers car les coûts de transports sont moindres, les coûts de stockage aussi…* » Si on faisait preuve d'un minimum d'adaptation, estime-t-il, on devrait conclure des accords de paiements pour faciliter les transactions entre opérateurs des deux côtés de la frontière et réduire les volumes de transferts de fonds. Selon cet économiste, le maintien de la fermeture de la frontière ne bénéficie qu'aux contrebandiers et aux trafiquants.

De vieux arguments devant une réalité nouvelle

Les arguments des opposants à l'ouverture de la frontière terrestre entre l'Algérie et le Maroc ne se sont pas beaucoup renouvelés à Alger depuis 1994, date de leur dernière fermeture. La migration massive de produits algériens « bon marché » au profit des Marocains est le plus cité, avec le risque d'une explosion du trafic de cannabis provenant du Maroc. Or les prix intérieurs, de l'agroalimentaire notamment, se sont très sensiblement rapprochés depuis dix ans entre les deux pays avec la quasi-suppression du soutien public aux prix en Algérie. Le carburant algérien continue de passer clandestinement au Maroc et le cannabis – désormais plantés dans le sud-ouest algérien – n'a pas besoin de frontière ouverte pour passer. La normalisation des rapports frontaliers devrait profiter à l'économie et aux populations des deux pays. Pour rappel, les échanges inter-maghrébins ne dépassent pas 3% des échanges de chacun des pays concernés. Reda Hamiani avait estimé, en 2006, que les coûts du non-Maghreb équivalent, à chacun des pays, à 1 à 2 points de croissance en moins chaque année. Certaines études chiffrent même le coût à près de 3% de manque à gagner en croissance du PIB. Avec seulement 1%, ce serait une valeur ajoutée de 10 milliards de dollars par an pour les cinq pays.

Un Barcelone II au lieu de l'UM : mieux, pas mieux, sans opinion…

L'UE va travailler dans les prochaines semaines à donner un contenu nouveau au mariage du processus euro-méditerranéen de Barcelone avec l'initiative de l'Union de la méditerranée devenu « pour la méditerranée ». Les pays du Sud observent…

Par Ihsane El Kadi, Alger

Bruxelles est de retour en Méditerranée. Le sommet européen du 13-14 mars dernier a donc remis la main sur l'initiative française de lancer une Union de la Méditerranée en la « dissolvant » dans un processus de Barcelone rénové. Le sommet du 13 juillet prochain à Paris réunira donc les pays du Sud Méditerranée et les 27 de l'Union européenne autour d'un agenda encore à déterminer. Plusieurs conséquences sont induites par le compromis franco-germanique du 3 mars dernier qui ouvre la voie à l'Union pour la Méditerranée, celles qui assurent une continuité avec le passé et celles qui marquent un tournant.

Continuité

Dans la première catégorie, le processus de Barcelone, lancé en 1995 pour créer par « *l'intégration de marché* » une zone de « *co-prospérité* » sur les deux rives, se poursuivra. Il implique que des fonds communautaires continueront à être utilisés par Bruxelles dans la zone Méditerranée, non plus parallèlement à une nouvelle initiative (UM) mais au sein même de celle-ci. C'était là le point de friction principal entre Paris et ses partenaires nord-européens, l'Allemagne en tête. L'ambassadeur français auprès du projet Union de la Méditerranée (UM), M Alain de Roy, n'avait jamais réussi à être tout à fait tranchant sur le solde des financements du projet lancé par le président Sarkozy. Officiellement, les projets librement retenus par les pays des deux rives seraient financés par eux-mêmes. Officieusement, « l'aide » de Bruxelles n'a jamais été exclue. La chancelière allemande Angela Merkel a fait infléchir le président français le jour où elle a opposé un non catégorique à tout usage de fonds européens pour aider au développement d'un projet, l'UM, dans lequel l'Union européenne n'était pas impliquée en tant que telle.

Ce qui va tout de même changer

La fusion de Barcelone et du projet de l'UM implique la fin de deux concepts clés dans l'initiative française : « *la géométrie variable* » des participants aux projets et leur « *adhésion volontaire* ». C'est donc le « bahut » administratif des 27 qui se plante à nouveau dans le décor. Or, une grande partie de la critique faite au processus de Barcelone à l'occasion de ses dix ans, en novembre 2005, vient de là : Bruxelles traite le Sud Méditerranée comme une administration qui traîne un boulet budgétaire ; le contenu dynamique est perdu de vue. Or l'UM de Sarkozy voulait redonner, par la proximité des voisinages, ce « *supplément de destin* » qui manquait au processus de Barcelone. Les pays du Maghreb et du Proche-Orient ne savent pas vraiment s'ils doivent se réjouir du compromis européen qui réintroduit la machine des 27 dans le jeu. Un tête à tête avec les seuls pays du sud de l'Europe promettait d'être plus dense, même si son contenu finalement minimaliste – approche par projets – n'a jamais réussi à soulever l'enthousiasme, de Rabat au Caire. La nouvelle mouture qu'annoncent les cinq lignes en annexe du communiqué de Bruxelles du 14 mars va cependant conserver quelque chose de la « vision » de l'Union de la Méditerranée : la parité dans la direction, l'animation et le financement des projets qui feront la substance du nouveau cours euro-méditerranéen. Dès le sommet de juillet prochain, l'institution qui sera désignée pour coiffer Barcelone – Union pour la Méditerranée devra réfléchir à une co-présidence tournante.

> C'est la fin de deux concepts clés dans l'initiative française : « *la géométrie variable* » et l'« *adhésion volontaire* ». C'est donc le bahut administratif des 27 qui se plante à nouveau dans le décor.

Le nord de l'Europe voulait en être …

En définitif, le bras de fer entre Paris et Berlin sur l'architecture de la politique européenne vers son voisinage sud n'a pas permis de bien comprendre l'enjeu. L'Union de la Méditerranée initiale était présentée par ses promoteurs, notamment le conseiller présidentiel Henry Guaino, comme la réponse à un besoin pour l'Europe de développer son Sud pour mieux bénéficier d'un retour d'effet de croissance, comme c'est le cas pour les Etats-Unis avec l'Amérique centrale et du Japon avec l'Asie de l'Est et du Sud. L'Europe du Nord a tout fait pour en être. L'avenir dira si c'était pour mieux en profiter ou pour mieux contrôler ce qui est encore perçu, à Bruxelles, comme un poste de dépense à fonds perdus.

La revue de presse africaine de Londres

FINANCIAL TIMES The Economist theguardian NEWSTATESMAN 

Au moment où nous mettions sous presse, les Zimbabwéens s'apprêtaient à élire un nouveau président de la République. Et, dans son ensemble, la presse britannique a focalisé sa couverture sur tous les aspects de la vie politique et économique de ce pays, dirigé par le vétéran Robert Mugabe, 84 ans, dont vingt-huit au pouvoir.

Des élections controversées

Newstatesman donne la parole à Rose Benton, une activiste zimbabwéenne qui vit à Londres depuis une quarantaine d'années, qui est coordinatrice d'un comité d'action contre le pouvoir en place et qui, chaque semaine, manifeste devant l'ambassade zimbabwéenne à Londres depuis 2002. Rose Benton affirme qu'en 2001 une livre sterling valait 100 dollars zimbabwéens. Et maintenant, la même livre vaut au taux officiel 130 millions de dollars zimbabwéens. La débâcle économique milite contre Mugabe à cette élection, mais il n'est pas certain que son parti voudrait le sanctionner. Mme Benton affirme au *Newstatesman* qu'elle est certaine que les élections seront encore cette fois truquées.
Le quotidien *The Times* a reçu un reportage de son correspondant à Harare, Jan Raath. Il affirme que la couverture de la campagne a été biaisée en faveur du candidat Mugabe. Le président sortant aurait reçu en un mois une couverture des structures médiatiques d'Etat de 202 minutes, alors que l'opposant Morgan Tsvangirai n'a eu que 9 minutes. Le journal rappelle que l'inflation est à 100 000% et qu'il y a quatre mois la plus grosse coupure d'argent était de 200 000 dollars zimbabwéens, alors qu'aujourd'hui il y a des coupures de dix millions de dollars zimbabwéens en circulation. Un autre correspondant du journal à Harare précise que les coûts d'enterrements sont devenus si élevés qu'il est presque impossible à certaines familles d'enterrer leurs morts.
The Economist, lui, parle de la défaite annoncée de Robert Mugabe, si le scrutin est libre et juste. Le journal précise que, pour la première fois depuis 1980, il y a une chance réelle pour qu'il puisse être battu. Et les chances d'un second tour sont probables. Mais *The Economist*, dans son analyse, précise que les chefs de l'armée, de la police et des services de prisons ont réitéré leur soutien ferme à Robert Mugabe, ajoutant même qu'ils n'accepteraient pas une défaite du président sortant. Et, comme pour montrer la couleur, le président de la Commission électorale du Zimbabwe a annoncé que les bulletins seront décomptés au siège de la Commission électorale, et non dans les bureaux de vote. Et les policiers seront admissibles à l'intérieur de ces bureaux.
Le *Guardian* titre « L'opposition menace d'organiser des manifestations post-électorales ». Le journal, qui cite Morgan Tsvangirai, le leader de l'opposition et président du MDC, indique que l'opposition zimbabwéenne mettra à genoux le gouvernement du président Mugabe dans le style de ce qui s'est passé au Kenya. Ce journal de centre gauche annonce que l'opposition aurait déjà décelé des noms suspicieux sur les listes de 28 circonscriptions électorales.
Le *Financial Times,* quant à lui, titre « *Des électeurs fantômes prendront part au scrutin au Zimbabwe* ». Le *FT* donne l'exemple de Theresa Mankone, député du MDC, qui dit avoir déjà découvert une circonscription fantôme. Le journal des milieux financiers de Londres, qui a interrogé Morgan Tsvangirai, donne comme un avertissement au président sortant : « *Truque le scrutin à tes risques* ». Dans cette interview, le chef du MDC, le principal parti de l'opposition, ne lance pas franchement un appel à la désobéissance civile, mais il affirme que les populations zimbabwéennes devraient prendre leurs responsabilités. Le MDC, a-t-il ajouté, ne se contentera plus, comme lors de la dernière élection, de porter plainte devant les tribunaux. Les Zimbabwéens devront protéger leurs choix, poursuit-il.

Limogeages au Nigeria

Au Nigeria, le *FT* rapporte que le président Yar'Adua a limogé deux ministres suspectés d'être mêlés à des détournements de deniers publics. Il s'agit du ministre de la Santé Adenike Grange et de Gabriel Aduku, vice-ministre de la Santé. Selon des informations rapportées par la presse nigériane, le Ministère de la santé aurait dépensé en cadeaux de Noël et autres contrats pour environ 2,7 millions de dollars américains. Cette démission, selon la présidence nigériane, permettra aux deux suspects de se disculper devant la Commission pour les crimes économiques et financiers.

Débarquement allié à Anjouan

C'est encore le *FT* qui évoque la reprise de l'île d'Anjouan par les forces comoriennes, appuyées par les troupes de l'Union africaine. Apres le débarquement des troupes africaines alliées sur l'île d'Anjouan, le chef autoproclamé d'Anjouan Mohamed Bacar s'est réfugié à Mayotte avant d'être évacué sur l'Ile de la Réunion.

Le Botswana modèle

The Economist évoque les succès remportés par le Botswana, surtout après un passage de témoin entre le président sortant Festus Mogae et son dauphin Ian Khama. Le journal précise qu'il est toujours rare, encore de nos jours en Afrique, de voir un président renoncer à son fauteuil et passer la main à son successeur sans velléité de changer la Constitution pour un énième mandat. *The Economist* précise qu'avec 5 900 dollars américains de revenu par tête d'habitant, le pays devance la Malaisie. Cela a été possible à cause de la richesse du pays en diamant, mais surtout parce que cette richesse a été bien utilisée dans les infrastructures du pays et non placée dans des banques à l'étranger.

Cher football

Enfin, *The Voice* nous fait découvrir cette information : « *Les coûts de l'organisation de la Coupe du monde de football sont en constante augmentation pour atteindre aujourd'hui un total de 3,7 milliards de dollars US* ». Au moment où l'Afrique du Sud présentait sa candidature, on estimait le coût total de ces jeux à 295 millions de dollars.

Processus de réconciliation en marche en Somalie

Le Premier ministre somalien Nur Hassan Hussein, après avoir rencontré dimanche le conseil du clan Hawiye, le plus important en Somalie, a fait savoir que ce dernier participerait au processus de réconciliation du gouvernement. Lors d'une conférence de presse après la rencontre tenue au siège de la mission de maintien de la paix de l'Union africaine (UA) à Mogadiscio, M. Hussein et Mohamed Hassan Haad, chef du conseil de l'unité et de la culture du clan Hawiye, ont déclaré qu'ils étaient prêts à travailler ensemble pour pacifier le pays.

L'ancien président de la Sierra Leone, émissaire de l'ONU au Zimbabwe

L'ancien président sierra-léonais Ahmad Tejan Kabbah a dirigé la mission d'observation de l'Union africaine (UA) à l'occasion des élections générales du 29 mars au Zimbabwe. Peu avant son départ pour le Zimbabwe lundi soir, M. Kabbah a estimé que sa nomination « *est un signe évident que la Sierra Leone et les Sierra-Léonais n'étaient plus associés aux guerres et aux affrontements meurtriers, mais (plutôt) vus comme de véritables praticiens de la démocratie* ».

Un opposant tunisien proteste

L'opposant tunisien Ahmed Néjib Chebbi, candidat du Parti démocratique progressiste (PDP, légal) à l'élection présidentielle de 2009, a dénoncé mardi une manœuvre des autorités visant à empêcher la validation de sa candidature. « *La réforme constitutionnelle modifiant les conditions de candidature à la présidentielle est une manœuvre visant à écarter le seul candidat opposant déclaré* », a affirmé M. Chebbi lors d'une conférence de presse. Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali avait annoncé vendredi un amendement de la Constitution permettant, à titre exceptionnel pour la prochaine présidentielle, aux premiers responsables des partis d'opposition légaux élus depuis deux ans au moins de déposer leur candidature à la présidence de la République.

Nigeria : deux membres du gouvernement révoqués

Le président nigérian Umaru Yar'Adua a révoqué mardi deux membres de son gouvernement, accusés de ne pas avoir retourné au Trésor public les fonds alloués à leur département au titre du budget 2007 et non-utilisés. Le ministre en charge de la Santé, Adenike Grange, et son secrétaire d'Etat Gabriel Aduku, ont démissionné, selon Olusegun Adeniyi, porte-parole du président. Mais des sources anonymes à la présidence ont précisé qu'ils ont en fait été révoqués car soupçonnés de corruption.

L'Algérie ne veut pas être un simple fournisseur de gaz pour l'Europe

Alger pose ses conditions à Bruxelles pour conclure un mémorandum d'entente sur l'énergie.

Par Fayçal Metaoui, Alger

L'Algérie et l'Union européenne (UE), déjà liés par un accord d'association, entameront en avril des discussions exploratoires pour préparer la signature d'un mémorandum d'entente sur l'énergie. Bruxelles le souhaite depuis longtemps pour renforcer la sécurité énergétique du continent. L'Algérie est le troisième fournisseur de gaz de l'Europe après la Russie et la Norvège. La crise gazière entre la Russie et l'Ukraine en 2005 avait avivé les craintes de l'Europe, qui voit aussi d'un mauvais œil la possibilité de la création d'une Opep du gaz. Le mémorandum d'entente prend ainsi une grande importance. « *L'Algérie cherche un marché fiable et l'UE cherche un fournisseur sûr* », a déclaré, début mars à Alger, Benita Ferrero-Waldner, commissaire européenne aux Affaires extérieures. Fin 2006, lors de sa première visite à Alger, le commissaire européen à l'Energie, Andris Pielbalgs, avait clairement annoncé que l'UE souhaitait établir « *un nouveau partenariat stratégique* » avec l'Algérie, « *un acteur important sur le marché mondial de l'énergie* », qui a l'Europe comme « *principal marché* ». Un « *bon point de départ* » pour renforcer la coopération, avait-il souligné. Même si l'Algérie n'est que le 13e fournisseur de l'Europe en pétrole, l'arrivée de gros consommateurs d'énergie comme la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Indonésie qui sollicitent, à des niveaux différents, l'Algérie et la Libye, est suivie de près à Bruxelles.

> Alger ne veut pas se contenter d'une pure logique commerciale. *« L'Algérie veut passer à une logique de partenariat avec l'Union européenne ».*

Lenteurs…

Les experts européens estiment toutefois que les choses évoluent lentement. Le troisième conseil d'association, réuni le 10 mars 2008 à Bruxelles et qui a été présidé par Benita Ferrero-Waldner et par Mourad Medelci, ministre algérien des Affaires étrangères, n'a pas abordé profondément la question de l'énergie. Alger ne veut pas se contenter d'une pure logique commerciale. « *L'Algérie veut passer à une logique de partenariat avec l'Union européenne* », a souligné M. Medelci.
A Alger, les résultats de l'accord d'association, signé en 2002 et entré en vigueur en 2005, sont jugés peu satisfaisants. Les opérateurs économiques algériens rencontrent trop d'embûches pour pénétrer le marché européen alors que l'accord est censé créer, à long terme, une zone de libre-échange. A titre d'exemple, Sonatrach, la principale firme algérienne d'hydrocarbures, a des difficultés à pénétrer le marché espagnol. Il est vrai que l'Algérie n'est pas encore membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce qui l'empêche d'accéder à certaines faveurs. Les négociations pour adhérer à l'OMC sont à leur dixième round.

L'obstacle de la double taxation gazière

Cependant, ces pourparlers avec l'UE, passage obligé avant cette adhésion, buttent sur plusieurs aspects dont celui relatif à la double taxation gazière. L'Algérie ne veut pas être brusquée. Dans un climat d'inflation galopante, une libéralisation non étudiée fera exploser les prix des produits pétroliers et gaziers. Peter Mandelson, commissaire européen au Commerce, est venu à Alger début février 2008 pour tenter de rassurer sur les intentions de Bruxelles. Selon Mandelson, l'adhésion à l'OMC est « *une première priorité commerciale de l'Algérie* ». « *Il reste encore du chemin à parcourir et j'invite l'Algérie à redoubler d'efforts pour atteindre cet objectif* ». Peter Mandelson a reconnu les carences dans l'application de l'accord d'association. « *Je pense qu'il faudrait le revoir d'ici 2010 pour que l'Algérie puisse en tirer plus d'avantages* », a-t-il noté. En avril, les discussions exploratoires devront préciser les grands axes de coopération énergétique. Déjà, il y a l'achèvement du projet du Medgaz, le gazoduc qui doit relier l'Algérie à l'Espagne, prévu en 2009. Il sera suivi du Galzi, autre gazoduc devant passer par l'Italie. Les deux gazoducs auront une capacité initiale de 20 milliards de mètres cube/an. L'Algérie, qui devra fournir à l'Europe l'énergie électrique, attend de l'UE une aide pour la promotion des énergies renouvelables pour préparer l'après pétrole.

Le Congo préside l'association des producteurs de pétrole africains

Jean-Baptiste Tati Loutard, ministre d'Etat, ministre des Mines, de l'Energie et des Hydrocarbures du Congo, a été élu à la tête de l'Association des producteurs de pétrole africains (APPA) vendredi lors de la XXV[e] session ordinaire du Conseil des ministres de cette organisation. M. Tati Loutard est élu président pour l'exercice 2008/2009 de cette organisation intergouvernementale créée en 1987 à Lagos, au Nigeria, pour servir de plateforme de coopération, de partage des connaissances et des compétences entre les pays africains producteurs de pétrole.

Le président Wade satisfait du sommet de l'OCI

Le président sénégalais Abdoulaye Wade s'est réjoui de « *la parfaite organisation et de la réussite* » du 11[e] sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), tenue à Dakar les 13 et 14 mars, avant de préconiser la mise sur pied d'une commission de conseillers du président en exercice de l'OCI, une charge qu'il assume pour une durée de trois ans depuis l'ouverture de ce sommet. Selon le président Wade, cité par un communiqué du Conseil des ministres, la commission de conseillers du président en exercice de l'OCI devrait refléter dans sa composition le monde de la Ummah et pourrait se réunir « *périodiquement autour des questions de paix et des problèmes économiques qui interpellent le monde islamique* ».

Nouvelles dessertes Alger-Istanbul

La Turkish Airlines inaugure le 30 mars de nouvelles dessertes Alger-Istanbul à raison d'un vol quotidien. Plus de 4000 Turcs travaillent et investissent en Algérie dans différents domaines, ce qui encourage de plus en plus l'ouverture de nouvelles dessertes.

Suite de la page 3

***LA* : Quelles sont vos ambitions pour le Sénégal ? Votre contrat est-il déjà opérationnel ?**

MS : Depuis le 1[er] Janvier, nous sommes opérationnels au Sénégal, et, si vous demandez aux autorités sénégalaises, elles semblent déjà très satisfaites et impressionnées par nos performances sur le terrain. La productivité s'est déjà améliorée. D'ici fin avril, nous allons apporter de nouveaux équipements qui amélioreront les capacités et l'efficacité du port. D'autres seront acheminés d'ici l'année prochaine car, en tout, nous comptons investir quelque sept cent millions de dollars uniquement sur le port de Dakar. De plus Dubaï Group a signé un contrat qui permettra de développer une zone franche à Dakar, et nous avons notre groupe immobilier qui compte investir dans la construction de la nouvelle capitale, un investissement très important.

***LA* : Et puis les Djiboutiens que vous aviez formés sont eux-mêmes en train de former les Sénégalais ?**

MS : Oui. Que ce soit à Djibouti ou au Sénégal notre objectif est de former les gens. Car c'est aussi leur responsabilité de prendre par la suite la relève. Dans n'importe quel pays où nous sommes invités à investir, ma première question est la suivante : êtes-vous prêts vous-mêmes à investir dans votre pays ? Si la réponse est non, je suspends moi aussi ma participation. Car si tu n'as pas foi en ta propre économie, comment, moi l'étranger, je pourrais y travailler ? Djiboutiens et Sénégalais parlant tous français, c'était plus facile de les faire travailler ensemble. Il n'y a pas de honte à voir des Djiboutiens former des Sénégalais. Nous sommes une organisation de 13 000 employés présents dans 23 pays, et les opportunités de collaboration son immense.

***LA* : Parlons à présent du Mozambique. Que faites-vous exactement aujourd'hui au port de Maputo ?**

MS : Le Mozambique est une petite économie située non loin d'une grande et puissante économie en Afrique australe. Comme vous le savez, en Afrique du Sud les ports sont encombrés. Aussi nous envisageons de développer le port de Maputo avec nos partenaires pour accroître les capacités de ce port, afin de pouvoir faire face aux perspectives de croissance, non seulement du Mozambique, mais aussi de l'Afrique du Sud.

***LA* : Quels sont les montants investis au Mozambique ?**

MS : Autour de 100 millions de dollars dans une première phase.

***LA* : Vous avez par le passé présenté DP World comme étant un faiseur de profits non pas un preneur de profits. Expliquez-nous ce concept.**

MS : Il y a une différence entre les deux concepts. Beaucoup d'investisseurs sont des preneurs de profits. En général, ces gens font des profits et disparaissent. Ils ne s'intéressent aucunement à ce qui se passe derrière eux et ne développent aucune ressource humaine. Cette catégorie d'investisseurs fera tout pour avoir de gros profits et ils disparaîtront. A l'opposé, nous, nous misons sur le long terme. Nous faisons des profits et nous les réinvestissons sur place. Prenez le cas de Djibouti. Est-ce que Djibouti est une économie qui nous rapportera un milliard de dollars de profit en sept ans ? Non. Mais nous avons investi un milliard de dollars dans ce pays. Pourquoi ? Parce que je regarde le long terme, nous voulons développer les infrastructures, parce que les infrastructures constituent la colonne vertébrale de toute économie. Et c'est pourquoi nous privilégions l'approche du partenariat public-privé.

> *« Ma première question est la suivante : êtes-vous prêts vous-mêmes à investir dans votre pays ? Si la réponse est non, je suspends moi aussi ma participation. »*

***LA* : Vous croyez réellement en l'Afrique ?**

MS : Laissez-moi vous dire que mon parcours d'investisseur sur le continent a commencé en 1995. Je suis toujours sur ce continent et j'y serai pendant longtemps. L'Afrique est très riche en ressources, mais manque cruellement d'expertise en management. L'Afrique a besoin de partenaires et non pas d'assistance. En tant que citoyens de ce monde, nous voulons apprendre à pêcher et non donner du poisson. C'est la meilleure approche. Pourquoi ces Africains émigrent-ils ? Parce qu'ils veulent de meilleures conditions de vie. Ils voient ce qui se passe ailleurs et ils aspirent à cela.

Le monde face au casse tête chinois des jeux

C'est le thème qui va émailler l'actualité mondiale d'ici à l'ouverture des jeux le 6 août 2008. Comment ne pas se rendre complice de la répression de Pékin sans s'aliéner l'accès au marché le plus prometteur du monde ?

Par Ihsane El Kadi, Alger

Les grands pays industrialisés sont confrontés à un sérieux dilemme : faut il utiliser le déroulement des jeux olympiques cet été en Chine pour obtenir de Pékin le début d'une « glasnost » et le desserrement de son étau sur le Tibet ?

Membre exemplaire

En attribuant les jeux à Pékin, battue une première fois par Sidney dans le vote de 1994, le CIO a voulu rendre la pareille à « *un état membre exemplaire dans l'animation de son mouvement* ». Sans calcul politique. Toutes les grandes cités d'Etats émergents y ont eu droit, sans égards pour le contexte: Mexico en 1968, année d'une sanglante répression anti-étudiante, Séoul en 1988 où la sortie du régime autoritaire Parkiste était loin d'être achevée, ou encore Barcelone en 1992 en plein tension de l'autonomisme basque. A la place des grands décideurs de l'OCDE, les victimes tibétaines et chinoises de l'autoritarisme brutal de Pékin, elles, vont bien répondre au dilemme : les jeux olympiques sont une occasion sans pareille pour obtenir une avancée démocratique en prenant le monde à témoin. Les mois qui nous séparent du début des jeux, le 6 août prochain, annoncent une montée de la contestation intérieure. Sans compter les incidents qui vont émailler le parcours mondial de la flamme olympique, la cérémonie agitée de son départ du site antique d'Olympe ayant déjà annoncé la couleur aux yeux d'une planète, soudain plus attentive à l'absence de liberté en Chine. Dès lors le débat éthico-politique sur l'attitude à adopter vis-à-vis des jeux de Pékin promet de s'enflammer.

Vers un boycott limité de la cérémonie d'ouverture

Une première ligne se dessine. Ne pas boycotter les jeux mais seulement leur temps fort symbolique, la cérémonie d'ouverture. L'idée est venue du pays de Pierre de Coubertin. Elle veut tenir compte de l'air du temps : le boycott pénalise des athlètes qui ont travaillé très dur pendant quatre ans au moins pour être prêts à ce rendez vous sacré des Olympes. En Europe, les anciens Etats socialistes de l'est veulent se souvenir de leur histoire. La plupart de leurs chefs d'Etat ou de gouvernement ont déjà annoncé leur absence à la cérémonie d'ouverture. Ceux de l'Europe de l'ouest sont plus nuancés. L'affaire est délicate. Gordon Brown, pour la Grande Bretagne, a dit que son pays ne boycottera pas la cérémonie d'ouverture. Un instant plus véhément, Nicolas Sarkozy se contente de ne pas écarter l'éventualité du boycott. Son statut de président en exercice de l'Union européenne en août prochain lui donne un bel alibi pour la pondération « *je dois consulter, je représente l'Europe* ». Les partisans de la participation aux jeux y compris à leur cérémonie d'ouverture, ont trouvé chez le Dalaï Lama une caution morale. Sa sainteté veut séparer la question des jeux olympiques de celle du respect des droits nationaux des Tibétains. Ce n'est pourtant pas le point de vue du premier ministre en exil du Tibet, mais qu'importe. Il existe des voies plus audibles que d'autres.

De l'efficacité du boycott

Les partisans opposants au boycott pensent tenir d'autres arguments : le recours au boycott des jeux de Moscou de 1980 par une partie des Etats occidentaux n'a pas donné les résultats escomptés. L'URSS n'est pas sortie d'Afghanistan, envahi une année plus tôt, et la situation des *refuzniks*, les opposants à la dictature, ne s'était pas améliorée, pas plus que les libertés publiques.

Les Africains peuvent avoir un point de vue différent sur la question. En 1976, ils ont exigé – pour une grande partie d'entre eux – l'exclusion de la Nouvelle Zélande du CIO à cause de sa relation sportive suivie avec l'Afrique du Sud de l'Apartheid. Ils ont du boycotter les jeux olympiques de Montréal pour se faire entendre. Et ils ont obtenu un embargo plus complet sur Prétoria. Aujourd'hui, l'organisation des jeux olympiques est devenue un tel enjeu commercial qu'il se trouve peu de leaders politiques pour proposer d'en faire usage pour faire avancer des revendications justes comme la démocratie, la fin d'une occupation étrangère ou l'abolition d'une discrimination révoltante. Des voix françaises trouvaient même que la position de Ségolène Royal en faveur du boycott des jeux de Pékin était le point le plus faible de sa campagne présidentielle au printemps 2007. C'est dire si le sujet devient lourd.

> En 1976, les Africains ont exigé – pour une grande partie d'entre eux – l'exclusion de la Nouvelle Zélande du CIO à cause de sa relation sportive suivie avec l'Afrique du Sud de l'Apartheid.

Principe de réalité

Il n'existe pas de jurisprudence morale dans le maniement des jeux olympiques en politique. Des gestes forts durant les jeux ont parfois servi leur cause bien plus qu'un boycott : le poing de noir ganté du « black power » de Smith et Carlos à Mexico ou la référence à la souffrance aborigène de Cathy Freeman à Sydney. En l'occurrence, les intérêts décident. Affaiblir une Chine en plein essor, toujours dirigée par un parti communiste, est une tentation réelle en Occident audelà du soutien aux revendications de liberté des démocrates chinois et des indépendantistes tibétains. Mais le principe de réalité est plus fort : est-il nécessaire de décliner la Chine – quatrième importateur mondial en 2007 – en chiffre d'affaires et en promesse d'achat ?

Le pouvoir local, enjeu de la guerre inter-chiites en Irak

La « charge du chevalier », c'est le nom donné par le gouvernement irakien à une opération de grande envergure destinée à désarmer l'armée du Mehdi, le bras armé du mouvement Sadr qui résiste.

Par Saïd Djaafer, Alger

Au moins trois cents morts en six jours, des centaines de blessés et des violences qui s'étendent à l'ensemble du pays, et notamment à Bagdad où le couvre feu a été imposé. La bataille pour Bassorah, engagée le 25 mars par le premier ministre irakien, Nouri Al Maliki contre le mouvement Sadr, tourne à la guerre civile interchiite. Son enjeu est le pouvoir au sein de la communauté majoritaire en Irak. Le premier ministre irakien agit sous influence des américains qui exigent depuis des années le désarmement du seul mouvement chiite irakien qui prône la résistance à l'occupation et réclame un échéancier pour le retrait des troupes étrangères. Al Maliki, qui joue son va-tout dans l'opération, n'a pas hésité à accuser les hommes de l'armée du Mehdi « *d'être pires que les extrémistes d'Al-Qaïda* ». La pire des insultes pour les chiites irakiens.

Lutte de classes

Le paradoxe est que cette flambée de violence intervient alors que la trêve unilatérale décidée en août dernier par le chef du mouvement, Moqtada Al-Sadr, a permis de réduire les violences de manière très sensible. C'est bien l'approche des élections locales – en octobre – qui motive cette soudaine fermeté gouvernementale à l'égard de la milice sadriste. Prendre le pouvoir local à Bassorah, ce grand port pétrolier dans le sud de l'Irak, est l'assurance d'un vrai pouvoir économique. Or, le mouvement sadriste, soutenu par les déshérités et les classes populaires, a de très fortes chances de l'emporter face aux mouvements plus « bourgeois » du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) et de la Daawa qui disposent également de milices. C'est quasiment la lutte de classes au sein de la communauté chiite, le gouvernement d'Al-Maliki jouant, sans convaincre, sur le fait que le mouvement Sadr soit accusé par les sunnites d'être derrière les escadrons de la mort qui les ciblent.

> Prendre le pouvoir local à Bassorah, ce grand port pétrolier dans le sud de l'Irak, est l'assurance d'un vrai pouvoir économique.

Partie remise

Le mouvement Sadr considère que c'est son existence politique qui est en cause et que sa résistance acharnée a provoqué, à Sadr City, à Bagdad, des défections au sein de l'armée régulière. Cette résistance a contraint les Américains et les Britanniques à entrer dans la bataille en apportant une couverture aérienne aux troupes gouvernementales et en engageant aussi des troupes spéciales au sol. De quoi conforter les sadristes quant à la « trahison » du chef du gouvernement. La bataille a été qualifiée de « moment crucial » par le président George W. Bush. Est-ce un tournant en Irak ? Rien n'est moins sûr. Le chef du mouvement, Moqtada, a offert, dimanche, de retirer les miliciens des rues de Bassorah et des autres villes contre une cessation des « raids illégaux et aveugles ». Le gouvernement a salué l'annonce de Moqtada en la qualifiant de « positive », comme s'il cherchait une sortie. C'est que le chef du mouvement Sadr n'a pas cédé sur la question du désarmement de l'armée du Mehdi, l'objectif proclamé de la « *charge du chevalier* ». La guerre civile au sein de la communauté risque, dans le meilleur des cas, de n'être que reportée.

Ils ont dit, cette semaine

Responsabilité

« Ce serait une trahison immorale, une tache sur la grandeur de notre pays, si nous nous détournions du peuple irakien et le livrions à une violence terrible, au nettoyage ethnique et peut-être au génocide qui suivraient un retrait imprudent, irresponsable et prématuré. »

John McCain, candidat républicain à la présidentielle américaine.

Progrès

« Des changements politiques et économiques (en Irak), moins visibles, sont en cours, qui vont de l'adoption d'ensembles de lois très importantes à de simples signes de normalité. Ces progrès ne sont pas très "glamour", mais ils sont importants. »

George Bush, au Musée national de l'US Air Force à Dayton, dans l'Ohio.

Réformes

« Le FMI peut se transformer en un système d'alerte contre les crises. La Banque mondiale peut devenir une banque qui finance des projets pour l'environnement et le développement. »

Gordon Brown, dans une interview publiée mercredi 26 mars par *Le Monde.*

Pendaison

« Une force étrangère a occupé un pays arabe et pendu son président et nous assistions en spectateurs. »

Mouammar Kadhafi, au sommet de la Ligue arabe à Damas.

Innocence

« Une enquête sérieuse démontrera mon innocence (...) Même si je dois aller à La Haye (siège de la CPI), vous verrez qu'il n'y a rien contre moi. »

Le chef rebelle tutsi congolais, Laurent Nkunda, dans un entretien accordé au quotidien néerlandais *Trouw*, paru mercredi.

Totalitaire

« Il faut attaquer les comités olympiques parce qu'il faut quand même que la Charte olympique soit respectée et que l'on ne donne pas les JO à des pays totalitaires comme c'est le cas, parce qu'on se retrouvera toujours avec le même problème. »

Le député européen Daniel Cohn-Bendit (Verts) sur *France 2.*

Style

« Alors, s'il y a un problème de style, j'espère que vous apprécierez l'habit que j'ai fait faire pour la soirée royale. »

Le président Sarkozy répondant aux journalistes britanniques à la question de savoir si les Français l'ont sanctionné pour son style peu présidentiel.

Conscience

« Il n'est pas dans nos habitudes de frauder aux élections (...). Ma conscience ne me laisserait pas en paix si j'avais triché. »

Robert Mugabe, president du Zimbabwe, candidat à sa propre succession.

Film

« La primaire démocrate ressemble à un bon film... avec trente minutes de trop. »

Barak Obama, au début de sa campagne à l'investiture en Pennsylvanie.

Fouille

« J'ai été dépouillée de tous mes effets personnels, y compris du foulard que je porte sur la tête! On m'a dit que je pouvais m'en servir pour m'étrangler ou bien pour agresser les policiers. »

L'avocate Fatimata M'Baye, présidente de l'Association mauritanienne des droits de l'homme (AMDH), lors d'un passage mouvementé à l'aéroport de Roissy (France).

Le champion de la bonne gouvernance

Le Botswana est une exceptionnelle réussite, politique et économique. Son président se retire du pouvoir en avril.

Par Chérif Elvalide Sèye, Dakar

En avril prochain, le président de la République du Botswana, l'ancien protectorat britannique du Bechuanaland, Festus Gontebanye Mogae, abandonnera volontairement le pouvoir qu'il détient depuis 1998. Lui succèdera son actuel vice-président, Seretse Ian Khama, qui dirigera le pays jusqu'en octobre 2009 avant de se soumettre au suffrage universel.

Courageuse politique

C'est un *remake* d'un scenario joué dix ans auparavant. Les rôles n'ont pas changé. Tout au plus, l'un des acteurs a-t-il été remplacé. Le président de la République s'appelait alors Ketumile Masire. En novembre 1997, il annonce son départ volontaire de la vie politique. Au pouvoir depuis dix-sept ans, il entendait « *donner sa chance à une nouvelle génération de dirigeants* ». Le départ est prévu pour mars 1998 et l'élection présidentielle en 1999. Pour terminer le mandat, un bref bras de fer oppose les deux hommes forts du régime, le président du parti au pouvoir, le Parti démocratique du Botswana, Pona Tshego Kediltilwe, et le vice-président du gouvernement et ministre des Finances, Mogae. C'est lui qui remporte la mise, aidé par les bons résultats de sa courageuse politique de rigueur économique.

La rivalité en moins, l'année prochaine, le vice-président Seretse Ian Khama, après avoir assuré l'intérim, sera aussi élu. Le procédé peut paraître peu démocratique. Surtout qu'il prolonge le règne du parti qui est au pouvoir depuis l'indépendance du

> « Toutes craignaient que nous ne donnions naissance à un paradis fiscal. Or, ce n'est pas le cas, même si la fiscalité ne dépasse pas 15%. »

pays en 1966. Les partis d'opposition et la presse ne manquent pas de le souligner. Ils dénoncent, tous deux, l'absence de toute assistance financière du gouvernement. Ensemble, ils ont obtenu que le nombre de mandats soit limité à deux pour fermer définitivement la parenthèse du long règne, 17 ans, de Masire.

Mogae se défend. « *En temps normal, notre pays compte cinq ou six partis, mais en période électorale, on voit se former de nouveaux partis d'opposition. Leur nombre peut alors augmenter jusqu'à dix ou onze, ce qui est tout à l'avantage du parti au pouvoir car, si l'opposition ne parvient pas à s'imposer, c'est en raison de sa propension à se fragmenter* ».

Le pays peut s'enorgueillir d'avoir ainsi changé de président, de tenir les élections à date échue, tous les cinq ans, sans violence, sans trouble. Dans la sérénité qui semble être la marque de fabrique de ce pays.

Prix Mo Ibrahim

Le prochain prix Mo Ibrahim lui semble dévolu par avance. Comment pourrait-il échapper à Festus Gontebanye Mogae. Comme le premier lauréat, Joaquim Chissano, il quittera volontairement le pouvoir. Mais bien mieux que lui, il a fait de son pays un exemple de réussite économique.

Né le 21 août 1939 à Serowe, Mogae, après des études d'économie à l'Université d'Oxford, a rejoint très tôt le Fonds monétaire international où il finit directeur pour l'Afrique anglophone. C'est là qu'il est repéré et rappelé au pays pour diriger la Banque du Botswana. En 1989, il est nommé ministre des Finances et de la Planification du développement, puis vice-président à partir de 1992.

Ce parcours lisse et exceptionnel en aurait enivré plus d'un. Pas lui. Aujourd'hui encore, alors que son bilan à la tête du pays est des plus flatteurs, il ne se départit pas de sa modestie.

Le Botswana, avec un PIB par personne de 7800 dollars en 2001, est une vraie réussite. Pendant longtemps, sa croissance économi-

> Les filles sont désormais les plus nombreuses sur les bancs de l'université.

que a été la plus rapide au monde. En 42 ans, le pays pauvre et désertique qui s'étend sur 600 000 kilomètres, pour près de deux millions d'habitants, est devenu un Etat prospère. Il a certes été particulièrement doté par la nature. Son sous-sol regorge de diamants, dont il est le premier exportateur au monde. Outre les diamants qui représentent 33% du produit intérieur brut et 50% des revenus publics, le Botswana produit également du cuivre, du nickel, du charbon, du sel, de la soude, du fer et de l'argent. Mais il est connu que les ressources minières ne font pas toujours, bien au contraire, le bonheur des peuples.

Le Parti démocratique du Botswana (PDB) a toujours été au pouvoir et sa politique libérale, qui fait du secteur privé le moteur de la croissance économique et limite les interventions de l'Etat dans l'économie, ne s'est jamais démentie bien que les services sociaux, l'éducation, la santé... soient presque tous gratuits et que le pays offre pensions de retraite et allocations de pauvreté. « *Le Botswana a su construire une prospérité réelle par une gestion vertueuse du processus de développement. Le Botswana a aujourd'hui un PIB par habitant parmi les plus hauts d'Afrique. Un produit intérieur brut au service de sa population par le biais d'investissements dans les trois secteurs prioritaires de l'éducation, de la santé et de l'action sociale* », explique le principal artisan.

Le taux de scolarisation au primaire et au collège est de 100%. Les filles sont désormais les plus nombreuses sur les bancs de l'université. Le taux d'alphabétisation des femmes est également plus élevé que chez les hommes.

Le pays ne dort toutefois pas sur ses lauriers. Il regarde déjà l'avenir bien que persuadé qu'avec le diamant, le cuivre et le nickel, il peut voir venir. Mogae vient de doter le pays d'un centre international de services financiers dans une démarche, comme toujours, marquée de la plus grande prudence. « *Lorsque nous étions dans sa phase de conception, nous avons pris conseil auprès des principales autorités de réglementation d'Europe, de la Banque d'Angleterre, de la Réserve fédérale américaine, etc. Toutes craignaient que nous ne donnions naissance à un paradis fiscal. Or, ce n'est pas le cas, même si la fiscalité ne dépasse pas 15%.* » Le Botswana n'est pas encore le Luxembourg, mais il devrait attirer de plus en plus de fonds.



Festus Mogae décoré par Nicolas Sarkozy.

Graves défis

Au pays de Mogae, tout n'est toutefois pas rose. Le pays fait face à de graves défis. Un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté et un quart est au chômage. Et surtout, le taux de prévalence du sida est l'un des plus élevés au monde, 24% selon l'Onusida.

Le président le reconnaît. « *Le VIH/SIDA constitue une grande menace. Il anéantit les progrès que nous avons réalisés au cours de ces dernières décennies. Nous perdons trop de concitoyens, et ce sont notamment des concitoyens qui avaient étudié à l'étranger à grands frais. Actuellement, 800 jeunes Botswanais étudient au Royaume-Uni, ils sont autant aux Etats-Unis et en Australie et environ 5000 en Afrique du Sud. Nous payons tout pour eux. Lorsque des Botswanais comme ceux-là meurent, nous*

> « Lorsque des Botswanais comme ceux-là meurent, nous perdons des parents, des amis, mais c'est aussi toute l'économie du pays qui en souffre. »

perdons des parents, des amis, mais c'est aussi toute l'économie du pays qui en souffre. »

Le sort des Basarwas, une tribu indigène, reste aussi une préoccupation. Les organisations des droits de l'homme ont critiqué le gouvernement pour les avoir sortis des réserves. Mogae ne comprend pas ces critiques. « *Quand ils étaient dans la réserve, on nous accusait de ne rien faire pour eux. Maintenant, nous les avons installés en dehors de la réserve, où nous avons construit des dispensaires et des écoles. Nous les avons aidés à se sentir bien dans leur nouveau lieu de vie... Certes, il y a eu des imperfections, mais notre but était d'améliorer leurs conditions de vie* ».

Alors qu'il s'apprête à jouir d'une retraite bien méritée, Mogae peut professer à l'intention de ses pairs les vérités qui ont fait du Botswana la « Suisse » de l'Afrique. « *La paix est une condition* sine qua non *de la réussite, et la démocratie et la bonne gouvernance sont des conditions* sine qua non *de la paix. Il n'y a pas de secret au succès du Botswana, si ce n'est qu'il faut faire les choses correctement, publiquement, et du mieux possible* ».

L'agenda

Forum sur le capital investissement en Afrique
Togo : 8 avril 2008, Lomé, Hôtel Mercure Sarakawa. Côte d'Ivoire : 11 avril 2008, Abidjan, Hôtel Sofitel. Contact : figue@fourtrust.com

Forum sur les investissements dans les pays de la rive Sud (Accord d'Agadir)
8 avril à Bruxelles. Contact : www.agadiragreement-events.org

Salon Djazagro
14 au 17 avril à Alger
Contact: veronique.dupassage@adepta.com

L'Afrique de la créativité
16 avril à Paris à l'ENA, 2 Avenue de l'Observatoire (6e).
Contact : 01.43.48.14.67, encade@wanadoo.fr

3e édition de Carte d'Afrique (monétique)
17 et 18 avril 2008 à Marrakech (Maroc). Organisateur : I-conférences (Groupe Success Publication)

Cycles des salons de Med It 2008
22 et 23 avril 2008 : Med-IT @ Alger, Algérie. 18 et 19 juin 2008 : Med-IT @ Casablanca, Maroc. 22 et 23 octobre 2008 : Med-IT @ Tunis, Tunisie. 25 et 26 novembre 2008 : Med-IT @ Dakar, Sénégal
Organisateur : XCOM. Contact : Tel. +33 442 70 95 10 - Fax. +33 (0)4 42 70 91 89

Forum Elit'2008
23 avril 2008 à Paris. 79, Avenue de la République
Contact : African Business Club ESCP-EAP (abc_entreprises@yahoo.fr)

Salon Siagrim
23 au 28 avril 2008 à Casablanca. Contact : racheline.levi@adepta.com

Deuxième forum euro-méditerranéen du capital investissement
24 et 25 avril 2008 à Tunis.
Contact : www.euromed-capital.com

Mobil Expo
Premier salon euro-méditerranéen des solutions de la mobilité et de l'informatique embarquée.
9 au 11 mai 2008 à Tunis.
www.mobile-expo-tunisia.com

4e Forum international de la finance
13 et 14 mai 2008 à Alger - Contact : www.fif-alger.com

BPO Africa Conference - Current trends and best practices
15 et 16 mai 2008 à Cape Town, International Convention Center
Contact: Vantage Conference Productions - Tel : 021 554 1087

Séminaire sur l'Algérie
Les marchés publics & comment répondre aux appels d'offres, 16 mai 2008 – Marseille.
Contact : Laurence Hautefeuille, laurence.hautefeuille@ubifrance.fr

Premier salon international sur le gaz
20 au 23 mai 2008 à Abuja, à l'International Conference Center.
Contact : nigeria-gas.com

2e Convention d'affaires franco-sino-africaine
21 et 22 mai 2008 à Paris. Contact : 00 33 1 46 94 69 09.
http://www.cicp.biz

eLearning Africa
28 au 30 mai à Accra, Ghana
Contact: Rebecca Stromayer, +49.30.310.18.18.0, info@elearning-africa.com

Troisième Festival mondial des arts nègres
1er au 22 juin 2008 à Dakar. Coordinateur : Alioune Badara Gueye
www.fesman.org

IPAD, Infrastructure Partnership for African Development
7 au 9 octobre 2008 : RDC. 26 au 28 novembre 2008 : Nigeria. 11 décembre 2008 : Angola. Contact: Jean-Tite Oloumoussié, +27.21.700.3508, jeantite.oloumoussie@spintelligent.com

Chad International Oil and Mining (CIOME)
8 au 10 octobre 2008 à Ndjaména (Palais du 15 janvier).
www.cubicglobe.com

African Investor & NYSE Forum
15 septembre 2008 à New York
Contact : www.africa-investor.com/awards/aiindexawards/home.htm